

SUPERNOVA

revue communiste

N. 8 2025



Activisme et avant-gardes
Islam politique
Panafricanisme

SUPERNOVA, revue communiste

"rêver, mais sérieusement" Lénine

Une outil d'enquête, de travail, et de liaison entre camarades. Pour lier la nécessité du parti révolutionnaire à l'autonomie prolétarienne. Vous êtes dans un groupe, un collectif, un syndicat, un mouvement, etc... si vous souhaitez diffuser et collaborer à Supernova, contactez la rédaction.

revuesupernova.blogspot.com
mail: supernovarevue@gmail.com
instagram: revue_supernova
facebook: supernova revue communiste
X: @RevueSupernova

Éditorial: pour la gauche prolétarienne...	3
Le travail militant aujourd'hui... E.H.	6
Tribun du peuple ou bureaucrate G. Lukacs (1940)	12
L'islam politique, K.N.	15
Interview Fuerza Acción Revolucionaria (Chile)	22
Interview Front Populaire (Turquie)	25
Interview Anti-Imperialist Action (Irlande)	27
Interview Kommunistischer Aufbau (Allemagne)	29
Interview Classe Contre Classe (Belgique)	33
Contre le multipolarisme S.J.	36
Israël, l'aberration nécessaire de l'impérialisme dans un monde postcolonial, GAT (USA)	39
Sankara et la révolution burkinabé, J.S.	42
Lettre de Mikhaïl Kononovitch et Alexandre Kononovitch (Ukraine), Secours Rouge-Marseille	44
Mémoire Historique: Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires-Detroit, Cosmonaut (USA)	46

Campagne internationale pour la dénonciation de la disparition forcée. La famille est membre de la guérilla marxiste leniniste paraguayenne: Ejército del Pueblo Paraguayo (Armée du peuple paraguayen, EPP).



Éditorial

pour la gauche prolétarienne...

« Les gens ne vous soutiendront que si vous répondez aux problèmes qui les préoccupent, que si vous y contribuez dans un sens positif. La première chose que l'ennemi tente de faire est d'isoler les révolutionnaires des masses, de nous caricaturer en monstres horribles et hideux, pour amener les nôtres à nous détester »

Assata Shakur

Pour construire des organisations, des réseaux, des cadres politiques, il faut nécessairement une analyse scientifique de la réalité qui nous entoure. Des termes tels que crise, métropole, impérialisme, résistance, contre-révolution, lutte des classes, socialisme, etc. doivent être replacés dans un contexte précis. Nous ne pouvons nier qu'aujourd'hui nous sommes loin d'imposer cette terminologie politique, car lorsque la lutte des classes se manifeste, c'est avant tout celle que mènent les classes dominantes contre les dominés. Cependant, penser pouvoir agir sans une analyse scientifique et de classe adéquate, c'est se déclarer vaincu d'avance. La théorie que nous utilisons est celle du marxisme, qui n'est pas une idée, mais une science, une science de « classe ».

crise et organisation du travail

Nous vivons dans un monde marqué par le terme de crise, qui envahit tous les aspects de notre vie. Dans le marxisme, l'une des principales lois de la crise du capital est celle de la baisse tendancielle du taux de profit: *« Il est de l'essence de la production capitaliste d'entraîner par son développement progressif une transformation du taux de survaleur en des taux de profit de plus en plus petits. Puisque l'importance du travail vivant diminue continuellement par rapport au travail matérialisé (moyens de production) qu'il met en œuvre, il est évident que la quantité de travail vivant non payé, la quantité de survaleur, doit diminuer continuellement par rapport au capital total. Le rapport entre la survaleur et le capital total étant l'expression du taux du profit, celui-ci doit donc diminuer progressivement. »* Le capital, K.Marx

La baisse tendancielle du taux de profit ne provoque pas automatiquement l'effondrement du capitalisme, mais elle pousse le capital à se transformer. Cela signifie que la crise des années 1970 a radicalement transformé le mode de production capitaliste, avec l'automatisation du contrôle du travail. Avec l'extension des fonctions de contrôle, la prévalence du travail mort (les machines) sur le travail vivant (les travailleurs) fait un bond en avant, accentuant l'antithèse entre le développement des forces productives et les relations sociales de production. En fait, cela signifie la fin du travail « dans lequel l'homme fait ce qu'il peut laisser les choses faire pour lui ». La force de travail reste la seule marchandise dont la consommation crée de la valeur. Cette contradiction impose au capital de nouvelles formes de commandement sur le travail, qui s'articulent dans un système de relations sociales de plus en plus autoritaires, la *fascisation*. Ce processus s'inscrit dans un mécanisme lié à la

phase impérialiste, avec sa tendance à la guerre. Le résultat de ces processus est, d'une part, une nouvelle polarisation sociale et, d'autre part, la constitution d'un vaste prolétariat métropolitain, très mobile, qui réunit des secteurs de la classe ouvrière « traditionnelle » et les différents compartiments du prolétariat sans réserve dés-intégré. D'une certaine manière, nous assistons à un retour à l'assujettissement formel de processus de production réels qui, par leur nature même, transcendent le mode de production capitaliste. Dans la phase actuelle d'accumulation du capital, l'entreposage de la force de travail dans les périphéries métropolitaines, l'extension et l'intensification du contrôle autoritaire sur le travail se traduisent par une augmentation quantitative du prolétariat sans réserve, et les frontières entre le secteur actif et le secteur de réserve deviennent de plus en plus déchiquetées et mouvantes. Le monde s'est de plus en plus rétréci, les métropoles se sont agrandies et sont de plus en plus interconnectées avec les réseaux de transport et de communication. La densité de la population urbaine est énormément plus élevée que la densité de la population abstraite sur l'ensemble de l'écoumène. Fourier et Marx appelaient les usines condamnation à perpétuité, aujourd'hui les condamnation à perpétuité s'étendent à l'ensemble de l'aire métropolitaine, c'est la condition pour que l'industrie flexible croisse en termes de production de valeur tout en diminuant en termes d'emploi. Ces formes d'esclavage industriel sont le moteur du capitalisme. Il faut considérer comment le caractère intimement social du salaire, en tant que forme nécessaire du rapport de capital, sa dimension collective, de classe, ne se réduit pas à l'enveloppe salariale, à l'argent directement perçu par le travailleur individuel, mais à l'ensemble des coûts de reproduction de la force de travail. La métropole est la machine qui décompose ces coûts de reproduction. La machine métropolitaine est câblée, son système nerveux, sa connexion au marché mondial, est basé sur l'automatisation du contrôle, comme l'est l'usine flexible. Le système nerveux de la machine métropolitaine est bien protégé, au moins des formes traditionnelles de lutte des classes, et de la courte durée des révoltes. Son point faible est le temps. Si les technologies de l'information sont le système nerveux de la machine métropolitaine, le réseau routier et le réseau de transport dans son ensemble (chemins de fer, aéroports, etc.) en constituent le squelette, la colonne vertébrale. Le tissu bâti amasse autour de ce squelette des quantités surabondantes de force de travail, selon la hiérarchie des zones industrielles et des quartiers résidentiels, des centres d'affaires, des ghettos, des prisons, etc. La production, organisée de manière flexible, trouve les conditions environnementales adéquates pour sa décentralisation maximale jusqu'à la mobilité, la fluidité totale. Parallèlement à l'organisation flexible du travail, nous avons la rigidité de la forme étatique, du contrôle qui devient de plus en plus « lourd », tout comme la guerre prend aujourd'hui des connotations de plus en plus directes et explicitement militaires.

Nous ne pouvons pas cacher le fait que la gauche prolétarienne des métropoles impérialistes accuse un profond retard dans la recherche d'une stratégie efficace pour créer et organiser l'autonomie prolétarienne et l'organisation communiste (le parti) dans ce contexte. Les changements dans l'organisation du travail et les processus de crise et de guerre de la phase impérialiste exigent un saut qualitatif.

Il existe une conviction largement répandue parmi les militants et les activistes selon laquelle, pour susciter la révolte des travailleurs et des masses populaires, il est utile d'insister sur la dénonciation du mauvais présent et sur l'explication de ses causes.

Nous sommes d'un autre avis. En ce qui concerne la dénonciation du mauvais présent, les travailleurs et les masses populaires sont déjà parfaitement conscients des conséquences de la crise générale et des vents de guerre qui s'étendent. Quant à l'explication des causes du mauvais présent - ainsi que la désignation des responsables - c'est un travail très utile, mais qui ne suffit pas à lui seul.

Nous sommes d'avis qu'en plus d'expliquer les causes du mauvais présent et de dénoncer les responsables, il faut travailler de manière à favoriser l'organisation des travailleurs et des masses populaires, il faut donner des réponses aux problèmes qui entravent leur mobilisation, et il faut donner la perspective d'un avenir qui peut être conquis en se battant maintenant, sans attendre des « temps meilleurs » ou que la solution tombe du ciel. Les temps meilleurs ne viendront pas d'eux-mêmes et sous la direction de la bourgeoisie, la situation ne peut qu'empirer.

Nous sommes d'avis que pour contrer la méfiance et la résignation rampantes, nous devons parler clairement des objectifs que nous poursuivons et de la manière dont nous les poursuivons, des difficultés que nous rencontrons pour les atteindre et des forces qu'il nous faut encore accumuler pour avancer et gagner des positions.

Nous sommes enfin d'avis qu'il faut toujours considérer et montrer les forces et les faiblesses de l'ennemi pour ne pas tomber dans l'erreur de le sous-estimer, mais aussi pour ne pas le surestimer : la classe dominante invincible et omnipotente est une conception aussi répandue que délétère. Pour cela, il faut comprendre que le « programme » doit combiner la nécessité du communisme et la capacité concrète d'autonomie du prolétariat.

rêve et réalité

Le militant fait continuellement l'expérience d'un « décalage » entre la recherche de l'avenir et le présent. La gauche prolétarienne, quand elle a été à la hauteur de sa tâche, a toujours débattu de la question du « programme minimum », rejetant l'illusion volontariste et spontaniste d'une « révolution au coin de la rue ». Ce débat était, et reste, la prémisse nécessaire et incontournable à la réflexion sur le processus de transition ultérieur : maintenir le programme minimum, sous la dictature de la bourgeoisie, distinct et séparé du programme de transition, sous la dictature du prolétariat. Le débat en question aborde l'histoire du socialisme comme un processus long et tortueux, avec, d'une part, le vitalisme mouvementiste du « besoin de communisme », « tout et maintenant », et, d'autre part, l'immobilisme du réformisme. De plus, pour une brève référence historique, il suffit de voir le corpus économique et politique des programmes minima entendus au sens marxiste, avec leurs diverses anticipations et développements. Le débat sur le problème du programme

minimum a des racines marxistes anciennes. Marx avait constamment à l'esprit [lettre à Bracke, 5.5.1875] que « *chaque pas en avant, chaque mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes* ». Mais c'est précisément pour ces raisons que Marx faisait remarquer dans cette même lettre qu'il fallait un programme sérieux, adapté à la situation politique du moment, et qu'il devait être « *préparé par une longue activité commune* » afin d'identifier des objectifs concrets et réalisables, alors que les faiseurs de mots et les réformistes « *fabriquent au contraire un programme de principe* » qui ne sert strictement à rien. Marx [dans les « instructions » aux délégués du congrès de Genève de 1867, pour la Première Association Internationale des Travailleurs, réunie en 1864 en syndicats nationaux et de branche] a formulé une esquisse de programme, reprenant également certains des objectifs énoncés dans le Manifeste. Ce prototype a servi plusieurs fois par la suite, à commencer par le programme du parti social-démocrate allemand, rédigé par Bebel et Wilhelm Liebknecht en suivant l'esquisse marxienne pour le congrès d'Eisenach (23.6.1869). Plus tard, Marx lui-même rédigea les « considérations » préliminaires du programme minimum du parti ouvrier français en 1880, en s'inspirant également de ce vieux projet. Plus tard, le programme du parti espagnol et le programme d'Erfurt, l'un cité et l'autre révisé par Engels, ont également repris ces critères.

Aujourd'hui, de nombreux points du « programme minimum » inscrit dans le *Manifeste du parti communiste* ont été « résolus » dans le cadre de la démocratie impérialiste. Cependant, il ne faut pas croire au mythe du progrès, c'est-à-dire à une expansion progressive et continue du « système », il faut au contraire saisir la dimension inégale de l'impérialisme et l'évolution des rapports sociaux à travers la lutte des classes elle-même.

Une conquête peut être une défaite et une défaite une victoire en termes de solidarité et de croissance organisationnelle, mais les mêmes garanties de travailleurs et de peuples peuvent être arrachées et reprises à l'hégémonie impérialiste. Si cela est vrai, il est également vrai que la démocratie impérialiste, la meilleure coquille pour le capitalisme, est une dictature bourgeoise. Friedrich Engels dans l'Introduction (de 1895) aux *Luttes de classes en France de 1848 à 1850* avait déjà clairement indiqué que l'évolution de la situation politique dans les pays européens était telle que la bourgeoisie, pour empêcher la conquête pacifique du pouvoir par la classe ouvrière, ne manquerait pas de briser elle-même la légalité des démocraties bourgeoises créées au cours du siècle. Dans *État et Révolution* (1917), Lénine a analysé la militarisation du pouvoir politique de la bourgeoisie dans tous les pays impérialistes. Après le triomphe des révolutions socialistes et anticoloniales au cours de la première moitié de 1900, la bourgeoisie impérialiste a poussé encore plus loin le processus de défense de son pouvoir jusqu'au bout et à n'importe quel prix, ainsi que la « contre-révolution préventive ». Elle ne s'est pas contentée d'utiliser la violence « *contre le régime populaire après que le peuple a établi le pouvoir révolutionnaire* », mais a créé dans tous les pays une politique et un appareil pour « *réprimer le peuple révolutionnaire dès qu'il s'organise pour prendre le pouvoir* ». Au cours de XX^e siècle, nous avons assisté au déploiement d'un large éventail d'instruments de contre-révolution préventive : obstacles prétextes à la liberté de propagande, de manifestation, d'association et d'organisation ; droits syndicaux réservés aux organisations collaborationnistes ; exclusion des minorités des institutions électives ; guerre psychologique, propagation de fausses

nouvelles, campagnes de désorientation, inventions calomnieuses, monopolisation de l'information ; création d'une police politique anti-populaire et de corps d'espionnage ; opérations politiques secrètes et associations secrètes anti-populaires ; infiltration d'organisations populaires et progressistes et corruption des dirigeants ; mise en place d'opérations de diversion, de provocation et de chantage ; création d'organisations populaires contrôlées par la bourgeoisie ; fichage et persécution des membres et sympathisants des organisations populaires et progressistes et leur exclusion des fonctions publiques ; création d'organes de répression parallèles, extra-légaux ou para-étatiques pour terroriser les masses ; combinaison de l'appareil d'État avec la pègre organisée ; élimination des représentants qui ne se laissent pas corrompre ; guerre sale ; stratégie de la tension ; coups d'État préventifs ; campagnes d'extermination de masse.

Cette évolution du régime politique de la bourgeoisie impérialiste a également engendré une sous-école de pensée bourgeoise dont la caractéristique consiste à dénoncer cette évolution, à la déplorer, à terroriser les couches incertaines de la population en la décrivant, à entraver le développement de la pensée révolutionnaire avec elle, à proclamer qu'à cause d'elle, le pouvoir « maléfique » de la bourgeoisie est désormais imbattable.

En réalité, les processus de crise, liés à une concurrence mondiale plus vive, font souffler des vents de guerre de plus en plus forts, qui se manifestent sur un front extérieur : dans des guerres de plus en plus directes (Ukraine, Moyen-Orient, mer de Chine, etc.) et sur un front intérieur avec une militarisation de la vie civile et une attaque de plus en plus directe contre les espaces d'agilité politique et sociale, ainsi qu'une répression accrue des formes de résistance populaire. La tendance à la guerre est l'orientation structurelle du capitalisme en crise de suraccumulation, sa transformation en capitalisme de « guerre » est une solution pour l'oligarchie financière afin de compenser la baisse des profits et de la valorisation du capital d'une part et de réaffirmer et défendre son hégémonie d'autre part.

Cependant, c'est le signe d'une classe dirigeante en crise de consensus, l'instabilité gouvernementale en France en est un exemple. Des espaces petits mais réels s'ouvrent pour une intervention directe de la gauche prolétarienne. Une gauche prolétarienne qui doit être capable de mener la bataille politique en mettant au centre l'autonomie prolétarienne et l'anti-impérialisme, en dépassant les deux déviations classiques : l'aventurisme de ceux qui se détachent des masses convaincus d'avancer plus vite vers le but, et la lâcheté de ceux qui se fondent dans les masses et se réduisent à illustrer ce que les masses font déjà. Prenons l'exemple du soutien à la cause palestinienne¹, où il est nécessaire de lier la solidarité anti-impérialiste palestinienne (front extérieur) à la lutte des classes (front intérieur), en la reliant à la bataille contre notre impérialisme et les structures de commandement du pôle atlantique (OTAN). Les opportunistes, les réformistes anciens et nouveaux, placent au contraire le soutien à la lutte du peuple palestinien comme l'aspect principal, auquel est subordonné le développement politique de notre pays. C'est une ligne qui ne donne pas d'impulsion à la lutte de classe sur le front intérieur et qui conduit inévitablement à un compromis avec la gauche bourgeoise de connivence avec le système général,

¹La même dimension morale qui l'emporte souvent sur la dimension politique dans les mouvements de solidarité avec la Palestine est faible : quand on crie au racisme contre un raciste qui se revendique « positivement » comme tel, la dénonciation morale n'a aucune valeur...

contribuant à l'affaiblissement de la gauche prolétarienne elle-même. La principale caractéristique des opportunistes est qu'ils ne lient pas le soutien à la Palestine à la lutte contre la guerre, de la même manière qu'ils ne lient pas les luttes économiques à la lutte contre les politiques de guerre impérialiste².

passé et avenir

Pour avancer, la gauche prolétarienne doit faire le bilan de son histoire, sans rien concéder à l'ennemi. Un camarade sans identité est un camarade aveugle. Nous avons un passé, nous devons construire un avenir. Le 1989 a vu la fin de la phase du mouvement communiste mondial qui s'articulait autour de l'expérience du socialisme réel, c'est-à-dire l'URSS comme État leader du camp socialiste et les partis communistes issus de la Troisième Internationale comme dirigeants du mouvement ouvrier. Le communisme du XXe siècle a théoriquement produit un marxisme « constitué », c'est-à-dire un système idéologique accompli, qui a eu pour fonction de légitimer des partis et des États issus d'expériences révolutionnaires, mais qui ont dégénéré en appareils institutionnels intimement conservateurs et conformistes, visant à leur propre perpétuation. Les communistes doivent s'engager dans un grand effort créatif, car le marxisme doit être une théorie « constituante », un mouvement de pensée qui s'enrichit continuellement avec l'augmentation des expériences de lutte et avec l'approfondissement de l'analyse concrète de la situation concrète.

C'est pourquoi nous avons besoin du point de vue de la gauche prolétarienne. En tant que revue, nous cherchons à participer à ce processus de redéfinition et d'organisation d'une gauche prolétarienne capable de faire face aux défis du présent, conscients qu'aujourd'hui aucun groupe ou organisation de la gauche prolétarienne en France ne peut, sans tomber dans le ridicule, prétendre à l'autosuffisance. Pour cela, il faut recréer des réseaux de militants, d'avant-gardes capables de saisir et d'intervenir dans les contradictions qui traversent les métropoles impérialistes. Il faut partir des points communs, et saisir le côté synthèse et « simplification » que la phase actuelle nous livre, le tout avec passion mais en même temps avec une lucidité scientifique.



² Les récents événements liés à la crise syrienne nous ont livré un mouvement pour la Palestine qui, dans certains milieux, a salué comme des libérateurs ceux-là mêmes qui servaient les intérêts des sionistes... Nous ne savons pas si c'est conscient ou inconscient, mais cela reste pour nous une position à combattre sans si et sans mais. En tant que Supernova, nous avons rédigé un document spécifique sur la situation en Syrie: *La Syrie et nous...* décembre 2024 (peut être lu sur notre blog)

Le travail militant aujourd'hui...

Le vent ne s'arrête pas même si les arbres veulent se reposer

« Chaque effondrement entraîne un désordre intellectuel et moral. Il faut créer des hommes sobres, patients, qui ne désespèrent pas devant les pires horreurs et ne s'exaltent pas à chaque bagatelle. Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté ».

A. Gramsci

Le titre de notre article peut certainement faire peur, car dans la même phrase nous utilisons « travail » et « militant », deux concepts qui ne sont pas toujours faciles à comprendre. Mesurer sur le plan politique et théorique comment les communistes doivent s'organiser dans un contexte historique comme celui d'aujourd'hui est certainement une tâche d'une extrême difficulté.

Il s'agit de comprendre dans quelle direction aller et quelles sont les mesures à prendre pour adapter les formes actuelles d'organisation aux besoins et surtout aux possibilités qui découlent de la réalité. Pour commencer, il faut partir du contexte dans lequel nous agissons : la France. Une réalité qui se caractérise par certains éléments spécifiques :

- Une crise du modèle « français » sur le plan extérieur (la perte de l'hégémonie de l'impérialisme français) et une crise sociale sur le plan intérieur qui rend le cadre politique très instable.

- La France est une démocratie impérialiste qui maintient, même dans les processus de militarisation et de guerre, une politique basée sur le compromis social.

- Une classe moyenne et une aristocratie ouvrière qui, bien qu'affectées par la crise, trouvent aujourd'hui leur horizon politique « naturel » dans les mouvements de masse réactionnaires.

- Une concentration urbaine massive et une composition de classe où les secteurs parasites du prolétariat sont numériquement hégémoniques : services, logistique, santé, restauration...

- Une partie des nouvelles générations dés-intégrées par l'Etat français, mais en même temps asservies aux idéologies hédonistes-réactionnaires-individualistes de l'impérialisme.

- Un fil conducteur, qui relie les résistances populaires de masse contre l'impérialisme de peuples opprimés au prolétariat métropolitain . Nous parlons en particulier de la vague de solidarité qui a déferlé sur certains secteurs prolétariens en France à l'égard de la résistance des peuples palestinien et libanais au cours des derniers mois. Mais en même temps une capacité des secteurs opportunistes (laïques et religieux) à reléguer la résistance

à des intérêts ou des récits qui soutiennent les rapports de force actuels entre les classes et l'hégémonie impérialiste

Dans ce contexte général, il existe une nouvelle génération d'activistes, qui tentent souvent, sur des terrains spécifiques, de s'opposer au présent. Une génération, cependant, submergée par divers processus de crise : écologique, sanitaire, sociale, politique, identitaire, etc.

L'histoire, entre décombres et avenir

Il n'existe pas aujourd'hui de base d'appui pour le mouvement communiste international. La Chine est à des années-lumière de la Révolution culturelle... et son rôle international est plus lié à une confrontation inter-impérialiste avec les USA que propulseur et soutien de la lutte anti-impérialiste. La fin de l'URSS a inévitablement fait reculer la plupart des organisations de la gauche révolutionnaire dans le monde, mais il ne faut pas oublier que c'est aussi grâce à la rupture avec le conformisme du bloc socialiste dans les années 1960 que la gauche révolutionnaire a pu expérimenter, se développer et, dans certains cas, remporter d'importantes batailles en Amérique latine et en Asie. Le même développement des courants de la gauche prolétarienne dans les centres impérialistes est né d'une rupture avec la vieille gauche.

Plus récemment, nous avons connu des expériences généreuses de résistance à l'impérialisme, dans certains cas dirigées par des forces de la gauche révolutionnaire : Inde, Philippines, Népal, Colombie, Turquie, Kurdistan, Mexique, Pérou..... En Palestine, au Liban, en Irak, au Yémen, la résistance anti-impérialiste existe ou a existé, mais il est clair que nous sommes confrontés à des mouvements dans lesquels le poids et la perspective de la gauche révolutionnaire sont très faibles.

Il y a une absence totale de point de vue indépendant pour les forces de la gauche prolétarienne au sein des métropoles impérialistes. Un point de vue indépendant capable de combiner la résistance à l'impérialisme avec un projet de transformation socialiste. Un projet qui associe la lutte des classes à la lutte des peuples opprimés, en tenant compte du fait que même si la fracture sociale s'est accrue, la composition des classes liée aux chaînes productives et urbaines a rendu le monde plus homogène.

L'activisme généreux des nouveaux et anciens militants (lutte sociale, anti-impérialistes, antiracistes, féministes, minorités de genre, écologistes, etc.) est insuffisant. Ce qui

manque, c'est une théorie et une pratique capables de relier l'action des masses populaires à la transformation sociale. En son absence, la « politique » ne disparaît pas, mais elle est occupée par des forces réformistes et opportunistes qui ramènent tout dans les cadres binaires juridiques et conformistes de la bourgeoisie, ou qui sont hégémonisées par les nouvelles pulsions populistes réactionnaires. Il s'agit de forces qui suivent les vieux dictats du gauchisme français, avec des déclarations « extrémistes » et des pratiques réformistes et conservatrices-libérales.

L'impérialisme est perçu comme un monstre invincible, où la seule possibilité n'est pas la résistance, mais l'évasion. L'évasion est conceptualisée en pensant qu'il est possible de construire des espaces libres en dehors de l'impérialisme. C'est en grande partie l'horizon que se sont donné la plupart des militants des métropoles impérialistes au cours des trente dernières années. Les choix et les formes pratiques ont souvent été différents, mais avec ce mécanisme de soustraction comme fil conducteur.

À côté de cela coexistaient des attitudes conformistes et conservatrices, qui présentaient les luttes comme la défense d'un passé à défendre, mystifiant l'Etat providence et les formes impérialistes de compromis social, sans avoir pris la mesure de ce que représentaient le keynesianisme et le développement de l'impérialisme.....

Les mouvements de protestation qui ont traversé la France ces dernières années ont été vécus par ce qui restait de la gauche prolétarienne et révolutionnaire avec un extrémisme classique. De ceux qui voyaient la révolution au coin de la rue, un affrontement suffisant pour parler d'insurrection, à ceux qui attendaient la pureté « révolutionnaire » des mouvements de contestation populaire en s'enfermant dans de confortables mais inutiles tours d'ivoire.....

Aujourd'hui encore, nous sommes submergés par ces courants et ces attitudes, mais nous avons la conviction qu'une partie des jeunes camarades et des activistes apparaissent à l'horizon qui, dans les contradictions du présent, commencent à émettre des hypothèses et à vivre des pratiques différentes. Il y a, bien sûr, de nouvelles sirènes réformistes et conformistes, l'opportuniste¹ reste toujours actif et un ennemi désagréable à chasser de nos rangs. Il faut clarifier la catégorie de l'impérialisme, du colonialisme, au-delà du libéralisme² et du multipolarisme³.

¹ L'opportuniste est l'influence culturelle et politique de l'idéologie bourgeoise, des classes dominantes, dans les rangs du prolétariat. Pour l'opportuniste « de droite », l'ennemi bourgeois est stratégiquement imbattable, et les actions politiques ne sont donc possibles qu'au niveau de la conquête d'améliorations partielles, ouvrant la voie aux réformes et donc à l'abandon de la lutte révolutionnaire. Pour l'opportuniste « de gauche », l'ennemi bourgeois est tactiquement imbattable et, par conséquent, seules des actions et des politiques visant à renverser le système bourgeois sont possibles, sans tenir compte des étapes concrètes du travail parmi les masses, ce qui conduit à un attentisme de fait ou à un aventurisme vide de sens.

² C'est le récit des révolutions « colorées », des printemps arabes, de la mise en place d'expériences socialistes et libertaires avec l'appui et le soutien des pays impérialistes atlantiques menés par les Etats-Unis. Nous sommes loin des visions conspirationnistes, et nous ne nions pas que les contradictions de classe traversent différents pays et territoires, mais il serait embarrassant de nier que ce récit représente la base culturelle de la gauche de l'OTAN.

³ Il est possible de croire en une politique d'harmonie et d'équilibre entre les différents pôles impérialistes. Une telle théorie s'était déjà développée dans les années 1950, dans les rangs des principaux partis communistes occidentaux et avec le processus de déstalinisation de l'URSS. Elle devait être l'un des principaux points de critique avancés par la Chine « maoïste » contre l'URSS dans les années 1950-60, et par une grande partie du mouvement révolutionnaire de l'époque.

Les mêmes contradictions qui traversent les métropoles impérialistes, la précarité, la dés-intégration, les crises énergétiques, les catastrophes « environnementales », sont les facteurs qui provoquent une crise du consensus et la base sur laquelle une nouvelle gauche prolétarienne commence à se développer.

Pour que ce processus s'appuie sur des bases solides et des pratiques adéquates, il faut remettre au centre une grille théorique capable de relier le passé, le présent et le futur. Il ne suffit pas de dire que nous sommes à l'intérieur de la phase impérialiste, il faut en comprendre les conséquences spécifiques : développer une politique de front anti-impérialiste ne signifie pas accepter la logique de la géopolitique, mais insister sur la résistance populaire, non pas à travers des « fantômes », mais à l'intérieur des contradictions réelles des classes et des contradictions de la concurrence capitaliste mondiale.

Quelle relation existe-t-il entre la dimension métropolitaine urbaine et la nouvelle composition des classes : la classe ouvrière est notre classe de référence centrale, mais elle prend des connotations sociales différentes (pensez par exemple au développement de la précarité sociale). Le marxisme est la seule théorie adéquate pour décoder la réalité, mais il doit être utilisé de manière prospective. Rappeler le marxisme, c'est utiliser l'héritage théorique du mouvement communiste international et lui faire faire ce saut dialectique que la réalité impose (un pied dans le passé et la tête droite vers l'avenir). Notre passé, avec en son centre l'expérience des pays socialistes vaincus, est notre histoire, c'est un exemple sur lequel construire, mais qui doit être surmonté.

C'est seulement ainsi que l'on peut identifier les priorités, les tâches, la transmission même entre générations militantes et la création de nouveaux réseaux de cadres politiques capables d'intervenir et de s'orienter dans le présent. Dans ce contexte, la relation dialectique entre cadres militants, organisation et projet politique est inextricablement liée.

Quelques nœuds sur la question de l'organisation

Les formes d'organisation qui ont traversé le mouvement communiste international ont été nombreuses et variées. Elles se sont développées dans un arc historique traversé par des mutations sociales et productives très importantes.

Notre découpage doit être vu comme une simplification, pour rendre plus évidentes les différences. Dans la pratique, nous avons eu toute une série d'hybrides qui reflétaient et reflètent la capacité, la créativité révolutionnaire d'être capable pour les communistes de proposer des stratégies et des tactiques qui conviennent aux différents contextes sociaux politiques nationaux et locaux.

La donnée unificatrice reste l'acceptation du « marxisme » en tant que théorie-pratique et programme : le dépassement du mode de production capitaliste actuel en socialisme, la question du pouvoir politique (dictature du prolétariat), la rupture révolutionnaire (lutte armée contre l'Etat bourgeois), la centralité de l'action et de la résistance des masses populaires, et l'interaction nécessaire entre le travail politique légal et illégal pour les révolutionnaires.

Le modèle principal est celui du *parti léniniste*, un parti de cadres (révolutionnaires professionnels), où le parti est

placé au sommet et dirige tous les différents fronts (social, parlementaire, culturel, militaire). Après la victoire de la révolution russe et avec la Troisième Internationale, cette forme a été prise comme modèle par le mouvement communiste international jusqu'à la fin des années 1950 (bien qu'avec la fin de la Seconde Guerre mondiale ce modèle ait été abandonné par le mouvement communiste occidental, qui s'orientait désormais vers la social-démocratie, avec une dimension purement légaliste et parlementaire). Cependant, le modèle du parti léniniste a été enrichi en termes de stratégie et de tactique. Ainsi, la stratégie militaire maoïste inverse le rapport ville-campagne et place la guerre populaire prolongée (de la périphérie vers le centre) au centre de son action, contrairement au modèle insurrectionnel léniniste (du centre vers la périphérie). Il maintient cependant le rôle central du parti en tant que force politico-militaire et en tant qu'organe d'avant-garde et de direction des différents fronts d'intervention. Les principales limites de ce modèle résident dans sa rigidité organisationnelle qui, dans de nombreux cas, a donné lieu à un formalisme organisationnel gênant et inutile, souvent incapables d'affronter les véritables contradictions sociales et politiques qui traversent la lutte des classes.

Il existe des modèles où la forme du parti sera plus nuancée, où dans certains cas l'ordre est inversé : "militaire → politique" contre "politique → militaire". Le centre est l'*armée populaire*, la *guérilla*, le *front populaire armé*. La principale expérience victorieuse sera la révolution cubaine et la contribution de Che Guevara. Ce modèle influencera, par ses diverses applications, différents mouvements anti-impérialistes et socialistes d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud et Centrale. Il sera pris comme tel par les groupes et tendances qui, dans les années 60 et 70 en Occident, ont mis au centre la question du travail clandestin (Brigades Rouges, RAF, etc.) et de la rupture révolutionnaire, une ligne complètement abandonnée par le mouvement communiste « officiel » en Occident. L'hypothèse sur laquelle repose ce modèle est que, parallèlement à l'intervention des forces politiques révolutionnaires (notamment dans la guérilla), il existe un mouvement de soutien et d'organisation de la résistance et de l'autonomie prolétarienne et populaire. Les principales limites de ce modèle ont été :

- le poids excessif donné au « militaire » au détriment du politique,
- une insuffisante importance accordée à la composition de classe.

Les problèmes liés aux formes et modalités d'organisation ont été et sont encore multiples, nous en présentons les principaux, dans la dimension métropolitaine impérialiste :

Parti de masse ou parti de cadres

Les organisations socialistes de masse s'étaient historiquement développées avant la naissance du mouvement communiste international (3e Internationale), à travers les grands partis sociaux-démocrates et socialistes européens. Cette formule reposait sur la capacité hégémonique du parti à conditionner et organiser de larges masses sur le terrain juridico-parlementaire. Ce type

d'organisation sera également repris au sein des partis communistes après la Seconde Guerre mondiale.

Le parti de cadres (bien que doté d'une fonction de masse) s'inspire directement du modèle bolchevique original et se place immédiatement sur un double terrain (légal-illégal). Sa dimension « militaro-conspiratrice » est accentuée. Son organisation interne est plus rigide et plus disciplinée. Le parti est un ensemble de « militants » actifs. L'importance de l'action parlementaire dans cette formule est moins prononcée, même s'il peut utiliser des « fronts larges » où il peut exercer son hégémonie.

La capacité d'action du mouvement communiste, dans le cadre de la légalité bourgeoise, ne doit jamais faire oublier l'importance de maintenir un maillage du travail politique légal et illégal. En outre, l'impérialisme impose sa force contre-révolutionnaire préventive, ce qui rend donc très difficile de penser à une croissance homogène et progressive de l'organisation, avec ses propres « bases rouges » dans le rapport ville-campagne. La relation ville-campagne dans la dimension métropolitaine impérialiste est définitivement dépassée. Les ceintures urbaines elles-mêmes sont certainement des « jungles » modernes, où les militants agissent, mais les maisons, les rues, ne sont pas des arbres, des grottes et des montagnes.... De même que les masses populaires urbaines ne sont pas les masses paysannes....

La même utilisation instrumentale des espaces de la démocratie représentative bourgeoise est vouée à l'échec, car elle donne raison à la gauche opportuniste et conformiste qui croit en la neutralité de l'État.

Un parti sur une base territoriale ou d'entreprise

Historiquement, l'introduction du parti d'entreprise visait à rendre l'organisation plus « ouvrière » et moins liée à l'action parlementaire. En Europe, les partis ont été structurés plus tôt que les circonscriptions.

Cette structure a cependant favorisé certaines dynamiques dégénératives. Tout d'abord, l'idée que le parti communiste est un parti ouvrier, un parti *trade-unioniste*....

Cette formule, tout en conservant un intérêt vital pour « la recherche d'une présence effective des prolétaires et des travailleurs dans le parti », ne saisit pas les changements structurels dans l'organisation du travail, avec des unités de production plus petites d'un point de vue numérique.

Il est nécessaire de partir de la considération qu'il n'y a pas de formes parfaites, il n'y pas d'une part une sorte de « travaillisme » qui serait vaincu par un « programmatisme » qui réduirait l'organisation à une association culturelle, intellectuelle, scolaire.

On n'assiste pas non plus à une résolution des contradictions dans une forme d'organisation « liquide » typique des formations d'aujourd'hui, lesquelles sont principalement liées au consensus électoral.

La forme de l'organisation politique doit nécessairement tenir compte des changements sociaux et politiques de l'impérialisme (métropole, organisation du travail, contre-révolution préventive), tout en favorisant autant que possible la croissance et l'adhésion des militants issus des secteurs populaires.

On retrouve le même mécanisme en ce qui concerne la question de la race ou du genre. La « race » et le « genre » demeurent un excellent critère, un aiguillon pour évaluer la « santé politique » d'une organisation.

Action politique et programme militaire

La différence entre le mouvement communiste et les anciens courants socialistes était et reste la question du pouvoir. L'État capitaliste ne peut être changé, il ne peut être renversé par la voie légale, c'est pourquoi la lutte des classes se transforme en guerre civile. Le mouvement communiste révolutionnaire s'est donné différentes formes d'organisation sur ce point. Cependant, la définition du programme militaire reste centrale. Pour les communistes, la violence est un mal nécessaire à utiliser, mais elle doit être organisée. La résistance des masses populaires, leur rébellion violente sont des signaux importants et des formes d'autonomie de la part du prolétariat. Cependant, pour détruire la cage de l'État capitaliste, la rébellion ne suffit pas, il faut un programme militaire. L'action politique doit nécessairement comporter un programme militaire. Mais l'action politique ne se réduit pas à cela, elle est la synthèse des différentes formes et degrés de résistance et de rupture révolutionnaire (sociale, culturelle, économique, etc.). Doser la force, attaquer, défendre, reculer, se cacher, construire, détruire, courir, ralentir, sont autant de situations qui doivent coexister au sein de la stratégie et de la tactique. Agir complètement d'en haut sans aucune légitimation par les faits est un suicide et une erreur politique, mais en même temps, attendre l'heure mythique de la révolution en rêvant de masses disciplinées qui suivent les ordres comme des ours dressés, n'est pas seulement de la myopie politique mais de la lâcheté politique... pour apprendre à faire la guerre, il faut faire la guerre....

Indépendance et unité

Dans le mouvement communiste, la question de l'indépendance et de l'unité a toujours été posée. Travailler avec d'autres forces politiques et sociales tout en conservant sa propre indépendance. En termes historiques, nous pouvons dire que toutes les formules ont été essayées, de la plus sectaire à la plus unitaire. Pour évaluer leur validité, il ne faut pas les prendre comme des formules pures, mais les replacer dans un contexte historique précis. Lénine a eu raison de rompre avec la social-démocratie et de créer un nouveau mouvement bien distinct des autres (le mouvement communiste), mais en même temps Lénine lui-même avait raison lorsqu'il parlait de la défense et de l'unité à créer autour de l'URSS... L'histoire du mouvement révolutionnaire est émaillée d'exemples de ce genre. Aujourd'hui, il est clair que sans base d'appui socialiste (les pays socialistes) et avec un pouvoir d'action et d'hégémonie limité, il faut retrouver son indépendance politique. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à participer aux fronts de lutte et de résistance. Prenons par exemple le rôle des organisations de la gauche palestinienne, dans l'axe de la résistance, où elles participent mais ne renoncent pas à leur autonomie organisationnelle.

Qui est responsable ?

La formule « parfaite » d'une organisation, c'est quand elle atteint une dimension « organique », c'est-à-dire un collectif qui avance de manière compacte. Toute organisation qui se dit révolutionnaire doit y tendre, mais la

réalité est contradictoire. C'est pourquoi les communistes parlent de centralisme démocratique. Les communistes sont pour la liberté de critique. Mais ils s'opposent à ce que des conceptions et des lignes contradictoires coexistent dans une organisation révolutionnaire. Des conceptions divergentes ne peuvent pas coexister, on ne peut partir de l'idée que : "chacun pense ce qu'il veut, fait ce qu'il veut", rejetant ainsi la discipline organisationnelle. Une lutte interne est donc nécessaire pour rechercher l'unité et la synthèse sur les positions révolutionnaires les plus avancées et les plus justes. L'organisation doit favoriser la confrontation, le débat et la vérification. Une organisation qui étouffe les contrastes, qui les craint, qui ne favorise pas le débat et la vérification n'est pas une bonne organisation. Mais les oppositions d'idées ne sont pas seulement un moyen de rechercher la vérité, elles sont aussi l'expression d'intérêts contradictoires. Les divergences de conceptions et de lignes dans l'organisation ne sont pas seulement le résultat du progrès des connaissances (contraste entre vérité et erreur) et de l'émergence de nouvelles situations (contraste entre nouveau et ancien, entre en avance et en retard). Elles sont aussi le résultat de la lutte des classes qui traverse l'organisation, même la plus révolutionnaire.

Identité et sectarisme

En général, tous les groupes, collectifs ou organisations se présentent comme opposées au sectarisme, avec des analyses et des déclarations savantes, puis recréent le plus souvent des groupes fermés, soucieux de mesurer la croissance des mouvements de classe à l'aune de l'adhésion d'une poignée de nouvelles personnes à leur groupe.

Ce comportement n'est pas nouveau, et fait écho à la dimension de racket politique typique du gauchisme étudiant. Chaque groupe, à juste titre, perçoit sa croissance comme une démonstration de la force de ses positions et de ses pratiques, et tente de lutter contre les mécanismes d'intégration et de passivité que la société bourgeoise impérialiste nous impose. Un groupe est toujours coincé entre le désir de grandir et la peur de perdre son « identité ».

Prenons deux groupes A et B, avec la même position « révolutionnaire ». Le groupe A, pour augmenter son influence, modifie sa position, modère son contenu, résultat : il augmente mais perd sa cohérence, son identité révolutionnaire. Le groupe B, quant à lui, maintient « dogmatiquement » sa position, qui reste révolutionnaire mais devient sans objet et perd des militants. Autre variante, le groupe A décide de s'unir à d'autres groupes, augmente en nombre mais perd son hégémonie. Le groupe B, quant à lui, fait la « guerre » à tout le monde et reste donc incapable de développer une action politique.

Il faut comprendre que pour briser le schéma A et B, il faut faire un saut dialectique et penser comme C (pensée communiste, matérialisme dialectique). Briser le sectarisme n'exige pas des déclarations de principe, mais une confrontation concrète dans un travail politique commun, en trouvant de temps en temps des synthèses et des projets communs capables de briser l'isolement politique dans lequel la gauche prolétarienne est reléguée. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'un simple acte de « volonté » ou de « foi », nous devons avoir la capacité de relier la science marxiste à l'autonomie prolétarienne :

-La science marxiste nous permet de codifier le présent et d'identifier les tendances futures.

-L'autonomie prolétarienne car ce sont les masses populaires qui font l'histoire.

Le militant politique

« Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas tomber dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir constitué un groupe à part, et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation. Et certains d'entre nous de crier : Allons dans ce marais ! Et lorsqu'on leur fait honte, ils répliquent : Quels gens arriérés vous êtes ! N'avez-vous pas honte de nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une voie meilleure ! Oh ! oui, Messieurs, vous êtes libres non seulement d'inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais ; nous trouvons même que votre véritable place est précisément dans le marais, et nous sommes prêts, dans la mesure de nos forces, à vous aider à y transporter vos pénates. Mais alors lâchez-nous la main, ne vous accrochez pas à nous et ne souillez pas le grand mot de liberté, parce que, nous aussi, nous sommes « libres » d'aller où bon nous semble, libres de combattre aussi bien le marais que ceux qui s'y dirigent ! »

Commençons par cette célèbre phrase de Lénine dans son texte sur l'organisation, *Que faire ?* car elle résume avec éloquence l'esprit avec lequel un communiste, un révolutionnaire doit vivre le rapport à l'organisation et à la lutte. Cependant, il faut comprendre que pour produire une telle forme d'organisation et de vie, il est nécessaire de commencer par un réseau de cadres politiques, capables de combiner la théorie et la pratique, la recherche et l'action, la science et la passion, la discipline organisationnelle et la capacité créative.

Un cadre politique est un militant qui ne s'arrête pas au partiel mais parvient à avoir une vision générale.

C'est un militant capable de dépasser les barrières sociales, raciales, de genre et de génération.

C'est un militant qui place la question du socialisme, du pouvoir populaire, au centre, non pas comme un mantra divin ou une belle utopie, mais comme un processus concret qui se manifeste dans l'action et la résistance des masses populaires. Un militant qui accepte la bataille idéologique, c'est-à-dire la lutte contre les idéologies bourgeoises et impérialistes, en cherchant à être lui-même un exemple direct de cette bataille, à travers une morale révolutionnaire qui rejette le conformisme, l'hédonisme et l'individualisme qu'impose la culture impérialiste. Un militant qui rejette le sentiment d'impuissance qui frappe ceux qui pensent que l'ennemi est invincible, mais qui parvient à identifier les faiblesses de l'ennemi et les siennes propres, pour rendre sa propre action plus efficace. Il est faux de penser que si les masses ne sont pas radicalisées, il est inutile d'intervenir, il y a toujours un espace de résistance, de lutte et d'action. Comment les prolétaires peuvent-ils avoir confiance en leurs capacités si ceux qui se réclament de leur côté révolutionnaire n'ont pas confiance dans le prolétariat et les masses populaires ? Si nous n'agissons

pas, si nous ne faisons pas valoir notre point de vue, d'autres le font. Les « vides » en politique n'existent pas. Ce n'est qu'en apparence que l'on peut parler de dépolitisation et de rejet de la politique d'en haut : en réalité ce sont les classes dirigeantes, les opportunistes et les réactionnaires de diverses obédiences qui nous imposent quotidiennement « leur » politique. Les opportunistes leur demandent tout au plus d'aller voter, d'être confiants et d'espérer une nouvelle harmonie sociale qui réunisse la classe et le capital ; les réactionnaires de s'entre-déchirer dans une guerre des pauvres...

Les travailleurs et les masses populaires, pour avoir confiance en eux, doivent organiser leur force et leur capacité d'exercer leur autonomie prolétarienne. Pour Lénine, le socialisme doit être porté dans la classe ouvrière de l'extérieur. Le pouvoir de la classe bourgeoise et de son régime sont trop forts pour que les ouvriers et les masses populaires puissent spontanément trouver un propre programme politique autonome. En même temps Lénine dit qu'il faut partir de la situation concrète des ouvriers et des masses populaires soulignant la nécessité stratégique d'agir contre le contrôle politique des patrons et de l'État¹.

L'isolement dans lequel se sont trouvés les militants de la gauche révolutionnaire a très souvent déformé leur vision, bien souvent beaucoup d'anciens et de jeunes camarades connaissent le nombre précis de sections en lesquelles les troskistes sont divisés, ainsi que les polémiques internes « personnelles » d'un collectif antifasciste ou les multiples interprétations des théories anti-autoritaires, mais ils ignorent complètement les conditions actuelles des travailleurs et des masses populaires et ne savent rien ou très peu sur les salaires des précaires..... C'est pourtant par là qu'il faut commencer si l'on veut agir sur la conscience "mystifiée" du prolétariat. Partir de leurs problèmes spécifiques, de leurs très respectables "plaintes" quotidiennes, pour comprendre les attitudes des différents ennemis qu'ils affrontent : libéraux, droite populiste et gauche de l'OTAN. Pouvoir saisir, par exemple, les points de contact et d'empathie que la résistance anti-impérialiste des peuples opprimés produit au sein des métropoles impérialistes.

C'est donc en partant des besoins concrets et quotidiens des masses qu'il faut développer la résistance. Et au cours de la lutte, de la résistance, passer d'une conscience limitée et volatile à la conscience historique des tâches de classe, par une influence réciproque entre la connaissance et l'action. Un militant qui vit la *spontanéité* et non le *spontanéisme*. La spontanéité est la condition initiale positive de la croissance : chaque individu fait d'abord à peu près ce que les autres font déjà, puis commence à réfléchir à la manière dont il peut faire mieux ce qu'il fait déjà et ce qu'il peut faire mieux. Ensuite, il sort de la spontanéité et commence à agir de plus en plus consciemment : en essayant de prévoir les circonstances de la lutte, de faire des plans, de créer des conditions plus appropriées, de forger des alliances, de trouver les moyens les plus commodes, etc... . Le spontanéisme, quant à lui, est soit la théorie selon laquelle il faut rester au stade primitif : faire ce que l'on a l'habitude de faire, ce que l'on fait par hasard, le comportement de ceux qui ne veulent pas réfléchir, qui ne veulent pas employer de matière grise dans la lutte, mais seulement faire... Un militant, un cadre politique n'est pas

¹ L'intérêt de Lénine pour la lutte contre l'autoritarisme et les amendes dans l'usine que les ouvriers subissent

un « technicien », un « syndicaliste », un « activiste ». Le « technicien » est utile, mais il ne peut pas avoir une vue d'ensemble parce qu'il ne lit la réalité que de manière partielle : le médecin qui ne connaît qu'une partie du corps... Le « syndicaliste » est utile, mais il ne peut pas dépasser le cadre légal et catégoriel que le capitalisme impose, pour la gauche prolétarienne il y a des communistes qui font du syndicalisme, mais il n'y a pas de syndicalistes qui font du communisme... L'« activiste » est utile, mais souvent son action est basée sur la rébellion plutôt que sur l'action révolutionnaire. Le cadre politique est celui qui a une conception communiste du monde, liant le développement de l'autonomie prolétarienne à l'organisation révolutionnaire et au programme révolutionnaire. Le militant est celui qui rompt avec le conformisme du présent et rêve, et donne forme à son rêve, une forme organisée¹. Le rêve est le souffle d'une réalité plus profonde !

Conclusions

Toutes les formules, toutes les analyses doivent trouver leur confirmation dans la réalité. Et aujourd'hui, il est évident qu'au sein de la métropole impérialiste, le poids du réformisme, de l'aristocratie ouvrière de la classe moyenne et du mouvement réactionnaire de masse s'oppose efficacement à l'émergence d'une nouvelle gauche révolutionnaire et au développement de l'autonomie prolétarienne. L'absence d'organisation, la difficulté de lier subjectivité révolutionnaire et autonomie prolétarienne (c'est-à-dire la capacité des couches du prolétariat à se donner un programme politique indépendant et antagoniste) ne doivent pas nous effrayer et surtout ne doivent pas nous détourner des tâches immédiates que nous pouvons nous donner en tant que communistes.

1) l'élaboration d'une théorie révolutionnaire dans la métropole (qui n'existe pas actuellement, même si de nombreuses indications fondamentales sont contenues dans l'héritage théorique du marxisme), qui ait tout d'abord la capacité d'analyser et de mettre en relation la dimension impérialiste, la question urbaine et la composition de classe, et en parallèle commence à analyser ce qu'est l'État impérialiste aujourd'hui, où se trouve son cœur et quelles sont les principales contradictions qui le traversent. Pour ce faire, il est nécessaire de repartir d'un travail d'enquête et de recherche au sens marxiste et non sociologique ou géopolitique. C'est-à-dire remettre la question des rapports de production au centre de l'analyse de classe et de l'analyse internationale.

2) L'action militante dans les luttes prolétariennes comme accumulation d'expérience et de force. La principale méthode de travail des communistes est la « ligne de masse ». Cette méthode peut également être décrite comme la méthode consistant à guider le mouvement des masses populaires en développant leurs initiatives de l'intérieur, par l'organisation et le développement de l'autonomie prolétarienne. Un patient travail militant de reconstruction et d'organisation à tous les niveaux - social, syndical, culturel - est nécessaire pour permettre aux secteurs

populaires et aux travailleurs en général de développer l'autonomie prolétarienne.

3) L'accumulation de forces et d'expériences pour les militants. Construire des réseaux et des liens entre communistes, entre cadres politiques (journaux, organisation de séminaires et de recherches, actions et campagnes communes). Agir comme un parti même en l'absence du parti, avec l'esprit du parti... pas formellement mais substantiellement. Accumuler des forces et de l'expérience dans tous les domaines et aspects de la lutte des classes.

Ces différents moments sont liés les uns aux autres, il n'y a pas d'avant et d'après. Ils agissent réciproquement les uns avec les autres. En ce sens, le travail sur la fraction communiste prolétarienne (créer des cadres politiques et commencer à travailler collectivement) est une des conditions pour commencer à poser concrètement la nécessité d'une organisation révolutionnaire, même si celle-ci n'existe pas. Il est nécessaire d'entamer un travail de transmission entre les anciennes et les nouvelles générations de militants, et de dépasser les attitudes sectaires et infantiles. Construire et organiser un réseau de militants, c'est saisir l'exigence de recherche et de perspective que réclame la partie la plus avancée des militants, et en même temps démontrer par des travaux pratiques (adaptés aux rapports de force actuels) une réelle légitimité au sein de notre classe et des masses populaires. Il y a un énorme travail à faire, mais en même temps des espaces sans précédent s'ouvrent devant nous.

La gauche prolétarienne et révolutionnaire doit apprendre à construire sa propre force en combinant son propre programme indépendant avec le développement de la résistance populaire et anti-impérialiste. Il nous appartient de saisir les opportunités, d'exploiter et d'élargir les fissures dans le mur des classes dominantes.

"Ceux qui ne tiennent pas compte des changements dans les conditions politiques, culturelles et nationales de l'évolution économique (impérialisme), qui sont détachés de la situation historique concrète vécue et de la pratique, et ceux qui sont fixés sur une méthode de travail mécanique basée sur les œuvres de Marx, Lénine, Staline et Mao, peuvent être de bons marxologues, mais ils ne pourront jamais être des révolutionnaires prolétariens." Mahir Çayan

E.H..



¹ "Le contraste entre le rêve et la réalité n'est pas du tout néfaste si le rêveur croit fermement à son rêve, s'il observe attentivement la vie, s'il confond ses observations avec ses fantasmes, si, en un mot, il travaille consciencieusement à la réalisation de son rêve. Quand il y a contact entre le rêve et la vie, tout est pour le mieux" Dmitri Pissarev (1840-1868)

Tribun du peuple ou bureaucrate

Georges Lukacs (1940)

"La littérature ne se corrompt que dans la mesure où les hommes deviennent plus corrompus. "

Goethe

La signification générale de la problématique léniniste

L'ouvrage de Lénine *Que faire ?* sert à démasquer la philosophie opportuniste des « économistes » influente à l'époque de sa parution (1902). Ceux-ci protestaient contre l'unité théorique et d'organisation du mouvement révolutionnaire russe ; seule, à leur avis, était importante la lutte des travailleurs pour leurs intérêts économiques immédiats, leur action spontanée contre les représailles des patrons.

Ils limitaient le rôle du révolutionnaire conscient à l'aide qu'il apporte aux luttes locales et immédiates des travailleurs. Reconnaître dans chaque heurt particulier entre les classes un élément de la tâche historique générale du prolétariat, éclairer à la lumière de la théorie socialiste, par la propagande politique, les moments particuliers du combat, unir les mouvements particuliers de résistance en un mouvement politique révolutionnaire pour renverser le capitalisme et faire triompher le socialisme c'était, aux yeux des « économistes », un « viol » des masses travailleuses qui recelait le danger d'isoler des masses l'intelligentsia révolutionnaire. Les « économistes » assuraient que le mouvement spontané, par son simple développement, entraîne aussi toujours un éveil de la conscience.

Lénine mit en pièces cette « théorie » opportuniste et montra que l'« économisme » détourne le prolétariat de la lutte politique, incite par nature les travailleurs à renoncer au renversement du capitalisme et à se contenter d'améliorer temporairement la situation de certains groupes de travailleurs. Lui, par contre, tenait alors le renversement de l'autocratie qui offrait en Russie la protection la plus sûre aux capitalistes, pour la tâche la plus immédiate de la révolution. La lutte contre l'unité d'organisation, l'éloge de la spontanéité font que, selon Lénine, les « économistes » ouvrent la voie à l'influence de la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

Quand il élabore les bases idéologiques du parti marxiste et démasque l'essence bourgeoise de la « théorie » réformiste, Lénine oppose deux types d'idéologues ; le type du tribun révolutionnaire et celui du bureaucrate. Il constate que prédomine, aussi bien dans l'Occident capitaliste de son époque que dans la Russie économiquement retardataire, le type du secrétaire de trade union, du bureaucrate.

La « théorie » de l'opportunisme l'internationale et la russe de la même manière s'efforce avec ardeur d'éterniser ce retard et cette dégénérescence. C'est contre cette double tendance qui, dans les conditions de la Russie tsariste, avait un seul et même effet, qu'est dirigé le livre de Lénine. Car le développement spontané d'un mouvement ouvrier à ses débuts dans un pays en retard sur le plan du capitalisme, rencontre les phénomènes de pourrissement de l'époque impérialiste : la « théorie » de Bernstein, la pratique de Millerand, tout l'opportunisme qui converge au niveau international. Le pamphlet de Lénine qui anéantit au plan théorique toutes ces tendances jusqu'en leur noyau ne marque donc pas seulement un tournant dans le mouvement ouvrier russe, il est un jalon pour l'histoire générale de la

pensée révolutionnaire : le premier barrage de principe contre l'opportunisme à l'échelle internationale. L'opposition entre tribun du peuple et bureaucrate syndical comme types vers lesquels tendent les orientations antagonistes du mouvement ouvrier, l'esprit révolutionnaire marxiste et l'opportunisme, va dans sa signification bien au-delà des circonstances temporelles et nationales qui l'ont suscitée : « On ne saurait souligner assez, dit Lénine, que l'idéal d'un social démocrate ne doit pas être le secrétaire d'une trade union, mais le tribun du peuple qui sait réagir à toutes les manifestations quelles qu'elles soient de l'arbitraire et de l'oppression, où qu'elles se produisent, quelle que soit la couche sociale ou la classe qu'elles touchent, qui sait réunir toutes ces manifestations en un tableau global de l'arbitraire policier et de l'exploitation capitaliste, qui sait utiliser la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques pour rendre claire à tous et à chacun la signification historique universelle de la lutte libératrice du prolétariat. »

Les couleurs concrètes de ce tableau sont empruntées à la réalité russe contemporaine. Mais le portrait de ce type d'homme est d'une généralité si frappante qu'il est encore tout à fait valable aujourd'hui.

Étant donné la nature objective de ce sujet, il va de soi que les recherches de Lénine devaient toujours aller au-delà de la classe ouvrière et de ses organisations. L'affadissement vulgarisateur du marxisme dont l'expression politique était l'opportunisme de droite et de « gauche », isolait, au niveau de sa réflexion, la vie du prolétariat du mouvement général de la société.

Et cet affadissement se targuait en outre démagogiquement d'être « authentiquement prolétarien », de tenir le mouvement ouvrier à l'écart des influences étrangères. L'argumentation de Lénine éclaire le véritable état des choses, les liens multiples et indissolubles qui unissent le destin de la classe ouvrière à la vie de toute la société. D'une part le prolétariat ne peut pas se libérer sans briser toute oppression, toute exploitation de toutes les classes et couches de la société entière.

D'autre part la vie et le développement de la classe ouvrière reflètent toutes les aspirations sociales et économiques qui ont une réelle importance pour la suite du mouvement de la société ; même les tendances négatives qui freinent le développement ; et dans l'impérialisme jusqu'aux tendances parasitaires. Dans sa critique de l'impérialisme, Lénine fait remarquer à maintes reprises qu'il ne faut pas concevoir le parasitisme de cette période d'une manière étroite et superficielle, mais le comprendre comme une tendance socialement universelle ; selon lui elle s'exprime également en tant que telle dans le mouvement ouvrier.

Par suite du caractère de plus en plus réactionnaire du capitalisme, par suite de : la corruption de l'« aristocratie ouvrière », par suite de la démoralisation générale de la vie politique, de la limitation de la démocratie, une tendance au bureaucratisme, à se séparer des masses, à se détacher de la vie apparaît aussi dans les organisations ouvrières réformistes.

Pour le capitalisme lui-même, la bureaucratie est un phénomène nécessaire, un résultat obligatoire de la lutte des classes. La bureaucratie est l'une des premières armes de la

bourgeoisie dans la lutte contre le système féodal ; elle devient de plus en plus indispensable à mesure que la bourgeoisie doit très vite affirmer son pouvoir contre le prolétariat et que ses intérêts entrent en contradiction ouverte avec ceux des masses travailleuses. Le bureaucratisme est donc un des modes d'expression fondamentaux de la société capitaliste.

Pour nos considérations, c'est l'aspect culturel de cette question qui est au premier plan. Nous avons déjà pris connaissance des traits généraux de ces deux militants types opposés du mouvement ouvrier que Lénine a caractérisés sur la base d'une analyse approfondie de la société capitaliste et des conditions de la libération du prolétariat l'un comme idéal à s'efforcer d'atteindre, l'autre comme négativité à surmonter. Examinons maintenant brièvement sur quoi reposent les traits caractéristiques essentiels de cette négativité afin de comprendre sa généralité sociale dans le capitalisme comme une généralité nécessaire.

L'analyse de Lénine relie en allant au fond des choses bureaucratisme et spontanéité. Il est question de spontanéité là où l'objet de l'intérêt et de l'activité est immédiat et seulement immédiat. L'immédiateté de la relation avec l'objet est bien entendu le point de départ évident de toute activité humaine. Ce qu'il y a de particulier dans le phénomène que nous examinons maintenant, c'est que la « théorie » de la spontanéité la glorification idéologique du bureaucratisme exige que l'on en reste à cet objet immédiat et proscrie comme inauthentique et faux tout dépassement de ce stade, dépassement où s'exprime justement la vraie théorie (la théorie sans guillemets).

L'« économisme », la tendance d'alors à la bureaucratisation du mouvement ouvrier, masque cette immobilisation dans l'immédiateté, cette glorification de la spontanéité en les disant « purement prolétariennes » ; il limite l'activité combattante des travailleurs à la résistance à l'exploitation économique immédiate dans l'usine, aux oppositions d'intérêt immédiates entre patron et personnel de l'entreprise.

Ce point de vue « purement prolétarien » abandonne ainsi à la bourgeoisie libérale tous les grands champs de bataille du changement démocratique de la société, il renonce dans les faits, non certes dans ses grandes phrases à sa transformation socialiste.

A cette immédiateté objective de l'objet correspond nécessairement la limitation à la spontanéité subjective du comportement. Tout ce qui va au delà de cette spontanéité, qui repose sur la connaissance des rapports objectifs et des lois du mouvement de toute la société, est rejeté « par principe » comme « non prolétarien », comme « élément étranger ». On oppose à la connaissance théorique de l'ensemble la primitivité de la réaction spontanée à des incitations immédiates comme étant une forme plus élevée de la subjectivité, une relation plus juste avec la réalité. C'est seulement le plein déploiement de l'impérialisme qui a révélé la véritable profondeur de la critique léniniste de la théorie de la spontanéité. En effet, c'est seulement dans la perspective de ce développement que peuvent être réellement compris les fondements sociaux et théoriques réels de l'opportunisme international.

Tandis que des « orthodoxes » comme Kautsky tentaient de présenter les oppositions avec Bernstein comme des questions tactiques particulières, Lénine voit déjà très clairement à cette époque que les élucubrations de Bernstein incluent le renoncement délibéré à l'établissement du socialisme par la lutte et même à la réalisation de toutes les exigences démocratiques révolutionnaires, une adaptation du mouvement ouvrier révolutionnaire à ce qui agréait à la

bourgeoisie libérale. Cette liquidation du marxisme se déroule dans le milieu impérialiste.

Comme la bourgeoisie a cessé d'être porteuse du progrès social, le refus de croire à la possibilité de connaître la réalité objective, le mépris de toute théorie, la ridiculisation de l'entendement et de la raison prennent dans son idéologie une place de plus en plus grande. L'appel à la spontanéité, la glorification de la pure immédiateté comme dernier recours pour la domination de la réalité sont en conséquence une tendance culturelle et idéologique essentielle de la période impérialiste. La forme bourgeoise de la spontanéité, l'adhérence à l'immédiateté, résulte nécessairement de la division capitaliste du travail. Son produit idéologique correspond lui aussi pleinement aux intérêts de classe étroits et égoïstes de la bourgeoisie.

Le fonctionnement sans accrocs de la domination bourgeoise est facilité par le fractionnement des masses populaires, par leur idéologie corporatiste, par la satisfaction que professe chacun du travail particulier que lui attribue la division sociale du travail dans le capitalisme, par l'approbation consciente des formes de pensée, des possibilités données à la pensée, des modes de sensibilité qui naissent spontanément de cette division du travail. Plus la bourgeoisie devient réactionnaire, plus cet aspect idéologique apparaît nettement. Aussi longtemps que les tendances démocratiques révolutionnaires ont de solides appuis dans la bourgeoisie et dans la petite bourgeoisie, dans l'intelligentsia bourgeoise, cette spontanéité objective de l'idéologie de la division capitaliste du travail et son soutien par les intérêts de classe étroits de la bourgeoisie sont sans cesse battus en brèche. Le parasitisme réactionnaire de la période impérialiste en fait le courant dominant dans la société bourgeoise jusque dans le mouvement politique et dans l'idéologie du prolétariat.

Il est facile de comprendre pourquoi la bourgeoisie est intéressée par de telles conceptions. La spontanéité signifie l'effacement par la pensée de tous ces rapports multiples de l'évolution sociale qui sont objectivement présents et actifs dans toute manifestation de la vie. Elle signifie donc le renoncement à la connaissance des lois du mouvement de la société capitaliste, de ces lois qui montrent clairement les contradictions insolubles de cette société et la nécessité de la dépasser par la révolution.

Plus les réactions intellectuelles comme affectives de l'homme restent solidement enfermées dans le misérable cachot abstrait de la spontanéité, plus la sécurité de la classe dominante est grande. Il va de soi que cela touche surtout le mouvement ouvrier ; mais c'est également valable pour tous les domaines de la vie culturelle.

Assurément, de nombreuses réactions spontanées au capitalisme expriment dans leurs origines une révolte et souvent elles conservent subjectivement, même si elles ne quittent pas le niveau de la spontanéité, leur projet oppositionnel ou rebelle. Mais objectivement ces manifestations qui restent spontanées rejoignent la plupart du temps le courant des efforts qui visent au maintien du régime dominant. L'esprit de révolte doit s'élever jusqu'à une conscience déterminée des rapports objectifs pour pouvoir se tourner effectivement et pas seulement en intention contre le système d'oppression et d'exploitation.

Le tribun du peuple selon Lénine est l'annonciateur d'une telle conscience, d'une conscience révolutionnaire. Si l'on veut le comprendre correctement en tant que type, il ne faut pas s'en tenir aux caractéristiques extérieures du comportement du tribun. Le brillant de la parole, l'éloquence fondée sur une rhétorique entraînante ne suffisent pas pour

faire un tribun ; ce ne sont pas les orateurs éblouissants, Mirabeau, Vergniaud ou même Danton, qui furent les vrais tribuns de la Révolution française, mais le sobre Marat et le sec Robespierre.

Le niveau de conscience avec lequel conformément au stade atteint par l'évolution historique les déterminations objectives de l'ensemble de la société sont reconnues dans son mouvement, la fermeté avec laquelle sont défendus les besoins les plus profonds de la libération du peuple travailleur (ce sont là deux aspects de la même chose) élèvent seuls l'homme au rang de tribun.

C'est en tribun de la révolution que Lénine engage le combat contre la spontanéité. Le dépassement de l'immédiateté qui le conduit jusqu'à la claire conscience du mouvement du tout, il l'accomplit porté par un amour ample et profond du peuple opprimé qui remplit toute connaissance du pathétique de la révolte, de la volonté tumultueuse de libération sur la base de cette connaissance adéquate que seule permet la dialectique matérialiste, le marxisme. La supériorité de la raison qui s'efforce de parvenir à l'universalité de la connaissance sur la simple immédiateté n'a jusqu'à présent été proclamée nulle part aussi vigoureusement.

Mais cette vigueur contient, conservées en elle, toutes les transitions dialectiques de la réalité. La distinction métaphysique entre spontanéité et conscience est une faiblesse idéologique générale de la période bourgeoise décadente. Elle ne s'exprime pas seulement chez ceux qui capitulent devant la spontanéité, mais aussi chez la plupart des descendants attardés des Lumières qui luttent pour la conscience mais n'ont pas surmonté la distinction figée, propre à la décadence, entre spontanéité et conscience, et se bornent donc à répéter la théorie décadente, avec seulement une inversion de signe. Lénine voit là aussi l'unité dialectique de la vie.

Il rejette la spontanéité comme idéal, comme barrière, mais il la reconnaît comme expression de la vie, comme partie, comme moment correctement compris du mouvement général. Il tire les leçons des mouvements de grèves en Russie et constate la relativité de la spontanéité et de la conscience et l'incessant renversement de celle là en celle ci. « Cela nous montre que l'"élément spontané" ne représente à vrai dire rien d'autre que la forme embryonnaire de la conscience du but. »

Ainsi fut définie pour la première fois dans l'histoire de la pensée sociale l'interaction réelle de ces deux catégories. Et c'est seulement cette affinité naturelle, jointe à la distinction la plus rigoureuse, qui éclaire comme il convient la conception léniniste des rapports entre conscience et spontanéité. Dans la spontanéité en tant que « forme embryonnaire de la conscience du but » s'exprime la priorité de l'être sur la conscience, la formation nécessaire du reflet approprié de la réalité à partir du mouvement de la réalité elle même.

Mais ce mouvement ne se produit pas automatiquement. L'ouverture de la conscience à la compréhension réelle du monde et des tâches que doit accomplir l'homme pour le transformer, ne peut pas se faire d'elle même, sans travail conscient et sans prise de conscience du monde extérieur et de soi même. Pour cela, la rupture avec la spontanéité est indispensable. Car c'est seulement par cette rupture qu'on peut connaître la totalité des forces actives de la société, leur orientation, les lois auxquelles elles obéissent, les possibilités de les influencer, et que cette connaissance peut devenir le bien spirituel de ceux qui luttent pour une société meilleure.

Il faut avoir clairement devant les yeux ces deux aspects du rapport entre la spontanéité et la conscience pour apprécier à sa juste valeur la formulation de Lénine selon laquelle la conscience révolutionnaire est apportée au prolétariat « de l'extérieur ».

Mais le sens exact de cette « formulation anguleuse », comme dit Lénine lui même, est aussi simple que profond et important : « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est à dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le domaine où ce savoir peut être puisé est le domaine des rapports de toutes les classes et couches sociales avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports mutuels entre toutes les classes. » L'embryon de la spontanéité ne devient un véritable fruit que par le travail conscient d'une telle conscience ; la classe en soi devenant classe pour soi. C'est le tribun qui éveille cette conscience. L'universalité de ses connaissances accélère la croissance de l'embryon jusqu'à son épanouissement ; il précède l'évolution qu'il favorise et entraîne. Par contre, ceux qui glorifient la spontanéité, qui, béats et irréfléchis, l'éternisent, doivent se contenter d'enregistrer après coup les faits accomplis : comme dit Lénine, ils marchent « à la remorque du mouvement réel ». Et ils ont beau prendre un ton aussi extasié ou « révolutionnaire » ou « prolétarien » qu'ils veulent, leur activité reste un enregistrement prosaïque et infructueux, bureaucratique. Bureaucratique au sens le plus général et le pire du terme : qui freine le développement de la vie. Car la spontanéité qui n'est pas capable d'atteindre par elle même à l'accomplissement est orientée par sa fixation dans la conscience ainsi produite et erronée, par son élévation au rang de principe unique dans des directions fausses et étriquées qui entraînent des phénomènes de dégénérescence. Le mouvement spontané du prolétariat reçoit un contenu bourgeois : sa fixation théorique n'est pas apolitique, elle est politique et réactionnaire.



L'islam politique

entre résistance et conformisme

La religion est trop souvent considérée par la gauche comme une affaire du « passé », « réactionnaire » ou « ethnique », ou encore comme un élément secondaire. En réalité, les religions ont toujours traversé le mouvement d'émancipation des masses populaires. Le catholicisme a produit sur des continents, comme par exemple, en Amérique latine des courants tels la « théologie de la libération ». Ce courant a influencé une partie des expériences de guérilla marxiste-léniniste dans les années 1960-70 et radicalisé les composantes ouvrières chrétiennes en Europe. On retrouve la même dynamique dans l'Islam. Dans cet article, nous nous concentrerons sur le rôle politique que l'islam politique a pu jouer et joue actuellement et ce en soulignant ses principales contradictions.

Il y a environ un milliard et demi de musulmans dans le monde, dont plus de 85% sont sunnites, l'autre partie est chiite. À partir de ces deux grands courants, une série de sous-courants, jugés hérétiques, se sont développés, comme les alaouites, répandus principalement en Syrie, en Turquie et au Liban, d'obédience chiite.

Ces deux grands courants partagent de nombreux fondements religieux : le credo, les cinq piliers de l'islam, les obligations fondamentales que tout croyant, selon la charia (loi religieuse), est tenu d'observer : les témoignages de foi, les prières rituelles, l'aumône, le jeûne pendant le mois de Ramadan et le pèlerinage à la ville sainte de La Mecque au moins une fois dans sa vie, pour ceux qui sont en mesure de l'entreprendre.

Les sunnites et les chiites s'accordent sur l'unicité de Dieu et sur le fait que Mahomet, qui a vécu entre 570 et 632 après J.-C., est son prophète. Il a été l'initiateur politique de la renaissance et de l'expansion des peuples arabes qui les a conduits, notamment sous la conduite des califes qui lui ont succédé, à construire un empire s'étendant de l'Espagne aux confins de l'Inde.

L'idéologie qui accompagne ce mouvement politique extraordinaire est celle de l'Islam. Il s'agit d'un retour au monothéisme pur d'Abraham, contre le polythéisme tribal des peuples arabes, qui doivent être unifiés sous un seul dieu et donc sous un seul commandement politique. Il s'est également développé en opposition au judaïsme et au christianisme, accusés de trahir les enseignements des prophètes, justifiant ainsi le djihad, ou guerre sainte, contre les tribus juives et les puissances chrétiennes, comme Byzance. Le Coran, ainsi que les paroles attribuées par la tradition au prophète, représente la référence principale de tous les courants sunnites et chiites depuis les origines de l'islam jusqu'à nos jours. Le texte sacré de l'islam fusionne la doctrine spirituelle, les normes juridiques, sociales et coutumières, ainsi que la lutte politique et militaire soutenue par Mahomet et sa faction. Celle-ci fut socialement ancrée dans la bourgeoisie naissante de la ville de Médine, en opposition aux classes dirigeantes de La Mecque, principal

centre de pouvoir économique et politique de la péninsule arabique à l'époque.

La naissance de l'islam politique

Pour comprendre l'importance politique de l'islam aujourd'hui, il faut nécessairement remonter aux origines et aux développements de la pénétration coloniale européenne dans le monde arabe. Le colonialisme a détruit les marchés orientaux, l'artisanat local et brisé les structures traditionnelles, répandant dans les masses arabes un sentiment d'humiliation et un désir de vengeance contre les envahisseurs. L'islam a pris une importance considérable en tant qu'arme identitaire pour contrer la « civilisation » coloniale.

L'ère de l'éveil islamique a commencé avec l'expédition de Napoléon en Égypte en 1799 et, deux ans plus tard, le premier soulèvement national égyptien contre l'occupation française a eu lieu. De nombreux soulèvements ont eu lieu contre la domination coloniale des Britanniques et des Français qui, au cours des décennies suivantes, se sont employés à diviser et à échanger une grande partie des territoires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. À la tête de ces révoltes se trouvaient principalement des factions féodales dont les intérêts entraient en conflit avec la prédation impérialiste, tandis que ce sont les classes les plus opprimées, les classes paysannes, qui se sont soulevées matériellement. L'idéologie qui a soutenu la rébellion est l'identité religieuse musulmane, opposée à la fois à la version chrétienne traditionaliste et aux courants rationalistes des Lumières. L'éveil de l'islam politique a fusionné dans de nombreux cas avec les aspirations « nationales » des différentes régions arabes, pendant plusieurs siècles sous la domination de l'empire turc ottoman (de matrice sunnite, mais avec de forts éléments de syncrétisme asiatique)¹. Avec la fin de l'Empire ottoman, diverses révoltes ont éclaté dans le monde arabe entre 1919 et 1927. La France et la Grande-Bretagne ont cherché à calmer la situation par des concessions d'indépendance formelle, en intégrant de plus en plus les classes dirigeantes féodales locales dans leurs structures de pouvoir.

Dans les masses qui aspiraient à l'indépendance contre les puissances coloniales, la haine des dirigeants indigènes collaborateurs s'est accrue : la grande aristocratie foncière, qui avait d'abord participé aux révoltes, est devenue un agent de la Grande-Bretagne et de la France. À la place et contre les traîtres, les rênes du mouvement anticolonial ont été prises par des factions de la bourgeoisie locale qui n'étaient pas politiquement compromises avec l'impérialisme, mais qui avaient été structurées par l'expansion économique de ce

¹ Cependant, ce processus de libération « nationale » arabe contre la domination ottomane et turque devait être utilisé par les forces impérialistes occidentales, conduisant au traité Sykes et Picot qui détermine encore aujourd'hui les différentes frontières des principaux pays arabes du Levant. Thomas Edward Lawrence, Les Sept Piliers de la sagesse, 1922

dernier. Ce "bloc" de classes, notamment marchandes, a surfé sur les sentiments des masses et a développé une idéologie de défense, de retour à la tradition islamique originelle, l'affirmant non plus comme un simple reflet identitaire, mais comme une vision politique globale à opposer à celle des colonialistes et des classes collaborationnistes. En substance, les théorisations et le programme politique alors formulés postulaient que la charia, la loi religieuse, devait redevenir la source fondamentale du droit public et privé, régulant la vie de l'Etat. Une vision donc de restauration de l'ordre islamique intégral (fondamentalisme) et de retour à ses fondements (intégrisme), basée sur la richesse qu'offrent le Coran et les traditions prophétiques dans la régulation des lois sociales.

C'est dans cette optique qu'est né en 1928 le mouvement des Frères musulmans, parti transnational dans le monde arabo-musulman. Ils se sont opposés à d'autres forces anticoloniales, telles que le mouvement communiste en tant qu'expression de la classe ouvrière et des masses laborieuses, et les factions bourgeoises nationalistes laïques, liées aux classes "bureaucratiques" et militaires, qui aspiraient plutôt à une modernisation des pays arabes, capable de les émanciper économiquement et politiquement de l'impérialisme des puissances européennes et, plus tard, des États-Unis. Ces factions ont ensuite convergé vers le nationalisme arabe et le baathisme, avec une approche laïque et opposée au traditionalisme religieux, dominant la vie de la plupart des pays de la région, à commencer par l'expérience de l'Égypte de Nasser¹.

L'affirmation du nationalisme arabe a effectivement privé les Frères musulmans de leur rôle de mouvement bourgeois représentant les revendications anticolonialistes et anti-impérialistes. En fait, une partie de la bourgeoisie et des représentants politiques et intellectuels qui se sont référés à la confrérie ont assumé ce rôle. Cela n'a pas représenté la fin du mouvement, dont la continuité était basée sur la représentation des intérêts de secteurs de la moyenne et petite bourgeoisie en opposition à la bourgeoisie d'État qui, à travers l'interventionnisme du capital public dans l'économie, dominait des pays comme l'Égypte, la Syrie et l'Irak, où des régimes nationalistes laïques s'étaient établis. Idéologiquement, la confrérie, en antagonisme avec la laïcité promue par ces gouvernements ou pour se distinguer de l'islam officiel des hiérarchies religieuses qui leur sont liées, vise à hégémoniser les cercles religieux les plus conservateurs et fondamentalistes à travers les courants islamiques dits salafistes.

Dans la contradiction inter-bourgeoise entre les forces islamistes et nationalistes, les premières ont tenté de se placer à la tête des autres contradictions auxquelles le pouvoir des secondes était confronté, dans le scénario interne des différents pays et dans l'arène régionale et internationale. D'une part, il y avait la contradiction sur le front extérieur par rapport à l'impérialisme américain et aux puissances européennes, avec lesquelles les Frères musulmans ont accepté de collaborer contre l'ennemi commun représenté par les régimes nationalistes. D'autre part, il y avait les contradictions sur le front intérieur, en particulier les contradictions avec la classe ouvrière et les masses populaires vis-à-vis de régimes qui, bien que connotés dans un sens anti-impérialiste, étaient toujours capitalistes. Les islamistes ont tenté, et en partie réussi, à se placer à la tête du mouvement de masse, disputant ce rôle aux communistes,

proposant la vision d'un « islam social » que l'on pourrait comparer à la pensée sociale catholique en Europe. Les relations avec les monarchies arabes conservatrices sont consolidées - bien que les Frères musulmans restent en principe partisans d'un régime républicain - au nom de la lutte contre le nationalisme laïc et le mouvement communiste. En 1970, le mouvement islamiste se range aux côtés du roi Hussein dans la répression sanglante de « Septembre noir », contre la résistance palestinienne, alors hégémonisée par des positions progressistes et révolutionnaires.

Plus généralement, dès le début des années 1970, la progression de la crise du capitalisme international a contraint les régimes arabes laïques, comme la Syrie, la Tunisie, l'Égypte, à promouvoir des politiques d'attaque contre les conditions de vie des masses et, en partie, à s'ouvrir aux investissements des pays impérialistes ou des monarchies conservatrices du Golfe. Cela a permis aux Frères musulmans de gagner un nouveau consensus et un nouvel espace. D'une part en se plaçant à la tête de la protestation sociale et d'autre part en empêchant, même avec des accords tacites avec les régimes, que la mobilisation aille vers la lutte des classes et le développement du mouvement communiste. En particulier, dans la même période, ce sont surtout les capitulations des régimes laïques devant l'impérialisme américain et l'occupation de la Palestine qui ont permis aux Frères musulmans et à d'autres factions islamistes de les exploiter pour se placer à la tête du mécontentement de masse, comme dans le cas de l'opposition au régime de Sadat, puis de Mubarak, en Égypte. C'est précisément dans ce pays, dans les années 1980 et 1990, que l'on a assisté à une cooptation progressive des Frères musulmans, ou du moins de leurs factions les plus disposées au compromis.

À la fin des années 1990 et au début du nouveau siècle, les classes bourgeoises représentées par les Frères musulmans ont connu une ascension économique en Égypte et dans une grande partie du monde arabe et musulman. Cela est principalement dû à ses liens avec la haute finance, en particulier celle qui est aux mains de l'émirat du Qatar, qui a commencé à utiliser la confrérie comme outil politique. En Turquie, le processus de croissance économique du pays a entraîné un changement de la classe dirigeante, qui est passée de l'ancienne bourgeoisie d'État kémaliste à de nouveaux secteurs d'activité, représentés par le parti d'inspiration islamiste "Justice et développement", proche de la confrérie, qui gouverne toujours le destin du pays à travers le régime fasciste d'Erdogan.

Les soulèvements des masses en 2010-2011, en l'absence d'autres organisations et surtout en l'absence d'autonomie et de capacité de direction politique du prolétariat, représentent une opportunité pour les Frères musulmans de capitaliser sur des années d'opposition, certes en partie faite de compromis, aux régimes laïcs autocratiques. L'essor financier des secteurs bourgeois qu'ils représentaient et leurs relations avec le Qatar et la Turquie, deux alliés des puissances américaine et européenne, ont fait perdre à la confrérie ses ambitions anti-impérialistes. Mais, à l'épreuve du pouvoir dans des pays comme l'Égypte, la Tunisie et la Libye, ils n'ont pas réussi à garder le contrôle des sociétés. Partout, les Frères musulmans ont perdu le rôle de pouvoir qu'ils avaient acquis en menant des mouvements de masse, balayés par le coup d'État militaire en Égypte, contraints à un rôle minoritaire en Tunisie et poussés à la guerre civile en Libye. Aujourd'hui, ils jouent un jeu transversal : d'une part, ils sont les instruments de l'impérialisme occidental, luttant contre les mouvements anti-impérialistes de matrice chiite ou laïque ; d'autre part, ils recherchent leur propre autonomie par

¹ En décembre 2024, avec l'éviction du gouvernement Assad et la « balkanisation » de la Syrie, l'expérience internationale baasiste s'est pratiquement achevée. Il n'est pas anodin de souligner que les derniers dirigeants de ce courant politique, qui comportait de nombreuses nuances, ont tous été détruits par la force militaire après 1989 : Saddam Hussein, Gueddafi, etc.

rapport aux mouvements sunnites contrôlés par les gouvernements du Golfe.

Sunnites et chiites

Le schisme entre sunnites et chiites remonte à la mort du prophète Mahomet (632 après J.-C.) et à la querelle sur sa succession, entre la faction des membres de la famille, dirigée par le cousin et gendre du prophète, Ali, et celle des membres de la tribu. Pour les premiers, seuls ceux qui ont un lien de sang direct ont droit à la succession, alors que pour les seconds, tous les membres du groupe tribal y ont droit. Parmi ceux qui avaient été les plus proches de Muhammad et qui dirigeaient la politique du nouvel État fondé par lui, la ligne qui prévalait était d'élire le calife (en arabe « successeur ») parmi les membres de la tribu et non sur la base de la parenté, ce qui isolait la position d'Ali. Le clivage entre les dirigeants de ce qui allait devenir l'empire arabe devint progressivement plus complexe et plus sanglant. Le champ de bataille entre les classes dirigeantes des terres nouvellement conquises est l'Irak, qui devient le centre des « chiites », c'est-à-dire des « partisans » d'Ali, et la Syrie, qui, avec la dynastie des Omeyyades, rétablit le califat sur une base héréditaire, légitimé uniquement pour les « sunnites », ainsi appelés parce qu'ils prétendent se référer à la « sunna », c'est-à-dire à l'enseignement transmis depuis Mahomet. Le conflit a atteint son paroxysme en 680 après J.-C., lorsque Husayn, le deuxième fils d'Ali, alors chef de la faction chiite, a été tué et décapité par la faction sunnite lors de la bataille de Kerbala, en Irak.

L'affrontement au niveau idéologique entre sunnites et chiites sur la conception du pouvoir politique. Si pour les sunnites, le califat a pour fonction de détenir le pouvoir temporel et de veiller à l'observance de la religion telle qu'elle a été établie par Mahomet, pour les chiites, le pouvoir temporel doit être subordonné au pouvoir spirituel. Selon la version chiite, après la mort du prophète, seul Ali – et plus tard ses descendants en ligne directe – en raison de leurs liens de sang et de leur proximité avec le fondateur de l'islam, devrait détenir le pouvoir politique au nom de leur pouvoir spirituel supérieur, puisqu'ils sont des imams, des guides de la communauté musulmane. Pour les chiites, en effet, la direction (imam) de la communauté islamique doit être assumée par les descendants du prophète dans la lignée de sa fille Fatima et de son mari Ali. Dans la lignée de ce dernier, douze imams se sont succédés, chacun engendrant et désignant son successeur. Mais le douzième imam, al Mahdi, a disparu à Samarra, en Irak, en 873, donnant naissance au mythe de la « grande dissimulation » qui perdure encore aujourd'hui. L'imam absent règne toujours, mais sa direction est temporairement confiée à la communauté cléricale. On parle donc, par opposition au califat, d'imamat. Cette différence a influencé la pensée et la pratique politique des sociétés musulmanes jusqu'à aujourd'hui, fondée fondamentalement sur les intérêts et les contradictions entre les classes. Par une provocation historique, on pourrait comparer l'opposition entre sunnisme et chisme à l'opposition entre Athènes et Sparte dans la Grèce antique. Sparte, l'autitaire, était en fait beaucoup plus égalitaire que l'Athènes démocratique, qui était en fait extrêmement élitiste.

Une fois l'ère du colonialisme européen terminée, le modèle de la société à majorité sunnite était celui d'un pouvoir étatique-temporel qui exigeait la reconnaissance et la suprématie du pouvoir religieux, en se basant soit sur une structure plus ou moins laïque, comme par exemple en Égypte, soit sur une structure fondamentaliste, comme en

Arabie Saoudite. Bien que fondamentalistes, les régimes islamistes sunnites ne sont fondés ni sur le pouvoir des oulémas, les érudits de la charia, ni sur un rôle prépondérant de l'État en matière religieuse, mais uniquement sur l'imposition par son appareil des règles et de la morale coraniques. À l'inverse, ils exigent une loyauté politique de la part des personnes impliquées dans les affaires religieuses et les considèrent comme des éléments fonctionnels de leur propre renforcement. Tout ceci représente une continuité avec le rôle du calife, tel que le conçoivent les sunnites, dans la période post-Mohammad.

D'autre part, en Iran, c'est-à-dire dans le seul pays musulman à forte majorité chiite, un modèle de république dite islamique a été établi avec la révolution de 1979, dans lequel le clergé, détenteur du pouvoir spirituel, dirige le pouvoir d'État. Le processus de transformation mené par Khomeini après le renversement du régime pro-impérialiste du Shah a placé le contrôle du pouvoir d'État entre les mains du clergé, en en faisant la superstructure d'un processus d'indépendance économique et politique et de souveraineté de la Perse face au grand Satan américain.

Si l'Iran chiite représente l'exemple d'un islam politique fonctionnel, dans un sens général, à l'anti-impérialisme, l'Arabie saoudite sunnite constitue, en revanche, l'exemple d'un islam politique, historiquement et généralement, enclin ou du moins allié à l'impérialisme américain et aux puissances européennes, ainsi qu'au régime sioniste israélien. Le pouvoir de la dynastie des Saoud s'est progressivement affirmé au cours des trois premières décennies du XXe siècle, sur les décombres de l'Empire ottoman et avec le soutien décisif de l'impérialisme britannique, en fondant un régime monarchique absolutiste et fondamentaliste. Cet État représentait la dictature de la classe féodale regroupée autour de la couronne, qui, au fil des décennies, s'est progressivement transformée en une bourgeoisie compradore, soumise à la bourgeoisie impérialiste des États-Unis et du camp atlantique. La classe dirigeante saoudienne s'est structurée comme un acteur social et politique médiateur dans l'exportation du pétrole et du gaz naturel, dont le pays est respectivement premier et sixième au monde en termes de réserves détenues. Les gigantesques revenus tirés des hydrocarbures ont constitué et constituent la principale source économique grâce à laquelle les monarques saoudiens ont pu exercer une influence décisive sur les affaires de la plupart des pays arabes et islamiques ainsi que sur les communautés musulmanes du monde entier, en projetant leurs intérêts en tant que bourgeoisie compradore soumise à l'impérialisme américain à l'échelle régionale et mondiale.

Sur le plan intérieur, l'islam politique poursuivi par la couronne saoudienne et les oulémas qui lui sont fidèles depuis le début s'inspire de la doctrine wahhabite, c'est-à-dire d'un islam sunnite extrêmement rigide, différent de l'islam arabe et ottoman classique, qui considère les chiites et les autres minorités confessionnelles du monde islamique comme des infidèles (ce que l'on appelle le « takfirisme »). Cette idéologie, fonctionnelle à l'emprise du royaume, condamne les chiites, qui représentent 15 % de la population, principalement concentrée dans les provinces orientales riches en pétrole, à une sorte d'apartheid. En réalité, la discrimination à l'égard de la minorité chiite est une tendance constante dans l'histoire et l'actualité du monde arabo-musulman, en raison du mécanisme typique par lequel les classes dominantes exploiteuses détournent le mécontentement social vers le « différent ». En raison du fait également que cette confession de l'islam est très souvent

pratiquée par la partie la plus opprimée de la population, soit parce qu'elle est la perdante dans l'affrontement avec les clans sunnites depuis la dispute du califat, soit parce que cette confession prend la valeur d'un symbole de rébellion contre les orligarchies et la religion officielle.

En 1979, année de la victoire de la révolution en Iran, hégémonisée par la bourgeoisie islamique chiite¹, est une année cruciale dans l'histoire de l'ensemble du monde musulman. A l'intérieur du royaume saoudien, une opposition islamiste sunnite armée fait son apparition, accusant la monarchie de trahir la cause musulmane en se vendant aux Etats-Unis. En novembre, un groupe de combattants « djihadistes » a occupé la Grande Mosquée de La Mecque, exigeant l'arrêt des exportations de pétrole vers les États-Unis et l'expulsion de tous les « étrangers » infidèles - techniciens, civils et militaires - de la péninsule arabique. L'action fut écrasée dans le sang par l'intervention des maroquins français, appelés à la rescousse par les flics saoudiens, convertis à la hâte à l'islam parce que, sinon, ils n'auraient pas pu "mettre les pieds" dans le lieu saint.

D'autre part, la victoire de Khomeiny a galvanisé toutes les masses chiites du monde arabe, au Liban, en Irak, en Arabie Saoudite, dans les pays du Golfe Persique, etc. Elle a donné naissance à des mouvements politiques organisés, comme le Hezbollah au Liban. Dans le même temps, l'Arabie saoudite et d'autres régimes sunnites réactionnaires, soutenus par la direction sous-jacente de l'impérialisme américain, commençaient à soutenir l'opposition armée au gouvernement pro-soviétique en Afghanistan, organisant l'afflux de moudjahidines (combattants du djihad), composés principalement de jeunes chômeurs et sous-prolétaires, mais aussi de fils de la bourgeoisie, comme l'était Ben Laden. Outre la volonté de combattre l'URSS et ses alliés, il s'agissait pour les classes dirigeantes saoudiennes, pakistanaïses, jordaniennes, etc. de lancer une puissante opération contre-hégémonique, face à la force déstabilisatrice de la rébellion interne que la montée du djihadisme sunnite et du khomeinisme faisait peser sur l'ensemble des masses arabomusulmanes.

Mais il faudra attendre plus de deux décennies pour arriver à l'affrontement direct entre les deux variantes fondamentales de l'islam politique, le sunnite et le chiite. Ils étaient généralement l'expression de la rivalité entre les bourgeoisies saoudienne et iranienne, détentrices respectivement de la première et de la deuxième plus grande réserve de pétrole au monde. C'est l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, qui a créé les conditions de cette confrontation directe, ressurgissant là où elle avait commencé, plus de mille trois cents ans auparavant. Une fois la Mésopotamie occupée, les Etats-Unis ont été contraints de favoriser la montée en puissance de la communauté chiite, c'est-à-dire des classes tribales, bourgeoises et cléricales qui la dominent, étroitement liées à l'Iran, pour remplacer le régime du sunnite Saddam Hussein. Les stratégies politiques et militaires de l'impérialisme américain sont ainsi entrées, pour la première fois, en collision brutale avec les intérêts vitaux de l'Arabie saoudite et des autres régimes sunnites, dont les classes dirigeantes ont commencé à influencer négativement

le processus de résistance à l'occupation de l'Irak, qui était principalement animé par les masses sunnites du centre-nord du pays et a progressivement été dominé par des positions sectaires anti-chiïtes, jusqu'à ce qu'il soit hégémonisé par le groupe takfrista « État islamique ».

En 2011, en Syrie, avec l'éclatement de la révolte des masses sunnites contre le régime du "baasiste" de Assad, l'affrontement déjà observé en Irak, s'est étendu au pays voisin, mais dans ce cas, les États-Unis se sont rangés du côté du front sunnite, afin d'abattre l'Iran et l'allié clé de la Russie dans le monde arabe (Syrie). En 2015, la dynamique de l'affrontement interconfessionnel a investi le Yémen, déjà marqué par cinq années de révolte et de guerre civile, l'Arabie saoudite intervenant pour soutenir sa marionnette, le sunnite Hadi, contre la rébellion menée par les milices chiïtes Houthis soutenues par l'Iran. Dans ce cas également, les États-Unis ne manqueront pas de soutenir l'Arabie saoudite politiquement et militairement, tout en concluant l'accord nucléaire avec Téhéran au moment même où ce dernier lançait son intervention guerrière. Les États-Unis cherchent à jouer le rôle d'arbitre et de garant pour le Moyen-Orient, en essayant de maintenir leur propre hégémonie par le biais d'une politique flexible.

En 2016, l'exécution de l'imam chiite et opposant politique Nimir al Nimir en Arabie saoudite, ainsi que de 46 autres prisonniers accusés de terrorisme, a constitué une provocation évidente. Ce crime témoigne de la volonté saoudienne de diviser davantage les sunnites et les chiïtes et de provoquer de nouvelles tensions régionales avec l'Iran. Al Nimir était en effet une figure marquante et un symbole de l'activisme chiite dans le monde islamique, notamment en Iran (où l'ambassade saoudienne a été attaquée), au Bahreïn, au Soudan, au Liban, au Pakistan, au Yémen et au Cachemire indien.

Parmi les 46 personnes condamnées à mort en Arabie saoudite en janvier 2016, outre Nimir, figuraient de nombreux militants d'Al-Qaïda, considérés comme responsables d'attentats perpétrés dans le royaume entre 2003 et 2006. Il s'agit d'une véritable boucherie contre l'organisation dirigée par Ben Laden.

Al Qaeda

Al Qaeda est un mouvement djihadiste, c'est-à-dire un mouvement qui postule idéologiquement le devoir politique et militaire pour les musulmans de lutter au niveau international pour la restauration de l'ordre divin sur terre, celui qui appartenait à Mahomet et aux premiers califes, contre les puissances infidèles telles que les Etats-Unis et contre les gouvernements qui leur sont liés. L'organisation est née en 1989 et s'est donné un nom qui signifie littéralement « la base », dérivé des camps d'entraînement des moudjahidines en Afghanistan, soutenus dans leur fonction antisoviétique par les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Pakistan et d'autres régimes sunnites.

La naissance d'Al-Qaïda est le résultat de l'incapacité des États-Unis et des autres gouvernements qui leur sont alliés à maîtriser la mobilisation réactionnaire qu'ils avaient menée pour lutter contre l'URSS, puisque le programme politique d'Al-Qaïda était que les combattants musulmans, une fois l'Union soviétique vaincue, devaient lutter contre les États-Unis. L'organisation a été fondée par le rejeton d'une des plus riches familles d'Arabie Saoudite, Osama Ben Laden, et par le médecin Ayman al Zawahiri, originaire d'une famille bourgeoise égyptienne et déjà militant dans des groupes islamistes, ceux qui, à la différence des Frères musulmans, avaient rejeté toute conciliation avec les régimes laïques.

¹ Ce courant a été la principale force qui a permis la chute du régime de Scia (pro-US) et qui a ensuite marginalisé et détruit la gauche marxiste iranienne. La gauche marxiste iranienne avait un poids réel, était politiquement et militairement active, avec un réel consensus de classe, concentré dans les villes. Cependant, elle était incapable d'offrir une alternative viable au mouvement islamique chiite. La répression dure et cruelle qui a frappé le mouvement communiste en Iran a conduit à une énorme diaspora et, dans de nombreux cas, à l'adoption de positions de plus en plus opportunistes et pro-impérialistes. Aujourd'hui, l'Iran est un État capitaliste, traversé par des contradictions de plus en plus féroces liées à la concurrence mondiale et au développement urbain capitaliste, mais il conserve son rôle anti-impérialiste.

Cette paternité en dit long sur la nature de classe d'Al Qaeda, qui entend représenter les tendances les plus radicales de la bourgeoisie sunnite afin de rompre avec l'impérialisme américain et tous les gouvernements « infidèles ». Pour ce faire, le groupe a commencé à agir comme un réseau international avec un commandement centralisé, visant à mener des attaques dans le monde entier, à soutenir des groupes islamistes armés actifs dans des pays individuels, tels que les talibans en Afghanistan, jusqu'à finalement les intégrer dans son propre réseau organisationnel, comme cela s'est produit avec le mouvement syrien Janhat al Nusra, ou à créer des groupes locaux qui se réfèrent directement à l'organisation, comme dans le cas de ce qui était autrefois al Qaeda en Irak ou al Qaeda au Yémen.

Quant à ISIS (État islamique), le groupe est issu d'Al-Qaïda en Irak. Ce dernier, après avoir d'abord promu le Conseil de la Choura des moudjahidines, à la suite d'une fusion avec d'autres groupes de résistance irakiens, a pris le titre d'État islamique en 2006, revendiquant le contrôle des provinces sunnites de l'Irak. Avec la tentative de déstabilisation de la république syrienne, le groupe est entré dans le pays voisin, se proclamant État islamique de Syrie et d'Irak, revendiquant le contrôle des régions orientales du pays, à la frontière irakienne, riches en gaz et en pétrole, où s'était plutôt établie la branche syrienne d'Al-Qaïda, à savoir Jabhat al Nusra. Une querelle interne à Al Qaeda s'est ouverte entre les deux groupes, avec des milliers de morts. Elle concernait concrètement le contrôle des sources d'énergie syriennes, elle s'est terminée par l'expulsion de l'État islamique de l'organisation internationale, décrétée par Ayman Al Zawahiri, parce qu'il s'était éloigné des frontières de son propre front de djihad - l'Irak - en attaquant les « frères moudjahidines » d'Al Nusra. L'État islamique, en tant qu'organisation à part entière, est donc né d'une rupture interne avec Al-Qaïda. Les deux organisations ont poursuivi des stratégies différentes, chacune représentant les intérêts de différentes factions bourgeoises. D'une part, al Qaeda déploie principalement une stratégie militaire d'attaques déstabilisatrices dans des pays individuels et au niveau international, appelant les masses musulmanes (sunnites) à la révolte et se présentant comme le bras armé de la bourgeoisie arabe et islamique qui veut rompre son asservissement aux États-Unis. D'autre part, l'État islamique s'est structuré comme une véritable armée-État, pour le contrôle politique du territoire, structurant une bourgeoisie de commandement qui exploite les ressources économiques conquises par la guerre. Cela l'a conduit, après avoir conquis de vastes zones de l'Irak et de la Syrie, à se proclamer nouveau califat islamique. Les premiers succès remportés par cette organisation s'expliquent également par sa capacité à obtenir un consensus au sein des masses populaires sunnites, en se positionnant comme une alternative aux régimes traditionnels. Dans le périodique en anglais publié par ISIS, Dabiq, à côté de la propagande de guerre, il y avait une quantité considérable de matériel de propagande sociale : l'inauguration d'écoles, de services publics gratuits, d'hôpitaux, l'imposition de prix politiques sur les produits de première nécessité, la construction d'infrastructures et l'administration de la loi par le biais de tribunaux. L'État islamique a ainsi pu démontrer sa capacité réelle à offrir de meilleures conditions de vie aux classes populaires que les gouvernements de Damas et de Bagdad. Sa pratique de la guerre et de la gouvernance implique le recours à la terreur de masse et à l'épuration ethnique à l'égard des autres composantes religieuses et confessionnelles, ainsi que des ennemis politiques. La propagande et l'action militaire du groupe ont accentué la

dérive sectaire et takfiriste, déjà historiquement présente dans l'islamisme sunnite, dans une fonction anti-chiite et contre toutes les minorités religieuses, comme les Yazidis en Irak, aspirant au nettoyage confessionnel. Cependant, la défaite du projet territorial de l'État islamique, aidée par une convergence parallèle des principales forces impérialistes et de leurs alliés sur le terrain, n'a pas anéanti cette organisation.

La Palestine

Une fois de plus, c'est la « question palestinienne » qui a repositionné les différentes factions de l'islam politique. Le front de la résistance palestinienne à Gaza dirigé par le Hamas (organisation sunnite) avec la participation d'autres forces politico-militaires palestiniennes panarabes et marxistes, n'a été soutenu d'un point de vue politico-militaire que par les organisations de l'islam politique chiite.

Le soutien des nations sunnites (du Maghreb au Golfe arabe) a été symbolique et opportuniste. Prenons l'exemple de l'Algérie, une nation qui a même interdit les manifestations de soutien à la Palestine, prétextant que le gouvernement étant pro-palestinien, le soutien populaire est inutile... Les gouvernements arabes sunnites ont peur du soutien populaire à la Palestine. Leur politique gouvernementale est basée sur une extrême retenue en ce qui concerne les actes concrets de soutien à la résistance armée palestinienne.

Nous assistons donc à une nouvelle « soumission » aux principaux mécanismes de l'hégémonie impérialiste et sioniste des forces politiques et étatiques sunnites. Les principales forces de l'Islam politique qui soutiennent activement la Palestine (un pays à écrasante majorité sunnite) s'avèrent être les organisations politiques islamiques chiites comme le Hezbollah ou les « rebelles » yéménites, et bien sûr l'Iran. L'exportation de la « révolution islamique » a toujours été un objectif du régime iranien qui, depuis les années 1980, soutient les mouvements rebelles chiites dans plusieurs pays où ils sont traditionnellement exclus socialement et politiquement. Bien qu'ils n'aient remporté de victoire complète dans aucun autre pays, et qu'à ce jour la République islamique d'Iran soit le seul pays de ce type dans le monde, ces mouvements constituent des forces considérables là où ils opèrent. Au Yémen, les Ansarallah (Houthi) gouvernent 40 % du territoire, après avoir vaincu non seulement les partisans de l'ancien président Hadi, mais aussi la coalition des monarchies du Golfe dirigée par l'Arabie saoudite. Ils ont récemment imposé un blocus naval à Israël, même sous les bombardements anglo-américains. Au Liban, ils ont consolidé le Hezbollah¹ en tant que principale force armée du pays, responsable de la mise en échec des invasions israéliennes à trois reprises. En Irak, avant même l'invasion du pays en 2003, l'Iran a soutenu des groupes rebelles chiites qui, après la défaite du gouvernement islamique majoritairement sunnite de Saddam Hussein, sont devenus la principale force politique organisée du pays,

¹ Le Hezbollah (Parti de Dieu) est un parti qui, pendant des années, a réussi à contrôler la vie politique et sociale au Liban, en incorporant une grande partie de la méthode de travail de la gauche marxiste arabe, à travers la création d'un réseau dense de structures sociales et une vision moderne de l'organisation visant à soutenir les masses populaires. Grâce au soutien iranien, la force de l'aile paramilitaire du Hezbollah s'est accrue au fil des ans au point d'être considérée comme plus puissante non seulement que l'armée régulière libanaise, mais aussi, selon Israël, que la plupart des forces armées arabes du monde, et ce de manière continue depuis le début de la guerre civile syrienne, qui a vu le Hezbollah entrer en scène en tant qu'allié clé du gouvernement Assad. En 1997, le Hezbollah a été inscrit sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis et Israël ; en 2013, l'Union européenne a inscrit sa branche militaire sur la liste des organisations terroristes ; en 2016, il a été déclaré organisation terroriste par le Conseil de coopération du Golfe et la Ligue arabe.

occupant le parlement en tant que partis politiques. Les milices chiïtes irakiennes forment l'épine dorsale des Forces de mobilisation populaire, une coalition composée principalement de milices chiïtes, mais aussi de milices catholiques assyriennes, sunnites et yazidies, responsables non seulement de la défaite de l'État islamique dans le pays avec le soutien de l'Iran, mais aussi de l'attaque des bases américaines dans le pays et du bombardement d'Israël dans le cadre de l'opération Al-Aqsa. À côté d'eux, il existe des mouvements rebelles chiïtes plus modestes au Pakistan, en Afghanistan, en Syrie, en Azerbaïdjan, en Arabie saoudite et à Bahreïn.

Ces mouvements constituent le noyau dur de l'« axe de la résistance », qui a toutefois évolué dans les années 2010, passant d'une coalition internationale d'insurgés chiïtes dirigée par l'Iran à un système beaucoup plus complexe d'alliances dirigées par l'Iran. L'axe de la résistance regroupe l'Iran, les mouvements armés chiïtes, la République arabe syrienne et les différentes factions de la résistance armée palestinienne. Sous sa direction, l'État islamique a été vaincu en Irak et en Syrie (à l'exception de quelques poches dans le désert où il survit) et le déluge d'Al-Aqsa initié à Gaza par la résistance palestinienne a été élevé au rang de guerre sur plusieurs fronts contre Israël. Cette dernière a été la grande victoire politique internationale de l'Iran et de l'Axe de la Résistance qui a consolidé son statut de front international hétérogène anti-impérialiste au Moyen-Orient.

Il suffit de regarder le front de la résistance palestinienne pour s'en convaincre. La Palestine est aujourd'hui composée à 90 % de religion sunnites, les chiïtes ne représentant qu'une petite minorité, encore moins représentative des chrétiens. Les trois principaux mouvements de résistance sont :

- Le Hamas, un courant issu des Frères musulmans. Les Frères musulmans sont une organisation considérée comme terroriste en Iran, alors qu'en Turquie et au Qatar, ils bénéficient du soutien du gouvernement ;
- Le Jihad islamique, issu des Frères musulmans, mais plus proche de l'Iran.
- Le Front populaire de libération de la Palestine et d'autres organisations d'inspiration marxiste et de gauche.

Toutes ces organisations, malgré leurs origines différentes, ont fait partie de l'Axe de la Résistance et ont été soutenues. Cependant, la crise en Syrie, avec la fuite d'Assad, a réduit l'Axe de la Résistance et redonné du souffle et de l'agilité aux organisations sunnites radicales.

La république baasiste syrienne du gouvernement d'Assad était une partie intégrante et essentielle de l'Axe de la Résistance en raison de son positionnement stratégique, facilitant les actions du Hezbollah et la logistique et l'approvisionnement en armes des mouvements de guérilla palestiniens (en particulier les organisations de la Gauche palestinienne).

L'opposition syrienne, dont les « djihadistes » sont le fer de lance, a submergé le gouvernement Assad. Coïncidence ou non, ils ont lancé leur offensive le jour même de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre le Hezbollah et Israël, obligeant le mouvement de résistance libanais à s'engager sur un second front au nord alors qu'il se remettait à peine des pertes subies sur le premier front. Les « djihadistes » syriens, issus des rangs de l'État islamique d'Al-Quaïda, sont désormais décrits comme des « rebelles démocratiques » et, tout en conservant leur propre niveau d'indépendance, ils suivent le vieux modèle d'antan, des forces sunnites radicales utilisées par les forces occidentales dans une fonction « anti- » anti-impérialiste. La trahison flagrante de la cause palestinienne, avec l'attaque des camps de la gauche

palestinienne en Syrie, la soumission à l'invasion des forces sionistes¹, qui ont facilement pénétré le pays, sont des faits visibles par tous.

Dans ce « grand jeu », les forces sunnites radicales, avec un « Al Quaëda modéré » syrien, ont participé à l'affaiblissement du front de résistance contre le sionisme, en intervenant directement dans la déstabilisation de la Syrie, une nation qui, pour le meilleur ou pour le pire, a toujours représenté une base logistique pour la résistance pro-palestinienne antisioniste et anti-impérialiste².

L'islamophobie

Nous vivons dans un monde où l'argent est tout, où l'économie mange la politique, où la dématérialisation, la flexibilité, la rapidité et la finance dominant. La présence de nouveaux acteurs, comme la Chine, et l'exacerbation de la concurrence mondiale avec la riposte rageuse du bloc impérialiste atlantique avec les États-Unis en son centre, conduisent l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte, les États du Golfe et l'Iran à jouer de nouveaux rôles auprès des bourgeoisies locales qui cherchent à se doter de leur propre stratégie monopolistique, à s'affranchir de l'État semi-colonial. La Mecque, la Pierre Noire, lieux et symboles de culte du monde musulman, sont rejoints par les néons et les gratte-ciel de Dubaï...

Dans ce cadre, cependant, deux facteurs restent centraux et fixes :

- la défense intransigeante de l'impérialisme sioniste comme plate-forme de contrôle de l'ensemble du Moyen-Orient
- l'incapacité de l'Islam politique, surtout dans ses composantes sunnites, à se donner un véritable plan d'action indépendant de l'impérialisme, écrasé par ses contradictions de classe.

Au cours des 60 dernières années, l'islam politique, dans ses principales composantes, a bénéficié et subi le soutien enthousiaste ou modéré des principaux pays atlantiques dans une fonction anticommuniste et anti-panarabe, pour ensuite se retrouver considéré comme l'« ennemi numéro un », l'essence du « terrorisme » moderne... pour ensuite redevenir un interlocuteur « progressiste », comme dans le cas du récent tournant en Syrie, où de terribles « terroristes » deviennent comme par magie des libérateurs « démocratiques » du peuple et de la condition des femmes....

L'islam politique a tenté d'« utiliser » ce soutien « atlantique » et a été écrasé. Il n'y a pas de libération possible quand elle vient de ceux qui ont construit vos chaînes. C'est la leçon dramatique des cycles anticoloniaux précédents, où un fossé existe entre les expériences anticoloniales indépendantes et celles contrôlées par les colonisateurs eux-mêmes.

L'islam politique dans les masses arabo-islamiques en Occident existe et représente dans de nombreux cas une défense de la communauté contre les mécanismes de désintégration de la métropole impérialiste. Dans les prisons,

¹ Les Israéliens n'avaient pas envahi les frontières de la Syrie depuis 1975.

² La crise et la chute de la république syrienne s'expliquent par des raisons internes liées à sa nature de classe, à l'incapacité du régime à se rapprocher des intérêts des masses populaires. Cependant, il serait aveugle de ne pas voir comment ces contradictions ont été utilisées et dirigées par des forces étrangères, les États-Unis, l'UE et Israël, pour déstabiliser un pays qui était non seulement organiquement dans l'Axe de la Résistance mais aussi sous l'influence de la Russie. La Syrie est devenue un autre terrain de compétition mondiale et de la nouvelle guerre impérialiste qui balaie le monde. Nous trouvons donc tragique la position de ceux qui ont prôné la fin du gouvernement syrien en décembre et qui, dans le même temps, ont soutenu la Palestine. La chute de la Syrie a été un coup de poignard dans le dos des peuples palestinien et libanais et représente un nouvel acte de trahison de l'islam politique sunnite et des gouvernements arabes à l'égard de la cause palestinienne.

la « politisation », la rédemption sociale, considère souvent l'Islam et l'Islam politique comme le principal, voire l'unique vecteur de rédemption. Ceux qui crient au scandale, dans les rangs du mouvement communiste, devraient s'interroger, non pas tant sur la politisation du prolétariat extra-légal, mais sur les raisons de l'absence du mouvement communiste...

Le poids de l'Islam politique dans les métropoles occidentales est cependant dépassé par la propagande de guerre faite par les démocraties impérialistes, à la recherche d'un ennemi identifiable, faible et surtout minoritaire au sein de l'ensemble de la société.

Les projets de l'Islam politique, dans les démocraties impérialistes, oscillent entre la recherche d'une stratégie pour faire émerger une bourgeoisie arabo-islamique et lui faire de la place, et la re-proposition d'une approche « tiers-mondiste », qui ne voit dans les démocraties impérialistes qu'un terrain de recrutement et de perturbation.

Les prolétaires arabo-musulmans représentent une grande partie des masses populaires urbanisées dans les métropoles des démocraties impérialistes, une des parties les plus criminalisées.

L'islamophobie qui se foment aujourd'hui est une nouvelle tentative des classes dominantes de semer la peur de l'autre pour mieux imposer sur le plan intérieur des mesures politiques et sociales toujours plus dures touchant tous les prolétaires, autochtones et immigrés, et pour pouvoir, sur le plan extérieur, légitimer la poursuite des agressions impérialistes contre les peuples. Les serviteurs intellectuels et politiques de l'impérialisme ont même inventé des catégories fictives comme l'islamo-gauchisme, pour attaquer la possible conspiration entre les revendications de classe et le marxisme avec les masses populaires musulmanes en Occident. La bataille contre l'islamophobie joue donc un rôle central pour ceux qui s'appuient sur des bases de classe. La fascisation se manifeste par la restriction des libertés et des garanties sociales et politiques, comme l'extension des lois antiterroristes et le recours à l'apologie du terrorisme.

Il est important de contrer l'islamophobie non pas tant d'un point de vue antiraciste générique, mais sur la base de la revendication identitaire et de la lutte des classes, qui doit unir tous les prolétaires, indépendamment de leur origine, de leur religion et de leur culture, en s'opposant à la rhétorique militariste et raciste qui veut justifier la guerre entre les pauvres et la guerre impérialiste. Nous devons affirmer et lutter pour soutenir la résistance des peuples opprimés, qu'elle soit menée par des composantes bourgeoises, comme l'Islam politique dans ses différentes variantes, lorsque celles-ci jouent un rôle véritablement anti-impérialiste.

Afin de renforcer notre pratique de la lutte dans ce sens, la compréhension, en termes dialectiques matérialistes et de classe, ce phénomène nous aide d'une part à rompre avec la culture et la propagande impérialistes, voir toute la rhétorique conspirationniste et l'obsession islamophobe. Et d'autre part à aborder la contradiction entre la ligne de la gauche prolétarienne et révolutionnaire et celle de l'Islam politique, parfois concrètement et principalement anti-impérialiste, mais par nature fondamentalement réactionnaire, étant donné les intérêts de classe dont il est l'expression.

L'Islam politique est l'expression de factions de la bourgeoisie des pays arabes et musulmans qui, en raison de leurs intérêts spécifiques et concrets dans différentes phases historiques, sont plus ou moins en contradiction les uns avec les autres et avec les intérêts et les stratégies des bourgeoisies monopolistes impérialistes, en premier lieu les États-Unis. Se

référer à la religion, élément supra-strict qui relie inévitablement des sociétés divisées en classes, est une façon de se donner une ligne identitaire de masse par rapport au peuple, comme c'est le cas pour les nationalistes de se référer à la patrie.

L'histoire de l'Islam politique est aussi l'histoire des limites de la gauche panarabe et du mouvement communiste dans les pays arabes et islamiques. De son incapacité à se placer à la tête des mouvements anticoloniaux des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au siècle dernier, à son manque d'autonomie politique par rapport au nationalisme arabe et, dans certains cas, à l'Islam politique lui-même, en passant par son extrême faiblesse en tant que mouvement politique organisé.

Marx a déclaré que « la misère religieuse est à la fois l'expression et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, le sentiment d'un monde sans cœur, tout comme elle est l'esprit d'une condition sans esprit. Elle est l'opium du peuple. Éliminer la religion en tant que bonheur illusoire du peuple, c'est exiger son bonheur réel. L'exigence de l'abandon des illusions sur sa condition est l'exigence de l'abandon d'une condition qui a besoin d'illusions » *Pour la critique de la philosophie du droit de Hegel, Introduction* 1844.

Ces expressions, qui font référence à la religion en tant que superstructure, peuvent également être utilisées pour désigner la religion qui devient une politique active, comme dans le cas de l'islamisme.

L'histoire nous apprend que si les communistes veulent poursuivre ce « bonheur réel du peuple », ils ne peuvent se contenter d'affirmer qu'il est illusoire pour les masses de « prendre de l'opium », mais qu'ils doivent le remplacer par la lutte de classe du prolétariat, avec sa capacité à diriger la lutte des masses dans un sens révolutionnaire. C'est vrai ici, « dans l'Occident rationaliste », qui consomme beaucoup d'opium politique et culturel autre que la religion... et là, « dans l'Orient traditionaliste », où les masses cherchent avec force une voie de libération authentique et se placent sous la direction de ceux, comme les islamistes, qui la promettent et sont prêts à tout donner pour elle. En d'autres termes, soit les communistes se libèrent d'abord du « soporifique » et « opportunisme » politique et parviennent à s'imposer face au sédatif du conformisme, de la répression et de la réaction, soit les masses continueront à chercher dans un soi-disant « opium » une cause de libération illusoire, mais légitime en ce qu'elle est concrète. Les damnés de la terre et de la « métropole » n'ont pas le temps, contrairement à la bourgeoisie qui peut évaluer, étudier, attendre...

M.G.

bibliographie

Antitesi, n.2 2016

Le fil rouge, n.4 2018

M. Rodinson, *Islam et capitalisme*

G. De Simone, *Grand Moyen Orient, crises et guerres de la nouvelle phase stratégique*

O. Roy *Le djihad et la mort*

V. Lutsky *Modern History of the Arab Countries*

M. Kadhafi, *Le livre vert*

N. Nghe, *Frantz Fanon et les Problèmes de L'Indépendance*

N. Sidi Moussa *La fabrique du musulman*

S. Bouamama *Discriminations Racistes une Arme de Division Massive*

K. Marx, F. Engels, *Le colonialisme*

V. Lenine, *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme*

V. Lenine, *L'impérialisme*

Mao, *La guerre révolutionnaire*

F.M. Donner, *Muhammad and the Believers: At the Origins of Islam*

S. Mervin *Histoire de l'Islam*

Mahomet, *Le coran*

Nous avons réalisé plusieurs entretiens avec différentes organisations, afin de mettre en évidence l'extrême richesse du mouvement révolutionnaire et sa capacité, même dans une phase défavorable, à trouver des moyens d'intervenir et de se développer. Dans ces entretiens, nous avons essayé de valoriser le parcours et les pratiques organisationnelles, la transmission entre les nouvelles et les anciennes générations, la relation entre le territoire et la classe, etc.

Fuerza Acción Revolucionaria-(Chili)

Interview avec le camarades de Fuerza Acción Revolucionaria de Chile (Force d'action révolutionnaire du Chili)

-Quelles sont les principales contradictions au Chili et comment le prolétariat urbain et les masses populaires se présentent-ils aujourd'hui ?

Pendant la dictature militaire et après le retour à la démocratie bourgeoise, le Chili a subi d'importantes transformations avec la consolidation du capitalisme monopolistique, y compris le développement d'importants conglomérats d'entreprises qui opèrent aujourd'hui comme des monopoles dans différentes industries, telles que la sylviculture. De même, le capital étranger s'est consolidé dans notre pays, principalement en provenance de la Chine et du Canada dans des secteurs stratégiques tels que l'exploitation minière, l'énergie et le secteur financier, ainsi que des investissements en provenance des États-Unis.

En outre, la privatisation de tous les droits sociaux, tels que l'éducation, la santé, la culture et le logement, qui a commencé à la fin des années 1980 et au début des années 1990, s'est accompagnée d'une détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière et d'une baisse soutenue des salaires réels, d'une augmentation du chômage et du travail informel, et d'une augmentation du coût de la vie qui, surtout ces dernières années, a eu un fort impact sur les familles de travailleurs, ce qui a entraîné l'intégration précoce des jeunes dans le monde du travail, ainsi qu'une augmentation de l'emploi féminin, dans des conditions très précaires.

En ce sens, le discours des forces bourgeoises qui ont mené la transition « démocratique », selon lequel un Chili meilleur était à venir, s'est estompé face à la réalité de plus en plus défavorable qui affecte les travailleurs de notre pays, et qui a explosé, après presque deux décennies de hauts et de bas dans les mobilisations de masse, et un discrédit progressif du régime démocratique bourgeois et des partis politiques de la bourgeoisie, dans ce qui a été la situation insurrectionnelle du 18 octobre 2019, plus connue sous le nom de révolte populaire. La révolte populaire était principalement un soulèvement spontané et non organisé des masses populaires, qui a rapidement pris la forme d'un affrontement direct contre les forces répressives et s'est soldé par

l'assassinat de dizaines de personnes, des centaines de cas de mutilation et de torture, et plus de deux mille prisonniers. En même temps, pour miner la situation insurrectionnelle et mettre fin à la crise de gouvernabilité, tous les partis politiques de la bourgeoisie, du parti communiste aux partis les plus réactionnaires, se sont mis d'accord sur une solution pacifique par le biais d'un accord de paix. Il s'agissait de préparer un plébiscite pour mener à bien un processus de changement constitutionnel. Le résultat a été la démobilisation et l'institutionnalisation du conflit, qui s'est terminé par deux processus au cours desquels les deux propositions constitutionnelles ont été rejetées par plébiscite. En même temps, la démoralisation des masses a conduit ces dernières années à un recul organisationnel et idéologique des masses, ce qui fait qu'aujourd'hui les forces populaires sont dans un état de recul total. Cela a permis au gouvernement progressiste de Gabriel Boric, représentant des intérêts de la bourgeoisie, d'avancer dans une offensive institutionnelle, à travers des lois qui accordent plus de pouvoirs aux forces répressives et rendent illégaux des mécanismes historiques de lutte tels que les occupations, ainsi qu'en allouant des ressources significatives aux institutions policières et militaires, tout cela dans le but de se préparer à empêcher de futurs processus de mobilisation populaire. Malgré cela, malgré les efforts déployés par les médias bourgeois et les méthodes de coercition politique promues par l'État pour montrer un régime stable, l'institutionnalité bourgeoise n'a pas structurellement surmonté la perte de légitimité qui a ouvert la voie à la révolte de 2019, et bien que les conditions subjectives soient loin de se développer, les conditions objectives sont évidentes et palpables dans la réalité quotidienne des travailleurs de notre pays.

-Quel est le poids de la dictature de Pinochet dans la société chilienne d'aujourd'hui ?

La dictature bourgeoise a eu un impact sur tous les aspects de la société chilienne jusqu'à aujourd'hui.

En premier lieu, la dictature a mis en place le cadre législatif qui, aujourd'hui encore, constitue l'un des plus grands obstacles à l'organisation des travailleurs. Les mécanismes qui limitent et atomisent leur organisation et leur articulation,

qui restreignent le rôle des organisations syndicales et qui limitent la syndicalisation des travailleurs en raison du risque de licenciement, ont fait que, jusqu'à aujourd'hui, le mouvement syndical est très affaibli et qu'à quelques honorables exceptions près, il n'est qu'un outil bureaucratique ou un simple outil de lutte économique dans les limites étroites imposées par le capital.

D'autre part, il a jeté les bases de la consolidation du grand capital au Chili, par les libertés qu'il a accordées, les avantages juridiques, la vente d'entreprises d'État à des sociétés privées à des prix ridicules, ainsi que la privatisation et l'installation du marché en tant qu'intermédiaire pour l'accès aux biens de base.

En outre, l'impact culturel et idéologique a été très fort, non seulement en raison de l'installation d'une culture basée sur la consommation, l'exotisme, le discours de l'ascension sociale, la compétition et l'accomplissement individuel, mais aussi parce que l'offensive de la dictature contre la classe ouvrière a traversé tous les aspects de sa vie, détruisant non seulement matériellement les forces révolutionnaires et populaires de notre classe, mais les anéantissant également politiquement et idéologiquement. Un coup qui, jusqu'à aujourd'hui, a été très difficile à inverser. En résumé, les fondements sociaux, culturels, économiques et juridiques posés par la dictature sont encore pleinement en vigueur aujourd'hui, mais il est important de souligner qu'ils n'étaient que le reflet des aspirations de la bourgeoisie, puisque la dictature n'était qu'un moyen utilisé pour réaliser sa propre remise en ordre et atteindre ses objectifs.

- Quelle est la situation de la gauche révolutionnaire au Chili aujourd'hui ?

Pour être honnête, les forces révolutionnaires au Chili sont aujourd'hui très rares et se trouvent dans une position marginale par rapport à leur transcendance au sein de la classe ouvrière. La situation critique de ces forces n'est pas un résultat fortuit, mais correspond plutôt à une mauvaise préparation politique, à l'absence de projets révolutionnaires sérieux, à l'absence d'organisations politiques qui se développent comme de véritables détachements de combat, qui ont la discipline, la rigueur et le travail qui nous permettraient de parler de véritables partis ou d'organisations de cadres.

Une grande partie de ce qui a été la gauche révolutionnaire chilienne au cours des dernières décennies a fini par abandonner pour rejoindre les rangs du réformisme ou du progressisme, et dans de nombreux cas, en dehors ou à l'intérieur de ces blocs politiques, une grande partie de ces organisations, même celles qui se situent aujourd'hui en dehors de l'institutionnalité bourgeoise, ont fini par embrasser des positions libérales et post-modernes par peur d'être marginalisées ou tout simplement par opportunisme.

Dans le même ordre d'idées, et en l'absence de clarté, de nombreux militants et organisations ont adopté des positions hésitantes, plaçant leur optimisme dans les processus

menés par la bourgeoisie et ses partis, tels que les plébiscites constitutionnels, ou dans le sophisme typique du moindre mal, qui a conduit de nombreux secteurs à appeler à voter pour le progressisme lors des dernières élections présidentielles. D'autre part, dans certains groupes, il y a un fort mépris pour les masses, agissant en dehors de notre classe et de sa réalité ou, dans de nombreux cas, l'instrumentalisant à leurs propres fins. L'autosatisfaction et l'exaltation de jalons peu ou pas pertinents ont rendu difficile la reconnaissance de la crise endémique que traverse la gauche révolutionnaire, et rendent beaucoup plus difficile la projection d'exercices d'unité dans le pays. Malgré cela, nombreux sont ceux qui déploient des efforts d'articulation stériles pour prétendre surmonter la stagnation structurelle. Dans notre cas, nous avons choisi notre propre voie et la tâche de construire, en assumant nos propres difficultés et limites, mais avec la certitude que la construction d'un parti de combat, avec un développement théorique et politique conforme à notre réalité, cohésif et idéologiquement ferme, composé de véritables cadres révolutionnaires avec discipline et engagement envers les travailleurs, est une tâche qui ne peut pas être reportée.

- Quelle est votre origine ?

Notre organisation est née sous l'effet de deux influences importantes : des camarades issus d'autres expériences politiques antérieures et un secteur composé principalement de jeunes qui ont vécu la construction de cette organisation avec nous comme leur première expérience militante, et qui ont rejoint l'organisation principalement dans le cadre des luttes étudiantes.

Dix ans se sont écoulés depuis nos débuts, avec de grands changements et d'importantes avancées, qui ont été le résultat de notre maturité, mais surtout de l'impact de la révolte populaire et des leçons que nous avons tirées et qui nous ont fait grandir qualitativement.

D'un point de vue historique, nous considérons que l'expérience la plus importante de notre pays est celle du mouvement de la gauche révolutionnaire, dirigé par Miguel Enríquez. Nous reconnaissons ses erreurs et ses différences, mais nous l'intégrons dans notre formation et nous apprécions ses apports, dont nous avons intégré plusieurs dans nos propres conceptions. En même temps, nous nous dissociions totalement de la matrice historique du Parti communiste chilien et des conceptions trotskistes, maoïstes ou stalinienne présentes dans d'autres organisations. Nous reconnaissons que pour le Chili et l'Amérique latine, aujourd'hui plus que jamais, nous devons construire à partir des bases du marxisme-léninisme une théorie politique capable de nous guider sur le chemin de la lutte contre la bourgeoisie et pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Pour cela, nous comprenons la continentalité de la lutte comme un élément fondamental pour le succès de la révolution socialiste, c'est pourquoi nous avons formé La Continental Revolucionaria, avec le Parti Guévariste d'Argentine et la Brigade Révolutionnaire du Mexique.

- Quels sont vos objectifs par rapport au contexte social et politique chilien ?

Comme nous l'avons déjà mentionné, nous caractérisons aujourd'hui le contexte actuel comme un moment d'offensive bourgeoise, de la part du gouvernement progressiste actuel, et de recul organisationnel et idéologique des masses, après la défaite morale et politique de la solution institutionnelle à la révolte populaire.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nos objectifs sont fixés sur la qualification de notre organisation, en vue de la formation d'un Parti révolutionnaire de combat, qui est un défi que nous avons souligné face à notre deuxième congrès.

De même, nous nous sommes fixé comme tâche fondamentale de recomposer les forces des travailleurs, d'élever leur organisation, leur conscience et leur disposition militante, en assumant toujours que cela nécessite le protagonisme des masses et l'exercice d'une véritable démocratie, pour développer l'apprentissage à partir des expériences de lutte des travailleurs eux-mêmes. En plus de ce qui précède, nous considérons comme une tâche centrale de nous préparer à déstabiliser le régime démocratique bourgeois, de frapper ses bases, d'affronter notre ennemi de classe et de créer les conditions pour générer de nouvelles crises politiques et de nouveaux scénarios de lutte dans le cadre de l'essor général de la lutte des classes. L'objectif est de générer une alternative révolutionnaire, mais en même temps, de donner un cours à notre stratégie insurrectionnelle de masse, la voie que nous avons tracée pour mener à bien la révolution socialiste dans notre pays, et qui a pour nord le renversement de la bourgeoisie, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et la construction d'une société socialiste en tant que transition vers le communisme.

- Comment combinez-vous l'objectif de la révolution avec votre travail politique quotidien ? Quelle stratégie utilisez-vous dans le travail de masse : dans les syndicats, les collectifs de quartier, etc.

Notre expérience, en ce sens, a été très précieuse mais très complexe d'un point de vue organique. Pour faire face aux défis du cloisonnement et de la protection de nos camarades, dans le cadre d'une organisation qui assume la guerre révolutionnaire comme un élément inévitable de la lutte des classes, nous avons organisé nos forces en spécialisant notre militantisme dans certaines activités, où nous avons des structures dédiées au travail de masse.

Les camarades qui se consacrent à cette tâche développent leur intervention principalement dans les espaces étudiants, au niveau communautaire (quartiers), et de manière plus précoce, auprès des travailleurs informels. Pour la construction sociale, nous avons ce que nous appelons des Fronts intermédiaires, qui sont des espaces à partir desquels la FAR vise à regrouper sa Force sociale révolutionnaire et à partir desquels elle définit sa ligne politique pour le secteur dans lequel elle intervient ; dans ce cas, nous avons

actuellement la Force révolutionnaire des étudiants, la Force révolutionnaire des peuples et la Force révolutionnaire des travailleurs. À partir de là, nous déployons des espaces locaux de construction qui, dans le cas des villes, ont été liés principalement aux enfants, aux jeunes et aux femmes.

Une expérience de masse importante à souligner, sur laquelle nous travaillons depuis des années, est l'organisation d'enfants La Colmenita, qui est présente dans plusieurs villes (pour plus de détails, vous pouvez accéder à l'Instagram de La Colmenita : La.Colmenita). Notre méthode de construction est ce que nous avons défini comme la pédagogie révolutionnaire, une synthèse entre les postulats de Makarenko et d'autres pédagogues révolutionnaires, avec notre propre expérience politique. La pédagogie révolutionnaire repose sur quatre piliers qui sont déployés comme des outils pour développer le travail de masse : la curiosité, l'expérience, l'exercice de la lutte et la collectivité (nous recommandons la lecture de notre article : Pédagogie révolutionnaire : notre méthode de construction dans le travail de masse). Son application est basée sur la nécessité d'espaces d'organisation de masse qui adoptent la démocratie populaire comme principe fondamental. Il s'agit de démocratie directe, c'est-à-dire d'espaces où les exercices de délibération et de protagonisme sont assumés par les masses, et où notre ligne atteint la légitimité et nous permet d'orienter les masses, dans la mesure où nous sommes capables d'utiliser la pratique sociale politique collective comme forme d'apprentissage et comme moyen de développement de la conscience de classe. Nous comprenons donc que le traitement des contradictions de classe et le développement de la conscience ne sont pas des exercices abstraits ou métaphysiques, mais sont directement liés à la réalité matérielle et sociale dans laquelle nous agissons. C'est pourquoi, bien que nous accordions de l'importance au rôle de l'agitation et de la propagande, nous l'assumons, dans la construction des masses, comme un moyen qui complète le travail de construction réelle dans les espaces organisationnels que nous construisons.

D'autre part, nous parions que les espaces organisationnels de masse, où nous sommes insérés, peuvent devenir des référents et atteindre une légitimité dans les sujets qui ne sont pas organisés, en irradiant à partir d'eux de nouvelles façons de nous relier, de penser et de se penser en tant que classe.



La résistance populaire en Turquie contre les trafiquants et la drogue

Interview avec les camarades du Front Populaire, organisation de la gauche révolutionnaire en Turquie (www.halkinsesitv.net) sur la lutte contre la drogue en Turquie. Il existe des « milices » qui interviennent directement dans les quartiers où le Front populaire est organisé. Sont des groupes organisés de personnes que luttant pour la défense populaire directe des quartiers, en Turquie

-L'urbanisation dans les villes métropolitaines contient de nombreuses contradictions. L'impérialisme entoure les gens de messages réactionnaires. Les drogues, l'alcool, les gangs criminels, la prostitution, etc. sont utilisés pour endormir et rendre passive la masse. Les appels à la sécurité lancés à l'État pour qu'il renforce la police et la répression servent à masquer les liens entre l'État et la police sur le même marché criminel. Le problème de la drogue est certainement l'un des problèmes les plus importants. Comment les milices de quartier combattent-elles ce problème ?

Tout le monde sait que la drogue, la corruption, l'impérialisme empoisonnent les peuples par leur pouvoir de collaboration. Peut-être personne ne sait mieux que les milices de première ligne que la police, qui agit en tant que chien de garde du gouvernement, protège et protège également les trafiquants de drogue (baggers). Car nous avons des martyrs dans la lutte contre la drogue et la corruption. Nous avons perdu 5 martyrs, soit sous les balles de la police, soit sous les balles des gangs parrainés par l'État.

Là où il y a du fascisme, on ne peut pas parler de loi, parce que c'est nous qui avons été abattus et c'est nous qui avons été arrêtés. Les assassins étaient condamnés à la peine de mort, tandis que les révolutionnaires ou les miliciens qui revendiquaient leurs quartiers étaient condamnés à des peines de prison à vie aggravées.

Nos martyrs de la lutte contre la drogue :

Birol Karasu - 06 novembre 2006 - Küçükarmutlu / Istanbul

Birol Karasu est tombé en martyr suite au feu ouvert par les propriétaires du marché sur les membres du Cephe (Front), qui s'étaient rendus sur un marché de la rue Karanfildere dans le quartier de Fatih Sultan Mehmet à Küçükarmutlu, Istanbul, qui est l'une des sources de drogue et de corruption dans la région, afin de les mettre en garde.

Hasan Ferit Gedik - 29 septembre 2013 - Gülsuyu / Istanbul

Le 28 septembre, une marche contre la corruption a été organisée par le Front populaire à Gülsuyu, à Istanbul. Lors de cette action, les gangs ont ouvert le feu sur les membres du Front populaire. Le lendemain, alors que les gangs et les membres du Front populaire protestaient contre l'attaque, les gangs sont arrivés en voiture et ont balayé la foule par derrière avant de s'enfuir. Lors de cette attaque, il a été touché par une balle à la tête, au cou et au dos. Il est décédé à l'hôpital le 30 septembre 2013.

Aujourd'hui, nous appelons nos centres de traitement des drogues et des toxicomanes HFG - Hasan Ferit Gedik.

Kemal Delen - 11 avril 2016 - İkitelli / Istanbul

Dans la soirée du 11 avril 2016, Kemal Delen, membre du Front populaire d'İkitelli, est décédé à l'hôpital avec 6 blessures par balles dans le corps suite à une attaque odieuse d'un gangster crapuleux.

Recep Hasar - 26 mai 2016 - Gazi Mah. / Istanbul

Dans la nuit du vendredi 13 mai 2016, un affrontement a éclaté dans le quartier de Gazi à Istanbul, suite à une dénonciation de la population, lors d'une manifestation organisée par la milice du Front contre une maison où l'on vendait de la drogue.

Recep Hasar, membre de la milice du Front et blessé dans le conflit, a lutté pour sa vie à l'hôpital pendant deux semaines. Le 26 mai au matin, il a été blessé à la jambe.

Il est décédé des suites d'une infection.

İbrahim Devrim Top - 13 septembre 2018 - Küçükarmutlu / Istanbul

Le 13 septembre 2018, İbrahim Devrim Top a été assassiné par les policiers tueurs d'un coup de feu au motif qu'il punissait un trafiquant de drogue dans le district d'Armutlu.

-Comment l'État turc protège-t-il les gangs criminels et attaque-t-il les militants de gauche qui veulent défendre leurs communautés et résister aux mécanismes culturels et sociaux de l'impérialisme ?

L'État emprisonne les révolutionnaires et les milices populaires. Il protège et cache les barons de la drogue du monde entier dans le pays. De nombreux barons de la drogue recherchés par des notices rouges sont apparus en Turquie. Sead Dedeic et les ressortissants néerlandais Marciano Eugene Ruimwijk, Dritan Rexhepi, Eric Schroeder, Mark Douglas Buddle, Rawa Majid, Naci Sharifi Zindashti en font partie. Nombre d'entre eux ont reçu la citoyenneté. Il s'est avéré que certains d'entre eux avaient des politiciens, des bureaucrates et même des ministres dans l'État qu'ils détenaient grâce à des pots-de-vin. Dans le passé, de la drogue, de l'argent et des armes ont été trouvés dans le véhicule dans lequel le député de l'État, la mafia et le chef de la police se trouvaient ensemble.

Aujourd'hui, la situation n'est pas différente, ils sont capables de faire passer de la drogue en Turquie d'un simple geste de la main. Dans le port de Mersin, 258 kilos de cocaïne cachés dans des boîtes de bananes ont été saisis dans un conteneur d'un cargo.

Le 16 septembre 2024 - Nous lisons une nouvelle selon laquelle environ 141,5 kilogrammes de cocaïne ont été saisis sur un navire battant pavillon panaméen en provenance de Colombie dans le port du district de Karadeniz Ereğli à Zonguldak. L'État ne peut ignorer l'entrée de tant de drogues dans le pays.

La milice du Front a toujours inclus la population dans sa lutte contre la drogue et la corruption. Il s'est battu en créant des comités et même des assemblées de quartier. Tracts, écrits,

avertissements, punitions et tous les moyens sont utilisés, jusqu'à la lutte armée (avec des attaques directes contre les maisons des trafiquants de drogue et la destruction de la drogue ndt).

-Le nombre de toxicomanes dans les zones métropolitaines est un phénomène mondial. Quelle est la situation en Turquie ? Existe-t-il des activités d'organisations révolutionnaires de gauche pour lutter contre la toxicomanie et aider ces personnes à se débarrasser de leur dépendance ?

La propagation des drogues en Turquie ne se limite pas aux métropoles. C'est aussi une plaie qui saigne dans les petites villes.

La Turquie étant gouvernée par un impérialisme de type néocolonial, le fascisme, partout où le peuple a tendance à se réveiller et à se révolter, la drogue se multiplie comme un cancer. Les taux de drogue en Turquie sont exprimés en tonnes.

« Le nombre de cannabinoïdes synthétiques saisis en 2023 a augmenté de 88,8 % par rapport à l'année précédente. Sur les 1 994 kg de cannabinoïdes synthétiques, 202 kg ont été saisis sous forme de matières premières. Avec 1 kg de matière première, on obtient des produits allant de 330 kg à 1 tonne.

En 2023, 21 912 kg de méthamphétamine, 13 760 337 morceaux de Captagon, 5 227 853 morceaux d'ecstasy, 2 502 kg de cocaïne, 3 314 kg d'héroïne, 99 294 kg de marijuana et de substances de type skunk, 157 343 758 racines de cannabis, 17 808 426 plants de pavot à sucre ont été saisis en Turquie ».

Selon le professeur Sevil Atasoy, membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants des Nations unies, le nombre de drogues saisies ne couvre que 10 % de ceux qui ne sont pas pris. Dans ce cas, les chiffres réels sont dix fois supérieurs à ces chiffres.

Il n'est pas possible que l'État ne soit pas au courant du commerce de tonnes de drogue dans un pays.

« Le nombre total de demandes de traitement ambulatoire adressées aux seuls centres de traitement en Turquie en 2023 est de 349 393 (les demandes pour dépendance à l'alcool et à la nicotine sont exclues de ce chiffre). 189 384 autres personnes ont fait une demande pour la première fois.

Le nombre d'admissions dans les centres de traitement pour malades hospitalisés est de 16 291. Lors de la deuxième demande, 13 168 personnes ont demandé un traitement pour la première fois. 37,1 % sont dépendants de la méthamphétamine et 28 % sont dépendants de l'héroïne.

En 2023, 300 personnes sont décédées en lien direct avec cette substance. (Turquie 2024 Rapport sur les drogues) »

Même selon ce rapport, il s'avère qu'il y a plus de 200 000 toxicomanes rien qu'en 2023. Il s'agit de chiffres officiels, et les chiffres réels sont bien plus élevés. En effet, la grande majorité des personnes qui consomment des drogues ne se considèrent pas comme des toxicomanes ou ne s'inscrivent pas parce qu'elles pensent qu'elles ne peuvent pas être traitées dans les centres de traitement de l'État.

Nous avons baptisé nos centres de traitement des drogues et des toxicomanes HFG - Hasan Ferit Gedik.

Il n'y a pas d'autre organisation en Turquie que le Front populaire qui mène une lutte efficace contre la drogue et la corruption.

Nous avons ouvert notre centre de traitement des drogues pour la première fois le 14 juillet 2014 dans le district de Gazi, Sarıgazi, Istanbul, sous le nom de Hasan Ferit Gedik Center for

Combating and Liberation Against Drugs (Centre Hasan Ferit Gedik pour la lutte et la libération contre les drogues).

Le 31 août 2016, l'État a détenu et arrêté des patients et des employés lors d'une descente de police au Hasan Ferit Gedik Center for the Fight and Liberation of Drugs.

En Turquie, où nous avons sauvé 400 toxicomanes en deux ans, notre Centre HFG pour la lutte et la libération des drogues a ensuite été transformé en poste de police par le gouvernement fasciste de l'AKP. Aujourd'hui, il protège les trafiquants de drogue.

Nous avons également ouvert des centres de traitement pour les toxicomanes de HFG en dehors de la Turquie.

Le 14 mai 2018, nous avons ouvert le Centre HFG de lutte contre la drogue, l'alcool et le jeu à Duisbourg, en Allemagne.

À Athènes, en Grèce, nous avons officiellement ouvert notre Association internationale Hasan Ferit Gedik pour la lutte contre la toxicomanie le 25 juillet 2024.

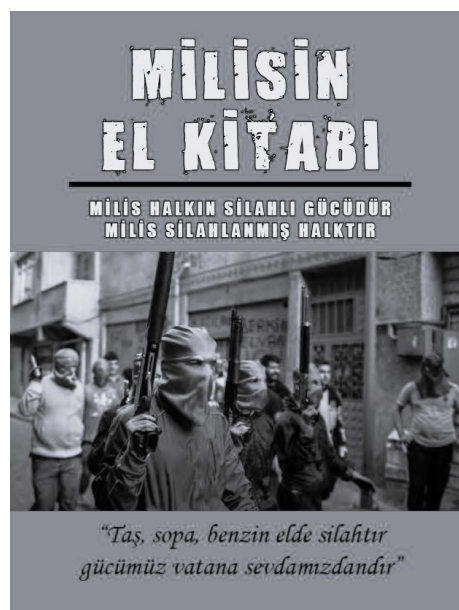
La dépendance n'a rien à voir avec un manque de volonté, une faiblesse morale ou une faiblesse de personnalité. L'addiction n'est pas un problème de volonté, mais une maladie physique du cerveau avec un traitement à long terme

Une personne ne peut pas résoudre la détérioration de son cerveau seule ou uniquement avec le soutien et les efforts de sa famille et de son environnement proche. L'arrêt de la drogue n'est pas possible par la volonté personnelle, mais par le programme et le collectivisme. C'est pourquoi nous ne traitons pas la toxicomanie individuellement, mais par le biais d'un programme, d'un travail et d'une vie organisée.

Nous effectuons le traitement sans médicaments. Tout en sauvant nos patients de la toxicomanie, nous ne les rendons pas dépendants des drogues. Nous traitons la toxicomanie de la même manière.

Notre Centre international Hasan Ferit Gedik pour la lutte contre la toxicomanie est un lieu où cet effort est organisé.

Le traitement n'est que l'aspect sanitaire de la lutte contre les drogues et la toxicomanie. Les autres problèmes engendrés par les drogues et la toxicomanie sont : la corruption économique et culturelle, la prostitution, les gangs, la police, les crimes ordinaires et criminels. La raison de tous ces problèmes est politique. La source du problème est l'impérialisme et ses collaborateurs.



Anti-Imperialist Action (AIA)

Irlande

Anti-Imperialist Action, organisation républicaine socialiste irlandaise (République et territoires occupés), pour la résistance populaire à l'impérialisme britannique, européen et USA. Interview avec un camarade de l'AIA-Irlande.

-Pour commencer, parlez-nous de l'Anti-Imperialist Action.

L'AIA est un groupe républicain socialiste à large assise. Notre activité se concentre sur les questions liées à la libération nationale de l'Irlande. La question nationale n'est toujours pas résolue et nous ne pensons pas qu'elle puisse l'être par le biais d'élections, du réformisme ou d'une collaboration avec l'Angleterre. Pour nous, la question de l'indépendance nationale reste fondamentale pour faire avancer la révolution en Irlande.

-Quel est ton propre parcours politique ?

Je me considère faire partie d'une génération montante de jeunes en Irlande qui constate que le pays ne sert pas leurs intérêts mais plutôt ceux des multinationales et des riches (L'Irlande est un paradis fiscal). En grandissant, j'ai été marqué par l'histoire à l'école. Plus tard, j'ai vécu un basculement historique: celui de la fin de la croyance dans le réformisme. En effet, dans les années 1990, l'idée libérale populaire était que les choses progressivement. On a été témoin de l'élection du premier président américain à la présidence de l'Union européenne et de l'avènement d'une nouvelle ère pour l'Europe. On a été témoin de l'élection du premier président noir des États-Unis, Barack Obama. Pendant un bref instant, on a eu l'impression que les choses allaient s'améliorer. Tout semblait possible. C'est ainsi que je voyais les choses lorsque j'étais enfant. J'avais 12 ans lorsque la crise de 2008 a frappé l'Irlande. Ça m'a marqué. Le pays tout entier s'est effondré. C'est arrivé si soudainement. Mon père a perdu son emploi. Il travaillait dans la construction et tout le secteur s'est écroulé. J'ai commencé mon parcours militant à la fin de l'adolescence, en me demandant ce que le monde avait à offrir et ce que j'allais faire de ma vie. Tout semblait assez misérable. J'étudiais à l'université et j'ai commencé à lire James Connolly et Patrick Pierce, Cela a allumé une flamme en moi. Comme d'autres camarades, je suis d'abord passé par de nombreux autres groupes de gauche, et j'ai pensé qu'ils n'étaient pas sérieux, car ils semblaient uniquement intéressés par l'obtention de sièges aux élections.

-Quelle est l'histoire de l'AIA ?

L'AIA a été créée en 2017 par plusieurs camarades plus âgés, motivés par le fait que le Sinn Féin¹ se soit vendu et n'était plus intéressé par la révolution. Nous avons alors constaté qu'il y avait besoin d'une politique socialiste, radicale, de rue et d'organisations de quartier avec un organisme républicain comme moteur. Nous nous sommes délibérément éloignés de l'électoratisme pour tenter de

construire un véritable mouvement dans les rues et les communautés. Nous avons différentes générations qui ont été impliquées dans le mouvement républicain dès les années 60, la génération du mouvement des droits civiques dans le Nord. Ensuite, il y a la génération qui a été radicalisée par les « Troubles » dans les années 70. Pour les camarades des années 80, le républicanisme semblait sur le déclin. Mais en 1981, il a soudainement connu une résurgence grâce au sacrifice des grévistes de la faim. Cela a porté la lutte jusqu'à la génération actuelle. Nous avons la chance d'avoir un lien aussi fort avec le passé. Il y a toujours eu un mélange d'âge, de générations, de parcours et d'expériences. C'est intéressant parce qu'il y a beaucoup à apprendre, de nombreuses histoires et expériences, que les camarades plus âgés nous transmettent. Et pour les jeunes camarades, je pense que c'est toujours à eux de se battre pour faire avancer les choses et les pousser dans de nouvelles directions, en gardant les choses dynamiques.

-A quoi ressemble la relation intergénérationnelle dans votre organisation ? Y a-t-il un mentorat politique actif ?

En ce qui concerne notre aile jeunesse, des groupes éducatifs et de lecture ont lieu régulièrement, ainsi que des discussions politiques après les réunions de la section pour discuter des actualités. Cela nous permet de parvenir à une sorte de compréhension commune. Nous sommes en mesure de discuter de certaines choses et nous avons une culture interne qui fait que les camarades plus âgés sont très ouverts à l'égard de la jeune génération. Oui, le mentorat est important. Je veux dire que cela se produit organiquement en travaillant ensemble, en discutant, nous apprenons tellement de choses et nous développons nos politiques par le biais de rencontres formelles et informelles. Il y a un énorme respect pour les camarades plus âgés, nous voulons apprendre, nous voulons passer du temps avec eux. Nous ne nous sentons pas confiants dans une décision tant que nous n'en avons pas discuté avec eux. Nous apprécions leur opinion. Nous voulons comprendre. Nous voulons aussi voir les choses de leur point de vue. Vous pouvez lire un livre sur un ancien révolutionnaire, mais avoir une discussion face à face avec lui est complètement différent. Je pense que cela permet d'ancrer cette conviction et cette compréhension chez les camarades.

-Quelles sont les nouvelles questions auxquelles est confronté le mouvement républicain en Irlande aujourd'hui ?

L'immigration est probablement la question la plus difficile de ces dernières années². Mais, évidemment, la

¹parti politique républicain actif en république d'Irlande et en Irlande du Nord. Il s'agit du premier parti politique d'Irlande du Nord depuis les élections législatives nord-irlandaises de 2022.

² L'Irlande est confrontée à une crise aiguë et généralisée du logement depuis plus de huit ans. Bien entendu, cette crise a touché de manière disproportionnée les communautés populaires, en particulier à Dublin, qui constituaient traditionnellement une base de soutien populaire pour le mouvement républicain. L'arrivée massive de migrants ukrainiens (70 000 migrants sont ukrainiens sur les 100 000 qu'accueille l'Irlande) a rendu cette crise encore plus forte et en promettant de construire des centres d'accueil dans les

position des républicains a toujours été que les migrants sont les bienvenus. Auparavant, l'antifascisme était assez simple : les groupes fascistes étaient petits et pouvaient être physiquement confrontés, empêchant ainsi leur organisation. Nous suivons en cela Frank Ryan, le leader républicain socialiste des années 1930, qui disait « pas de liberté d'expression pour les traîtres » lorsqu'il les opposait physiquement dans les rues. Le mouvement antifasciste irlandais a toujours été républicain dans son essence. Mais les choses se sont compliquées lorsque l'extrême droite a pu se mobiliser autour de la question migratoire. Il nous a fallu une période de réflexion et de discussion. C'était alors, formidable d'avoir des camarades plus âgés qui avaient plus de contacts, en particulier avec les personnes plus âgées ou d'âge moyen des quartiers populaires. Ils avaient en effet partagé avec eux des luttes qui remontaient à plusieurs années, comme le mouvement anti-austérité (2008), ou le mouvement anti-drogue (dans les années 80-90). Certaines de ces personnes étaient séduites par le discours réactionnaire autour de l'immigration et on ne pouvait pas simplement sortir et affronter physiquement ces gens, beaucoup d'entre eux étaient des ouvriers, nous devions les isoler des éléments d'extrême droite. Nous sommes alors sortis avec un message très clair qui soulignait le rôle de l'État dans la crise du logement. Parallèlement, la Ligue du logement a été créée pour développer un vaste mouvement de lutte sociale. Beaucoup ont alors rejoint nos rangs car ils ont vu comment le républicanisme s'appliquait en pratique: par la résistance pour ce en quoi nous croyons et la dénonciation de ces formes plus subtiles d'impérialisme que sont les multinationales et les fonds vauvours (qui achètent le parc immobilier pendant une crise du logement).

-Il est donc important de vous engager sur de nouveaux sujets, mais je sais que la tradition est aussi importante dans le mouvement républicain.

Oui, par exemple, une tradition ancienne et très importante dans le mouvement républicain est la commémoration de nos martyrs. Ces commémorations sont l'occasion pour nous de réfléchir à ce pour quoi ils sont morts, et à ce en quoi ils croyaient. Nous nous demandons aussi si nous sommes à la hauteur aujourd'hui, et si nous pouvons être meilleurs. Au début, beaucoup de jeunes camarades ont un peu de mal à suivre. Aller au cimetière et parler des morts leur semble un peu macabre et ils ont du mal à le comprendre dans leur contexte actuel. Et puis quand des camarades plus âgés commencent à parler... surtout des martyrs plus récents qui ont été assassinés dans les années 70, les camarades plus âgés les connaissaient. Ce n'étaient pas seulement des camarades, c'étaient aussi des amis. C'est une expérience très personnelle qui fait prendre conscience de la réalité. Ce n'est plus abstrait. Certains de ces jeunes camarades qui organisent les commémorations aujourd'hui.

-Pensez-vous que ce sens de la tradition et de la discipline révolutionnaire, pour laquelle le mouvement républicain est connu, renforce l'identité politique des jeunes camarades qui ont grandi dans un monde où la gauche semble ne pas avoir de direction claire ?

quartiers populaires de Dublin, le gouvernement a déclenché une « guerre entre les pauvres », provoquant l'amalgame entre crise du logement et arrivée de personnes réfugiées. En conséquence, l'Irlande a assisté pour la première fois de son histoire à la naissance d'un mouvement réactionnaire de masse, encouragé par des agitateurs d'extrême droite.

Oui, les commémorations et le fait d'honorer le passé et de se souvenir aident à instiller un sens de l'identité, dans un sens, les croyances révolutionnaires sont liées à l'identité individuelle. Ce que tous les révolutionnaires devraient avoir, mais la proximité de ce passé pour nous, en Irlande, par rapport à la plupart des pays occidentaux, nous donne le privilège d'avoir un lien vivant avec ce passé. En ce qui concerne la discipline, les gens nous voient : prendre les devants, être organisés, passer à l'action et subir les conséquences si nous sommes arrêtés, avoir la bonne ligne politique sur les choses... et tout cela demande de la discipline et de l'organisation pour être fait efficacement.

-Les répercussions du Brexit, l'évolution de la démographie dans le Nord et la normalisation du Sinn Féin sont des signes qui montrent que l'Irlande se rapproche d'une Irlande unie. Penses-tu que tu verras l'unification de ton vivant ?

Absolument. Mais par des moyens révolutionnaires. Elle ne se fera pas grâce à la bonne volonté de l'Angleterre. Elle ne nous a jamais fait la moindre concession. L'occupation du Nord est trop fondamentale pour l'OTAN, pour l'impérialisme britannique, surtout aujourd'hui avec le spectre d'une nouvelle guerre mondiale avec la Russie et la Chine.

-Alors que l'Irlande devient de plus en plus multiculturelle, comment cela affecte-t-il l'identité nationale sur laquelle se fonde le mouvement républicain ?

C'est une complexité qui doit être étudiée. Comment organiser ces communautés qui sont les plus opprimées ? Les travailleurs d'Europe de l'Est et du Brésil sont très mal traités. Nous devons lutter contre le racisme et unir nos efforts avec eux pour construire un mouvement dans ce pays. En ce qui concerne la révolution, je suis souvent surpris que les immigrés la ressentent et la comprennent de manière beaucoup plus pertinente et ferme. Nous sommes solidaires des guerres populaires en Inde et aux Philippines, ainsi que des luttes libanaises et palestiniennes et de différents mouvements en Turquie, partout dans le monde, et c'est donc une façon d'essayer d'atteindre les groupes de la diaspora ici, et de faire de l'internationalisme une partie de la lutte dans le pays. Mais il reste encore beaucoup de travail à faire. Il y a toujours une tonne de travail à faire...



Le rôle de l'impérialisme allemand et la nouvelle génération

interview avec Kommunistischer Aufbau (Allemagne)

-Pour commencer, pouvez vous faire une brève présentation de votre organisation et de vos principales positions?

Notre organisation a été fondée en 2014 et se considère comme une organisation de développement pour un parti communiste dans la tradition de l'anti-révisionnisme révolutionnaire. Nous sommes donc conscients que nous ne répondons pas encore aux exigences d'un tel parti, mais nous souhaitons contribuer à son développement.

La décision de fonder une nouvelle organisation sous cette forme était basée sur notre évaluation du mouvement communiste en Allemagne à l'époque, qui, malgré certains développements positifs survenus depuis, caractérise encore sa situation actuelle.

Après l'effondrement de diverses tentatives de construction de grandes organisations communistes dans les années 1970, une évolution de plusieurs décennies de désintégration et de décomposition idéologique a commencé dans le mouvement communiste, qui a été encore accélérée par l'effondrement des régimes révisionnistes autour de 1990.

Aujourd'hui encore, le mouvement communiste dans notre pays est principalement réduit à l'état de cercles. De nombreuses expériences correctes des bolcheviks, de l'Internationale communiste et d'autres mouvements révolutionnaires et communistes ont été abandonnées, mais dans d'autres aspects, le mouvement reste bloqué dans des disputes purement théoriques, menées de manière extrêmement dogmatique.

À notre avis, une révolution en Allemagne ne saurait réussir sans s'appuyer positivement sur les traditions les plus importantes du mouvement communiste mondial, comme la combinaison de formes de lutte illégales et légales, la formation organisée de cadres et de révolutionnaires professionnels, ainsi que l'enracinement profond et diversifié dans les masses.

Cependant, nous sommes conscients que la réalité matérielle évolue constamment et que nous devons constamment appliquer et développer le marxisme-léninisme de manière créative afin qu'il reste un instrument adapté pour analyser et changer le monde.

Depuis sa fondation, notre organisation a poursuivi l'approche selon laquelle une reconstruction de notre mouvement ne peut pas être réalisée uniquement sur le champ de bataille théorique, mais que des étapes de réalité pratique doivent être entreprises dès le début.

Afin de pouvoir intervenir dans les luttes de classe (bien que pour la plupart faiblement développées) en Allemagne et d'établir une connexion durable avec les sections les plus larges de la classe ouvrière, notre organisation a donc progressivement formé un large réseau d'organisations de masse, complété par un journal de masse socialiste publié en ligne et en version imprimée, ainsi que par diverses offres médiatiques pour communiquer la théorie communiste.

Notre organisation a une particularité qui mérite d'être mentionnée : en plus d'une organisation de jeunesse communiste, elle a également fondé une organisation de femmes communistes lors de son 2e congrès. Cependant, celle-ci diffère de l'organisation de jeunesse dans son mode de fonctionnement. Elle est composée de toutes les membres

féminines de l'organisation, mène la lutte contre le patriarcat dans ses propres rangs et dans la société, et joue un rôle particulier dans le développement des camarades féminines en tant que cadres.

-Quel nouveau rôle politique international l'Allemagne joue-t-elle ? Quelles sont les principales lignes des factions de la bourgeoisie impérialiste allemande ?

L'Allemagne reste l'un des prédateurs impérialistes les plus puissants au monde. Parmi les grandes puissances impérialistes, seuls les États-Unis et la Chine lui sont clairement supérieurs à tous égards (économiquement, politiquement, militairement).

Depuis la Seconde Guerre mondiale et la défaite du fascisme allemand, l'impérialisme allemand s'est vu refuser certaines positions de pouvoir politique et de moyens militaires par ses concurrents (par exemple, un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, des armes nucléaires), mais en même temps, les Alliés occidentaux, en particulier les États-Unis, se sont alliés à la bourgeoisie allemande après la Seconde Guerre mondiale.

Petit à petit, l'impérialisme allemand a pu se renforcer économiquement et, avec l'annexion de la RDA en 1990 au plus tard, est devenu sans aucun doute la puissance économique la plus forte de l'Union européenne, et depuis lors, il a également souligné à plusieurs reprises sa prétention au leadership politique, pour lequel il rivalise surtout avec l'impérialisme français.

L'économie capitaliste allemande a pu, en particulier au cours des 15 premières années de ce siècle, se renforcer de manière significative. Surtout dans la grave crise économique traversée depuis 2008, l'impérialisme allemand a pu subordonner plus directement de petits pays capitalistes européens comme la Grèce et une grande partie de l'Europe de l'Est grâce à l'augmentation des exportations de capitaux et à l'intégration dans l'Union européenne.

Néanmoins, la coopération avec les plus grands concurrents des États-Unis, la Chine et la Russie, a joué un certain rôle dans cette phase pour l'économie allemande, très axée sur les exportations. La construction d'une connexion directe par pipeline de la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique (Nord Stream 2), poussée pendant de nombreuses années, est symbolique de cela. Un projet que les États-Unis ont toujours critiqué et qui a été détruit par des forces spéciales ukrainiennes peu après le début de l'invasion impérialiste russe de l'Ukraine en février 2022.

Cela montre clairement que le "modèle de réussite" allemand de longue date consistant à se lier politiquement et militairement à l'OTAN, et surtout aux États-Unis, tout en cherchant une coopération économique avec toutes sortes d'acteurs impérialistes, atteint de plus en plus ses limites, car les contradictions inter-impérialistes s'intensifient rapidement. En ce qui concerne l'orientation fondamentale de la politique étrangère de l'Allemagne, il existe actuellement peu d'alternatives fondamentales à la poursuite de l'alliance avec les États-Unis. Certaines parties du mouvement néo-fasciste en particulier formulent des contre-concepts (comme une alliance avec la Russie et une rupture avec les États-Unis). Jusqu'à présent, ils restent purement théoriques.

D'un autre côté, l'impérialisme allemand n'est pas simplement un appendice des États-Unis, comme cela est devenu clair à plusieurs reprises au cours des dernières décennies à des moments clés, comme la construction du pipeline Nord Stream 2 mentionné précédemment ou le refus de participer directement à la deuxième guerre en Irak. Ces décisions n'ont pas toujours été prises par le même parti bourgeois, mais par des gouvernements de compositions différentes.

Cependant, si nous considérons les discussions entre les politiciens bourgeois comme une certaine expression des contradictions internes au sein de la bourgeoisie, alors, en ce moment, en termes de politique étrangère, nous pouvons surtout sentir un conflit sur la question de savoir à quel point l'impérialisme allemand devrait intervenir de manière agressive dans le conflit qui s'intensifie entre tous les impérialistes.

Par exemple, le chancelier SPD Scholz, dont la coalition vient de s'effondrer en novembre, essaie de se positionner pour la prochaine campagne électorale du Bundestag en se mettant en scène comme un "chancelier de la paix" qui pousse à un gel de la guerre en Ukraine et, même face à une pression massive, refuse d'armer l'Ukraine avec certains missiles de croisière produits par l'industrie allemande de l'armement. À notre avis, cependant, il ne s'agit pas d'un conflit entre une section belliciste et une section pacifique de la bourgeoisie. Il s'agit plutôt d'une expression de la contradiction objective selon laquelle l'impérialisme allemand est économiquement fort et politiquement influent, mais ne se sent pas prêt pour une guerre majeure, en particulier en ce qui concerne l'état de son armée et l'état d'esprit dans le pays.

L'impérialisme allemand doit surmonter cette divergence entre les forces relatives et les faiblesses relatives dans la phase préparatoire d'une Troisième Guerre mondiale s'il ne veut pas perdre de manière permanente et massive son influence dans le système impérialiste mondial.

Les politiciens bourgeois s'accordent à dire qu'ils veulent rendre l'Allemagne apte à la guerre, mais il existe certaines contradictions sur la rapidité et les tactiques avec lesquelles cet objectif peut être atteint.

-Les politiques de guerre se transforment-elles également en économie de guerre, y a-t-il une nouvelle course aux armements en Allemagne ?

Nous pouvons voir une intensification claire des préparatifs de guerre à différents niveaux. Cependant, nous ne pensons pas qu'il soit approprié de dire que le saut qualitatif vers une économie de guerre a déjà été fait.

Cette distinction est particulièrement importante pour ne pas sous-estimer les capacités de l'impérialisme allemand en ce qui concerne une guerre à venir. Bien que les plaintes permanentes des stratèges impérialistes concernant un manque de capacités militaires soient justifiées de leur point de vue, nous supposons que, comme dans les guerres capitalistes précédentes, la force économique peut être relativement facilement convertie en force militaire en temps de guerre.

Nous devons également prendre en compte de manière fondamentale que les plaintes concernant l'équipement obsolète et le manque supposé d'armement de la part des apologistes impérialistes représentent la propagande de l'ennemi de classe. Elles ont surtout une fonction introspective consistant à imposer politiquement un réarmement plus rapide face à la résistance. Cela s'applique également aux rapports sur les échecs et les incidents dans les forces armées allemandes, comme des fusils d'assaut qui dévient ou des hélicoptères cassés.

Malgré ces occurrences, l'impérialisme allemand est déjà l'un des pays les plus puissants militairement au monde. En particulier, il peut probablement compter sur la plus grande puissance de feu en Europe en termes de forces terrestres. En même temps, il présente des déficits massifs dans d'autres domaines, particulièrement stratégiques, comme l'armement nucléaire, la reconnaissance par satellite et les capacités spatiales en général, par rapport à des puissances impérialistes similaires comme la France. Cela entraîne une dépendance particulière envers les alliés au niveau militaire.

Même si la presse allemande est pleine de plaintes selon lesquelles le réarmement ne se fait pas assez rapidement, il est évident que l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a été utilisée comme une opportunité pour l'accélérer massivement. Le "Zeitenwende" (tournant) annoncé par le chancelier fédéral sortant Olaf Scholz a été soutenu par des prêts spéciaux de 100 milliards d'euros et la garantie que l'Allemagne investirait au moins 2 % de son PIB à des fins militaires chaque année à partir de maintenant. Cette promesse a depuis été tenue.

Au début de 2025, environ trois ans plus tard, la campagne électorale précédant les prochaines élections générales sera menée, entre autres, sur la base de divers partis bourgeois essayant de se surpasser en termes d'objectifs de réarmement. En particulier, l'appel du candidat principal de l'ancien "parti de la paix", les Verts, pour 300 milliards d'euros supplémentaires et des investissements annuels futurs s'élevant à 3,5 % du PIB, est un signal d'alarme et montre clairement que nous ne sommes pas seulement confrontés à un réarmement massif, mais qu'il s'accélère également.

On peut voir un exemple du développement des efforts d'armement allemands dans l'évolution des affaires du grand monopole allemand de l'armement Rheinmetall, la société qui produit les chars Leopard II utilisés en Ukraine et par la Turquie au Kurdistan, entre autres. L'entreprise bénéficie massivement des efforts de réarmement de l'Allemagne et se développe donc complètement à contre-courant de l'économie allemande en crise.

Dès le début, le PDG de l'entreprise a publiquement exprimé l'attente que son entreprise bénéficierait considérablement du fonds spécial de 100 milliards d'euros pour l'armement des forces armées allemandes. Depuis lors, Rheinmetall a construit plusieurs nouvelles usines d'armement en Allemagne et acquis de plus petites entreprises d'armement en Espagne et aux États-Unis. Une usine de chars pour un char de combat principal moderne (Panther) est également en construction en Hongrie.

En plus de l'industrie de l'armement au sens strict, il y a deux autres niveaux à considérer en ce qui concerne les préparatifs de guerre. Premièrement, les changements politiques et structurels, et deuxièmement, la préparation idéologique de la société à une guerre majeure, ces deux aspects s'influençant mutuellement.

Le service militaire obligatoire en Allemagne a été suspendu en 2011 afin de transformer la Bundeswehr en une armée professionnelle, semblable à d'autres pays européens. Aujourd'hui, cette étape est évaluée comme une erreur par tous les grands partis bourgeois et des efforts graduels sont faits pour l'inverser. De même, la vague d'indignation suite à l'invasion russe de l'Ukraine a été utilisée pour mobiliser des franges de la population dans la réserve de la Bundeswehr.

Cependant, ces mesures sont quelque peu en contradiction avec le niveau élevé de scepticisme de la population allemande envers le déploiement de sa propre armée en guerre. Selon les enquêtes, les jeunes en particulier, qui seraient directement affectés par une telle mesure, sont

majoritairement opposés à la réintroduction du service militaire obligatoire.

Il est important de souligner ici que ce rejet des missions de guerre n'est que partiellement dû à une évaluation politiquement consciente de l'histoire allemande et des dernières guerres mondiales ; pour la plupart, il est probablement basé sur un désir de plus en plus utopique de "business as usual".

Transformer le scepticisme pacifiste envers une partie des efforts de réarmement en un mouvement de masse antimilitariste est donc une tâche qui reste à accomplir pour les communistes et les révolutionnaires en Allemagne.

Les propagandistes et politiciens bourgeois, quant à eux, ont reconnu que la réticence généralisée à combattre et à mourir en guerre est un problème stratégique face à une escalade de plus en plus probable des contradictions impérialistes.

Ces dernières années, leur réponse à cela a consisté en un mélange de déclarations claires et d'apaisement. Le ministre de la Défense du SPD en particulier s'est distingué en proclamant progressivement et de manière plus agressive le concept de "préparation à la guerre" comme un objectif national ces dernières années, pour ensuite réaffirmer un peu plus tard qu'il s'agissait d'une mesure purement défensive.

Politiquement parlant, les couches les plus favorisées de la classe ouvrière peuvent encore être considérées comme une force sociale significative. En particulier, elles représentent la base traditionnelle de la social-démocratie traditionnelle (SPD) et des grands syndicats industriels.

Cependant, le capitalisme allemand traverse une crise économique grave depuis des années. Il est actuellement prévu que l'économie se contractera pour la troisième année consécutive en 2025. La crise s'est accompagnée d'une flambée des prix des biens de consommation sans précédent en Allemagne depuis des décennies. Entre-temps, le taux d'inflation annuel en 2023 a atteint près de 10 %, tandis que les augmentations salariales n'ont pas suivi le rythme. En conséquence, presque toute la classe ouvrière a subi des baisses significatives de salaire réel ces dernières années.

Cependant, ces attaques ne suffisent manifestement pas pour le camp du capital. La gravité de la crise est particulièrement évidente dans le fait que de nombreuses grandes entreprises prévoient ou menacent de procéder à des licenciements en 2025. La nouveauté, c'est que les travailleurs de base mentionnés précédemment, c'est-à-dire les segments les plus privilégiés de la classe ouvrière, sont également directement visés. Exemple frappant, celui de Volkswagen, la plus grande entreprise automobile allemande, qui menace de fermer des usines pour imposer des réductions massives de salaires à sa propre main-d'œuvre.

Cependant, comme les syndicats dirigés par la social-démocratie jouent, comme on pouvait s'y attendre, leur partition de co-gestionnaires, il n'est pas certain que cela entraînera une résistance immédiate.

Pour le moment, on ne peut donc que constater que les franges achetées de la classe ouvrière constituent un facteur de stabilisation important pour le camp du capital, mais que l'intensification des contradictions impérialistes réduit apparemment le budget à partir duquel ces concessions sont payées.

-La gauche parlementaire allemande est profondément fragmentée. Nous assistons à l'émergence de nouvelles formations, comme dans le cas du parti de Sahra Wagenknecht, qui cherche une voie populiste de gauche, centrée sur un « protectionnisme économique » entrant inévitablement en conflit avec la figure actuelle du travailleur multinational.. Quelle est votre évaluation ?

Nous pensons même qu'il faut le formuler plus clairement : la gauche parlementaire allemande, représentée par le parti DIE LINKE au cours des deux dernières décennies, est en train de se désintégrer. Elle est progressivement pulvérisée face aux préparatifs de guerre et à la crise capitaliste. Nous considérons clairement ce parti comme une force sociale-démocrate, même s'il a parfois défendu des positions plus à gauche que la social-démocratie traditionnelle (SPD) en Allemagne. Cependant, un dépassement révolutionnaire du système capitaliste n'a jamais figuré dans le programme de ce parti depuis sa fondation.

Comme nous venons de l'expliquer, le capital est manifestement de moins en moins disposé à acheter la paix sociale en Allemagne en accordant à des parties de la classe ouvrière une part des profits impérialistes grâce à des concessions généreuses. En conséquence, la base économique d'une politique sociale-démocrate traditionnellement réussie s'effrite de plus en plus.

Sahra Wagenknecht était l'une des politiciennes les plus populaires parmi les sympathisants du parti. Après des années de conflits au sein de DIE LINKE, elle a finalement décidé de quitter le groupe parlementaire du parti au Bundestag (parlement national allemand) avec des alliés politiques, scindant ainsi le parti.

Le nom de son nouveau parti, 'Bündnis Sahra Wagenknecht', souligne à quel point le projet est centré sur sa figure politique, ce qui remet certainement en question la stabilité du parti.

Politiquement, le parti représente un mélange de revendications sociales-démocrates, d'illusions utopiques-réactionnaires d'un retour au capitalisme d'avant la mondialisation et de racisme, contrairement à DIE LINKE.

Avec ces politiques, le parti de Sarah Wagenknecht obtient actuellement des résultats électoraux nettement meilleurs que son ancien parti, qui, de son côté, risque de ne pas dépasser le seuil des 5 % pour entrer au Bundestag allemand.

Nous ne pensons pas que ce processus de décomposition des divers partis sociaux-démocrates et sociaux-chauvins bourgeois ait encore atteint son terme. À long terme, cependant, tout indique que DIE LINKE et l'alliance Sahra Wagenknecht ne pourront pas coexister dans le paysage parlementaire.

Malgré la politique raciste anti-migration du gouvernement allemand actuel ou la démagogie raciste encore plus dure du parti fasciste AfD, il reste clair que l'impérialisme allemand ne pourra pas atteindre ses objectifs sans un afflux supplémentaire de travailleurs migrants.

Le ton raciste de plus en plus agressif dans lequel la campagne électorale est menée vise principalement à créer l'atmosphère sociale nécessaire pour promouvoir la militarisation à la fois interne et externe et justifier une politique migratoire qui sert de plus en plus directement l'appétit de main-d'œuvre de l'économie allemande.

Cela signifie avant tout d'accorder un statut légal à une main-d'œuvre hautement qualifiée, tout en criminalisant les migrants moins éduqués et en les poussant ainsi vers les conditions de travail les plus précaires.

-La guerre en Ukraine et ensuite la guerre en Palestine ont profondément divisé la gauche alternative et la gauche révolutionnaire elle-même. Cela a créé un fossé entre ceux qui sont anti-impérialistes et ceux qui défendent, depuis la « gauche », les valeurs de l'atlantisme occidental. En France, les secteurs anti-impérialistes ont été profondément attaqués, les manifestations pour la Palestine ont initialement été interdites, mais les mobilisations de masse ont rendu impossible pour le

gouvernement français de maintenir les restrictions. Quelle est la situation en Allemagne ?

En ce qui concerne les développements en Allemagne, nous pouvons également confirmer que non seulement l'ensemble du paysage des partis bourgeois a considérablement basculé à droite en lien avec la guerre en Ukraine et en Palestine, mais aussi une grande partie de la gauche « non parlementaire » ou du mouvement alternatif.

Dans les deux cas, le phénomène s'est répété : une grande partie du mouvement pour la paix, du mouvement écologiste et du mouvement antifasciste au sens large n'a pas réussi à affirmer un point de vue politique indépendant face à la propagande massive de l'État et à une véritable chasse aux opinions dissidentes orchestrée par les médias.

Au lieu de cela, une grande partie de ces mouvements est passée, avec plus ou moins de confiance, au point de vue de l'impérialisme allemand sur ces deux questions. Après l'invasion de l'Ukraine, nous avons surtout observé que de grandes « manifestations anti-guerre » étaient organisées sous la direction des partis au pouvoir, qui se sont en fait transformées en événements exigeant des livraisons d'armes à l'Ukraine.

Non seulement des pans entiers des forces parlementaires de gauche ont rapidement rejoint la demande de livraisons d'armes à l'Ukraine, mais aussi certains groupes anarchistes allemands.

On a également assisté à une réaction quantitativement et qualitativement beaucoup moins significative à la guerre en Ukraine, venue des vestiges de la bureaucratie de la RDA et des organisations communistes révisionnistes. Pour ceux-ci, l'invasion de l'Ukraine a parfois été ouvertement défendue comme un acte antifasciste ou même anti-impérialiste.

Dans l'ensemble, peu d'organisations ont réussi à adopter ce que nous considérons comme le seul point de vue internationaliste correct dès le départ en février 2022, en se distançant à la fois de l'impérialisme russe et des puissances de l'OTAN. Cependant, nous ne dirions pas que le mouvement révolutionnaire lui-même a été divisé par ce processus, mais plutôt que ce développement politique, entre autres, a rendu plus claire la ligne de démarcation entre les internationalistes révolutionnaires et les réformistes.

Après les actions commandos du 7 octobre 2023, le gouvernement allemand a rapidement déclaré sa solidarité inconditionnelle avec Israël, tandis que les manifestations pro-palestiniennes ont été massivement criminalisées à partir du 7 octobre. L'approche de l'État paraît similaire à celle de la France à bien des égards. Et nous avons également l'impression que l'approche des pays de l'UE sur cette question repose sur des principes similaires. Par exemple, la criminalisation du slogan « De la rivière à la mer - la Palestine sera libre ! » et les nombreuses interdictions de manifestations.

L'extermination industrielle d'environ six millions de Juifs pendant l'Holocauste est certainement une particularité allemande qui joue encore un rôle spécifique dans l'arène politique concernant la Palestine aujourd'hui. Depuis près d'un an et demi, la responsabilité historique du peuple allemand pour ce massacre est utilisée de manière démagogique mais habile par ceux au pouvoir pour justifier chaque crime commis par l'État israélien, aussi inhumain soit-il.

Cependant, malgré tous les reportages biaisés, les nouvelles des massacres israéliens à Gaza atteignent de plus en plus la population allemande, et la contradiction entre la propagande gouvernementale et le sens de la justice de la population s'est accrue avec chaque mois de guerre.

Malgré les mesures répressives souvent arbitraires contre les personnes qui partagent une image de solidarité avec la

Palestine sur Instagram, par exemple, un degré plus ou moins grand de continuité est resté dans le mouvement de solidarité avec la Palestine jusqu'à l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas.

Ainsi, ici aussi, ce n'est pas le mouvement révolutionnaire lui-même qui a été divisé, mais plutôt les sentiments de culpabilité historiquement justifiés de nombreuses personnes réformistes mais fondamentalement progressistes ont été délibérément exploités pour isoler les organisations révolutionnaires et anti-impérialistes ; par exemple, en leur refusant l'accès aux espaces publics ou en les excluant des larges alliances politiques si elles ne se distançant pas « suffisamment » de la résistance palestinienne.

-Y a-t-il une nouvelle génération de militants et d'activistes en Allemagne, et quel rôle peut jouer la gauche révolutionnaire ?

Lorsqu'on caractérise le mouvement communiste en Allemagne, la première chose à souligner est certainement sa faiblesse. Après l'interdiction du KPD en 1956, le mouvement révolutionnaire après 1968 a également connu un certain essor en Allemagne, et un certain nombre d'organisations maoïstes, marxistes-léninistes ou guévaristes ont été fondées.

Cependant, par un savant mélange de répression et d'intégration, l'État et le capital ont réussi à détruire presque toutes ces organisations ou à les pousser à l'irrélevance. Seuls le DKP révisionniste et le MLPD sont des forces pertinentes en termes de taille qui ont survécu à cette phase.

Essentiellement, le mouvement communiste aujourd'hui est caractérisé par la fragmentation et une nouvelle phase de stagnation. Cependant, nous pouvons également voir que notre organisation elle-même fait partie d'une certaine tendance opposée. Aux environs de la grande crise économique de 2007/2008, nous avons vu émerger toute une série de petites à moyennes organisations qui se tournent à nouveau vers le communisme et le marxisme-léninisme.

Beaucoup de ces structures n'existent que pendant quelques années et à un niveau purement local avant de se désintégrer à nouveau. Même s'il existe des différences idéologiques et politiques entre nos organisations, nous considérons comme une tendance très positive que, en plus de notre organisation, plusieurs autres organisations aient réussi à dépasser le cadre purement local de leur travail et à se regrouper en structures supra-régionales.

Le mouvement révolutionnaire et communiste dans son ensemble ne peut que bénéficier s'il réussit à développer une pratique révolutionnaire commune et des discussions théoriques vivantes au-delà des frontières organisationnelles.

Dans cet esprit, merci de nous avoir donné l'occasion de partager notre analyse et nos points de vue à cette occasion !

Nos salutations révolutionnaires les plus chaleureuses à votre public !



Classe Contre Classe

(Belgique)

*-Quelles sont les bases programmatiques de votre collectif ?
Et quelles formes d'organisation utilisez-vous ?*

Notre collectif ne propose pas de "programme révolutionnaire", sinon le fait de valoriser l'unité de la classe dans sa composition diverse et son éclatement, de valoriser l'importance de l'antagonisme des rapports sociaux et la nécessité de s'organiser. Pour bien se faire comprendre : notre objectif final est le communisme, une société sans classe et sans État, où l'humanité et la biosphère seraient finalement libérées de tout rapport d'exploitation, de prédation et de domination. La réalisation de cet objectif concret exige le renversement de l'état bourgeois, et l'émergence des formes d'organisation et de conscience sociale permettant l'établissement de la société nouvelle.

Notre rapport à l'organisation sous-tend une relation à la stratégie révolutionnaire. La plupart de nos militant·e·s ont déjà participé à des luttes ou fait partie d'autres collectifs et ont une certaine expérience avant de rejoindre Classe contre classe. Nous pensons que trop d'énergie et de temps ont été consacrés à des formes de militance qui confinent à l'activisme. Nous réfléchissons à placer nos forces là où notre impact sera le plus important plutôt que de les disperser à l'arrière ou à l'avant de chaque protestation qui vient s'ajouter à l'agenda. Dans la pratique, nous tentons de "prioriser" à partir de différents critères; par exemple si c'est sur notre territoire. Une des spécificités de la Belgique est l'hypertrophie de ses organes de cooptation. L'État verrouille les possibilités révolutionnaires en perfluant les structures autonomes d'argent public pour mieux les transformer en relais indirects de son contrôle.

Cette situation de brouillard de guerre permanent nous pousse à promouvoir une ligne claire de l'autonomie vis-à-vis de toute institution étatique ou para-étatique. Notre organisation vise à mener des attaques tactiques et physiques contre le système en place. Nous entretenons un rapport présent à l'antagonisme, nous n'attendons pas une étape hypothétique d'un programme avant de le mettre en pratique, nous tentons de nous organiser comme une force de combat et non comme un milieu alternatif.

-Sur quels secteurs (social, territorial, politique, culturelle, etc.) avez-vous décidé d'intervenir ?

Nous avons décidé de nous centrer stratégiquement sur un axe territorial plutôt que sur un axe d'entreprise. Nous partons du constat que notre classe s'est atomisée, notamment sur le plan socio-économique avec la disparition des grandes concentrations ouvrières, particulièrement à Bruxelles, où l'axe territorial nous semble le plus pertinent pour avoir un effet au sein de la classe. Le territoire que nous

investissons se définit par sa composition populaire, mais également par son histoire et son identité progressiste. Nous ne cherchons pas à y faire de l'action sociale ; nous n'avons ni l'intention, ni les moyens, d'entrer en concurrence avec l'armada d'associations palliatives et d'occupations temporaires subventionnées actives sur celui-ci. Nous sommes dans le pays de la concertation sociale où les mouvements de masse sont rares et extrêmement pacifiés et où les mobilisations syndicales sont chorégraphiées par les directions, jusqu'au nombre de casquettes qui défilent lors du trajet habituel gare du nord-gare du midi. Les syndicats en Belgique se sont transformés peu à peu en organes de cogestion des entreprises et de services pour les affilié·e·s (paiement des allocations, etc).

Cette dynamique leur a permis de maintenir un très haut taux de syndicalisation mais au dépens de leur potentiel antagonique, ces affiliations ne s'appuyant pas sur une conscience de classe mais d'avantage sur une obligation pratique. De représentants des intérêts de la classe dans le système, ils sont devenus les représentants du système dans la classe, leur intégration au pouvoir et leur corruption idéologique les rendent irrécupérables. À partir de ces analyses, nous concentrons nos efforts sur un territoire délimité avec une action idéologico-politique plutôt que syndicale ou sociale. Le processus d'accumulation des forces n'est pas mécanique. Celles et ceux qui ont intérêt à la révolution se renforcent à travers la pratique de l'antagonisme, et par celle-ci, se renforce la conscience de classe et la capacité d'organisation collective.

-Le « 1900 » du mouvement communiste, avec ses victoires, ses défaites et ses riches expérimentations est terminé depuis plusieurs années, quel poids accordez-vous dans votre action à l'identité historico-politique ? Que pensez-vous de la « transmission » politique révolutionnaire entre les différentes générations ?

Classe contre classe s'est formé dans le sillage du Secours Rouge Belgique qui lui même est né dans les années 2000 pour combler le fossé entre deux générations ; celle des luttes, parfois armées, des années 60, 70 et 80, et celle désenchantée des années 90, qui avait évolué dans un contexte de reflux idéologique. Alors que le Secours Rouge se concentre principalement sur la dialectique répression/révolution, la défense des projets révolutionnaires et la solidarité internationale, nous avons voulu étendre nos domaines d'intervention politique ; mais la transmission de la mémoire des luttes fait toujours partie de notre matrice.

Nous rejetons une vision historiciste où notre histoire serait comme une continuité linéaire d'événements qui mèneraient à une forme de progrès au prix de certains compromis

idéologiques, et accordons une importance particulière aux ruptures, aux contradictions, aux discontinuités qui la traversent. Nous avons un regard critique sur les expériences révolutionnaires passées, sur leurs succès et la crainte qu'elles ont suscité chez l'ennemi, sur leurs erreurs à ne pas répéter. Ce regard n'a jamais pour but de distribuer des bons et des mauvais points, mais d'apprendre, avec respect et modestie, les pièges, ressources et processus rencontrés par les expériences révolutionnaires du passé, pour mener notre lutte avec méthode et intelligence. Même une défaite finale n'invalide pas toute une expérience historique. Toutes les expériences historiques comportent des contributions utiles à la construction révolutionnaire future. Nous refusons d'assumer ou de rejeter une expérience historique en bloc : toutes peuvent et doivent nourrir le projet révolutionnaire aujourd'hui. De cette manière, nous éviterons de rejouer les mêmes scènes de l'histoire en apprenant des choix et des méthodes du passé. L'attention portée à la transmission n'est pas le seul héritage du Secours Rouge. Le travail de solidarité pour les prisonnier-e-s et la valorisation de leurs expériences révolutionnaires nous a conduit, dans la pratique, à rejeter le sectarisme politique. Nous pensons que l'un des symptômes d'un mouvement faible est le repli sur des identités politiques figées (anarchistes, marxistes-léninistes, etc) défendues comme on défendrait son équipe de football.

Nous considérons les autres forces révolutionnaires, non pas comme des concurrentes ou des "camarades dans l'erreur", mais comme des forces sœurs dont les orientations spécifiques sont des expériences légitimes dans une période où beaucoup est à inventer ou réinventer. Plutôt que d'aspirer à l'hégémonie au sein de la gauche révolutionnaire, nous cherchons à nouer des alliances loyales avec toutes les forces qui la composent. Nous construisons des unités là où elles sont réalisables, et ce au plus haut niveau possible sans compromettre nos principes. Cette politique d'alliances a pour but de déboucher sur des complicités dynamiques, évolutives et offensives plutôt que des rassemblements tactiques sur le plus petit dénominateur commun. Elles doivent être une source de force collective et non la somme de toutes nos faiblesses.

-L'organisation actuelle du travail, la nouvelle dimension urbaine, les contradictions liées à l'impérialisme font que la politique est vécue différemment par les nouvelles générations. Ces dernières années, la concurrence mondiale et la crise ont fait craquer le mur du « consensus » dans les démocraties impérialistes, mais le poids du conformisme, du mouvement réactionnaire, du réformisme est fort. Quels sont,

selon vous, les principaux objectifs et formes que la gauche prolétarienne doit se donner aujourd'hui ?

Notre objectif doit être de faire progresser le processus révolutionnaire en répondant aux besoins et manquements du mouvement révolutionnaire, tout en étant aux côtés des masses lorsqu'elles commencent à secouer leurs chaînes. Nous rejetons toute posture messianique : les contradictions du capitalisme ne suffiront pas à elles seules à provoquer son effondrement. Le rapport de force nous est largement défavorable. Il est essentiel d'intervenir là où les contradictions se manifestent le plus et surtout là où notre intervention peut renforcer notre camp et contribuer à poser les bases nécessaires à cette phase d'accumulation des forces. Le premier enjeu est idéologique. Nous devons rester fermement ancré-e-s dans une perspective révolutionnaire, même si sa réalisation semble lointaine ou inaccessible. À l'heure de la surcharge d'information, il ne suffit pas d'écrire le texte juste et de prêcher une parole claire pour qu'elle soit lue ou entendue et qu'elle crée un impact dans le réel. Le projet révolutionnaire est affaibli et nous devons le crédibiliser par des démonstrations de force, tant quantitatives que qualitatives. Cela nécessite un antagonisme organisé, qui ne se limite pas à la lutte de rue, et qui se traduit aussi par notre attitude face à l'État : ne pas quémander, ne pas le légitimer, et face à sa répression : ne pas s'effondrer, ne pas la légitimer. Ensuite il faut dépasser le manque de créativité stratégique, tant dans le mouvement qu'au sein des masses. Le manque d'analyse conduit à une reproduction mécanique et nous conduit souvent à des impasses tactiques. Nous devons être capable de briser les routines.

Une sale habitude belge est le mimétisme quasi-systématique de ce qui, vu d'ici, semble fonctionner en France, sans tenir compte des spécificités locales. Cela nourrit une impression "qu'ici, rien ne prend", alors qu'il ne s'agissait que de tentatives de construire sur des bases inexistantes. Nous devons prendre garde au repli dans l'entre-soi militant. Nous devons crédibiliser le projet révolutionnaire et combattre le réformisme, afin de détourner les masses de cette impasse et provoquer une prise de conscience chez les réformistes déjà engagé-e-s dans celle-ci, de telle sorte qu'une grande partie d'entre eux et d'entre elles, dans l'inévitable guerre des classes, rallient le camp de la révolution. Car il en sera toujours ainsi, dès que la lutte arrivera à un certain niveau de maturité ou de radicalité, la polarisation révélera l'existence de seulement deux camps, classe contre classe, et obligera chacun-e à choisir le sien. Nous connaissons notre camp, à nous de l'organiser, de le renforcer, et de lui donner la volonté et les moyens de passer à l'offensive.





**CONTRADICTION
EDITIONS**



Ayten Öztürk a été enlevée en 2018 au Liban, envoyée en Turquie par les services secrets turcs (MIT). Pendant six mois, elle a subi des tortures physiques, psychologiques et sexuelles dans un centre de torture secret, à Ankara. Une vaste campagne de solidarité a eu lieu, suite à celle-ci, Ayten est réapparue, laissée pour morte sur un terrain vague. Elle fut immédiatement emprisonnée. Ses camarades ont compté 898 blessures sur son corps. Le livre "Résistance et victoire dans les centres de torture secrets du fascisme" écrit par Ayten Öztürk a été publié pour la première fois en août 2022. Le livre des éditions Contradictions est la traduction en français.

La répression, les prisons, le conformisme idéologique impérialiste font tous partie d'une stratégie de contre-révolution visant à empêcher les masses populaires de s'organiser et d'agir. L'exemple d'Ayten nous montre qu'il est possible de résister même dans les situations les plus désespérées, car oser résister, c'est oser vaincre.

**Résistance et victoire
dans les centres de torture
secrets du fascisme**

Ayten Öztürk



Contradiction
Éditions

LA LUTTE ARMÉE

Nécessité stratégique et tactique
du combat pour la révolution

Frédéric Oriach



Contradiction
Éditions

Les textes publiés dans cet ouvrage abordent la question de la violence politique. Le choix de présenter des textes écrits dans les années 1970-1980 pourrait paraître daté voire abscons au regard de la période actuelle. En effet le contexte, la période dans laquelle ces écrits s'inscrivent présente sous différents aspects bien des différences avec la période actuelle : tant sur le plan de la composition de classe, des liens entre les organisations, des relations internationales que de la façon même dont sont régis aujourd'hui les relations sociales. Pour autant, il existe des réflexions et des fondements en lien avec le monde actuel. Le texte principal publié a été écrit par Frédéric Oriach, un camarade qui a été emprisonné à plusieurs reprises et accusé de nombreux délits liés à l'action politique. Il défend la stratégie de guérilla urbaine et le développement de la guerre populaire dans un pays impérialiste.

**Les livres des éditions Contradictions peuvent être téléchargés
gratuitement sur le site web ou commandés en version papier sur
Amazon**

editioncontradiction.blogspot.com

Contre le multipolarisme

pour une analyse des contradictions impérialistes

« Si le socialisme ne triomphe pas, la paix entre les États capitalistes ne sera qu'un armistice, une trêve, la préparation d'un nouveau massacre des peuples » (Lénine, Pour le pain et la paix , 27 décembre 1917)

Le contexte d'une « belle » idée

Quelles positions doivent défendre les communistes dans le cours actuel des choses, celui de guerres menées par les groupes impérialistes pour ne pas perdre leur hégémonie ? En 2023, la revue Supernova, dans son numéro 4, a publié une série d'articles sur la catégorie léniniste d'impérialisme et sur son actualité, en particulier sur la tendance à la militarisation et à la guerre, résultant du déclin de l'hégémonie américaine et européenne et, en contrepoint, des forces étatiques, Russie et Chine essentiellement, qui s'efforcent de rivaliser de façon aussi autonome que possible, dans le cadre du capitalisme mondial. La guerre en Ukraine, l'encerclement militaire de la Chine, la « dédollarisation » et la montée des BRICS+ n'ont pas fait naître mais ont répandu et imposé la thèse du « multipolarisme ». C'est une thèse fautive dans ce qu'elle décrit (la possibilité d'un développement pacifique de plusieurs « pôles » capitalistes sans conflit majeur) et profondément réactionnaire dans ce qu'elle promeut (l'abandon pur et simple des programmes de révolution socialistes dans les pays impérialistes et de révolutions démocratiques dans les semi-colonies au profit d'un soutien aux fractions bourgeoises « rebelles » à l'hégémonie américaine)¹. Cette thèse est surtout défendue par l'actuel Parti Communiste Chinois, par la Fédération de Russie et par une kyrielle d'organisations qui sont des survivances de l'ancien mouvement communiste international. Elles représentent les intérêts des couches bourgeoises dominantes de chacun de ces pays et non pas ceux du prolétariat mondial ni ceux des peuples opprimés malgré ses oripeaux tapageurs. Le multipolarisme n'est pas un anti-impérialisme car ni la Chine de Xi Jinping, ni la Russie de Poutine ne sont des « bases rouges » de la révolution mondiale. La scène mondiale est aujourd'hui le lieu d'une préparation à une conflagration mondiale gigantesque et de plus en plus inéluctable, pensée et assumée comme telle par les sommets et rapports successifs de l'OTAN, et dont les derniers conflits, par proxys interposés en Syrie et en Ukraine, ne sont que les prémisses. L'effondrement rapide du monde « unipolaire », celui qui promettait une ère libérale de paix et de prospérité après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, est un fait avéré. On ne saurait sous-estimer que, pour la première fois depuis le XVII^{ème} siècle, un pays non-occidental se présente comme un « challenger » qui postule à la co-gouvernance des affaires du monde. En quelques décennies, la Chine est passée d'un pays rural, semi-féodal, semi-colonial à une puissance « cybercapitaliste ». Or, ce changement profond se déroule avec le retour de guerres inter-étatiques consistantes (et plus seulement d'opérations de police anti-terroristes, de conflits de basse intensité ou asymétriques) L'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001 a créé l'inverse de la mythique « paix par le commerce »

¹Une première évaluation du recul que constitue la thèse du « multipolarisme » pour la pensée communiste a été faite dans notre n°4, dans l'article « « L'impérialisme » de Lénine » ainsi que dans la traduction d'un article de People's March n°18 de juin 2023 « Un an de guerre impérialiste ». Le Parti communiste grec-KKE a aussi produit une critique conséquente du multipolarisme et des ses conséquences politiques qui privent les communistes de toute autonomie dans sa contribution à la 22^e Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers qui s'est tenue à La Havane du 27 au 29 octobre 2022

chère à Montesquieu. Au contraire, chaque épisode récent de la crise de surproduction de capital (crise de 2008, pandémie, Ukraine et Palestine) indique que le partage et le repartage du monde, c'est-à-dire de la plus-value mondiale, ne peut plus se faire par des moyens pacifiques et contractuels. La sueur qu'exige le capital ne suffit plus, c'est désormais l'impôt du sang qui est aussi à l'ordre du jour. La tentative de sortir de la domination occidentale ne s'accompagne pas d'une tentative de sortir du capitalisme, et c'est là que cette tentative est essentiellement vouée à l'échec. Mais il ne s'agit plus pour la Chine et secondairement pour les autres membres des BRICS de demander « une meilleure place au soleil » en modifiant les termes de l'échange, mais de rivaliser pour l'hégémonie mondiale. Le défi représenté pour les anciennes puissances impérialistes est donc immense. Elles y répondent par l'objectif du contrôle militaire de la planète (guerres dites préventives, extension et redéfinition de l'OTAN, sanctions, « révolutions de couleur ») Après la destruction, démembrement et mise sous tutelle des pays de l'ancien nationalisme arabe (Irak, Syrie, Lybie), ce qui permet non seulement de détruire tout projet d'indépendance du Moyen-Orient mais aussi de réaliser le rêve sioniste d'expulsion des Arabes de Palestine, le monde présente un face à face plus direct entre vieilles puissances impérialistes encore dominantes et nouveaux groupes impérialistes générés par l'exportation de capitaux.

Mais il serait simpliste de penser que l'alternative actuelle est d'accepter la domination américaine ou de soutenir ses potentiels rivaux, ou les « Etats voyous » à l'échelle mondiale, car la seule alternative à l'impérialisme réside dans l'instauration d'un monde socialiste et non dans les règlements de comptes entre puissances à l'intérieur du système capitaliste et de son développement inégal. Cette vérité est littéralement « oubliée » par les partisans du multipolarisme, malgré qu'elle soit non seulement l'ABC de la théorie de l'impérialisme par Lénine mais aussi ce qu'elle soit confirmée par un siècle d'expériences de révolutions socialistes et anticoloniales.

La restructuration des chaînes de valeur du capitalisme mondial

Le mutipolarisme est l'expression d'un des « camps » de la restructuration capitaliste à l'échelle mondiale. Le déclin de l'impérialisme américain n'est pas infirmé mais confirmé par la seconde présidence de Trump et ses fameux décrets et discours décomplexés sur la nécessité pour les Etats-Unis de s'emparer du maximum de ressources et de certains territoires stratégiques (Groenland, Panama). Derrière le folklore viriliste criard, il y a un gigantesque aveu de faiblesse : le niveau de productivité aux USA est devenu le même en Europe et aux Etats-Unis malgré les gigantesques monopoles de la tech. D'autre part, le PIB de la Chine a dépassé celui des USA, en parité de pouvoir d'achat, il devrait être le double de celui des USA en 2035. Le MAGA (Make America Great Again) devient une sorte de chant lugubre et désespéré. Les Etats-Unis n'ont plus les moyens d'être hégémonique dans l'exportation de capitaux vers le « Sud ». La voie militaire devient ainsi une planche de salut, et non plus un ensemble de « dommages collatéraux » de gestion d'un empire.

En 2019, les droits de douane américains moyens sur les produits chinois sont passés de 3,1% à 19,3%, tandis que les droits de douane chinois sur les produits américains sont

passés de 8 % à 21,1%. Depuis, la guerre commerciale s'est transformée en un conflit économique généralisé les deux pays cherchant à découpler leurs chaînes d'approvisionnement. L'orthodoxie du « marché libre », déjà largement mythique, a volé en éclat. Les Etats impérialistes principaux misent sur du protectionnisme ciblé et sur des financements massifs industriels et technologiques. Aux États-Unis, le CHIPS and Science Act de 2022 prévoit 52,7 milliards de dollars pour la recherche, le développement, la fabrication et le développement de la main-d'œuvre dans le domaine des semi-conducteurs, dans le but de stimuler une industrie stratégique et de réduire la dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers. Les plans d'autonomie stratégique des Etats-Unis et de l'Europe répondent avec un retard certain au défi chinois, et, plus précisément, au plan « Made in China 2025 » qui vise à moderniser complètement l'industrie chinoise pour la rendre plus efficace et plus intégrée afin qu'elle puisse occuper les parties les plus élevées des chaînes de production mondiales. La pratique du « *friendshoring* » (la pratique consistant à s'approvisionner en matériaux, en composants et en produits manufacturés auprès de pays considérés comme des alliés ou des amis). La pandémie du Covid et la guerre en Ukraine ont intensifié cette tendance. Les négociations commerciales sont de plus en plus bilatérales et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) perd de plus en plus son rôle de régulateur des conflits commerciaux. Dans le même temps, les dépenses militaires augmentent. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm indiquait qu'en 2023, les dépenses militaires avaient augmenté dans les cinq régions géographiques pour la première fois depuis 2009. Le Consensus de Washington -l'ensemble des prescriptions de politiques économiques axées sur le marché qui ont dominé la réflexion sur le développement dans les années 1980 et 1990- appartient désormais en grande partie à l'histoire. Ce paradigme, qui mettait l'accent sur la privatisation, la déréglementation et la libéralisation du commerce, a été promu par les institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale). Cette politique économique a laissé la plupart des pays semi-colonisés exsangues alors que la stratégie d'industrialisation de la Chine ou même du Vietnam refusait d'appliquer toutes les normes du Consensus. Tous ces changements signifient avant tout que le principe et les fondements d'une « gouvernance mondiale » étaient auparavant globalement acceptés par les États, notamment ceux au centre du jeu. Les impérialismes historiques dominants n'acceptent plus leurs propres règles et s'apprêtent à les piétiner. C'est ce contexte économique qui explique le « retour » aux discours identitaires et souverainistes comme solution aux multiples crises. Le libéralisme est vomi par ceux qui l'ont fait naître.

Face au déclin occidental, des leaders capitalistes du « Sud » sont apparus et ils tentent de se présenter comme alternatives moins nocives afin de diriger les plans de développement du vaste monde des semi-colonies¹. On distingue toutefois

facilement d'une part la Russie et la Chine, et d'autre part l'Inde, l'Indonésie et le Brésil qui ne sont pas dans une ligne de rupture avec les groupes impérialistes américains et européens. Quoi qu'il en soit, la coalition d'intérêts des BRICS se présente parfois comme non seulement une revendication de refonte du système des relations internationales mais aussi comme un projet alternatif à l'ordre occidental. C'est à ce niveau qu'intervient le discours du multipolarisme.

La doctrine Karaganov

Pour comprendre ce qui est en jeu dans la doctrine du multipolarisme, il peut être utile d'étudier directement ceux qui sont les plus intéressés à en faire la promotion. Le texte le plus significatif est un rapport, rédigé en 2023 sous la direction de Sergueï Karaganov, l'un des architectes intellectuels de la politique étrangère russe, directeur du Conseil de Politique Étrangère et de Défense de la Fédération de Russie. C'est le document principal et officiel de la politique étrangère russe. Il s'intitule *La politique de la Russie à l'égard de la « Majorité mondiale »*. Le terme de « majorité mondiale » a été préféré à celui de « Sud global » pour des raisons évidentes (la Russie peut-elle faire partie du Sud ?). Le rapport a pour but de définir les contradictions essentielles qui structurent le monde du point de vue des groupes impérialistes russes et de définir une stratégie pour rallier à son point de vue le maximum de pays défavorisés par l'ordre mondial actuel.

L'axe principal du rapport consiste à reprendre et actualiser une conception née dans la Russie à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 : faire de la Russie une puissance tournée vers l'Asie et refusant la domination occidentale. Impossible à mettre en œuvre sous l'ère Eltsine, durant laquelle le démantèlement de l'industrie soviétique s'effectuait par des privatisations entièrement ouvertes aux capitaux occidentaux, cette conception est devenue à nouveau en vogue, en particulier depuis 2014 et les événements de Maidan en Ukraine.

Le rapport décrit un monde dans lequel déclin géopolitique, économique et moral de l'Occident, met en opposition le « milliard doré » -soit la population occidentale- et la « majorité globale » -les six milliards restants-. Le but stratégique est la constitution d'un monde multipolaire dans lequel la Russie joue le rôle de pôle civilisationnel entraînant les autres dans la résistance au néo-impérialisme occidental. Le rapport note de façon judicieuse que le monde n'est pas majoritairement aligné sur l'Occident dans les conflits en cours. Le monde n'a pas unanimement condamné l'invasion de l'Ukraine dans le sens où les sanctions imposées par les pays de l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande ne sont pas appliquées par plus d'une centaine de pays. Mais surtout il affirme que la contradiction essentielle du monde est celle entre l'hégémonie de l'Occident et la souveraineté des autres États. « *Le principal conflit du monde moderne est la contradiction entre, d'une part, la volonté de l'Occident, avec à sa tête les États-Unis, de préserver son hégémonie de cinq siècles qui lui a permis de redistribuer les richesses du monde en sa faveur et d'imposer sa culture et ses ordres politiques au monde et, d'autre part, le désir des pays non occidentaux d'accéder à une souveraineté pleine et entière, non contrainte par les dogmes, les institutions et les ordres de l'Occident. Seule une véritable souveraineté garantit la liberté de développement et permet une participation équitable à l'économie mondiale.* » La guerre en Ukraine est pensée comme un théâtre de la reconfiguration des rapports de force à l'échelle mondiale, et qu'une victoire de la Russie serait avantageuse pour tous les États marginalisés qui visent à être souverains. Il s'agit donc de présenter ce conflit comme anti-impérialiste alors que pour de nombreuses couches dirigeantes non-européennes, il s'agit d'un conflit interne à des puissances du « Nord ». Une puissance impérialiste non dominante et économiquement fragile, tente de se présenter comme un pays

¹ Article de Supernova n°4 « Un an de guerre, de *People's march* » : la Russie et la Chine s'efforcent de capitaliser sur le sentiment anticolonial et la domination hégémonique anti-occidentale (qui se développe dans la partie Sud du monde) afin d'établir leur hégémonie sur le Sud. Les sanctions économiques imposées à la Russie par les pays du G-7 ont fait grimper les prix des denrées alimentaires et du pétrole, entraînant une catastrophe alimentaire et énergétique dans le Sud. Il ne fait aucun doute que les superpuissances occidentales peuvent soutenir la guerre parce qu'elles ont les moyens financiers et les capitaux entre leurs mains. Mais le Sud n'a pas les mêmes privilèges. Par ailleurs, le refus du Sud de soutenir l'Occident dans sa guerre par procuration avec la Russie s'explique également par des raisons économiques. La part des États-Unis dans la production mondiale est passée de 21 % en 1991 à 15 % en 2021. En revanche, la part totale de la Chine dans la production est passée de 4 % à 19 % au cours de la même période. L'Europe traverse une crise sans précédent de désindustrialisation, d'inflation élevée et de crise financière. Cela donne une image de la vulnérabilité de l'économie occidentale qui n'était pas aussi claire avant l'avènement de la guerre. À l'heure actuelle, de nombreux pays en développement effectuent leurs transactions dans leurs monnaies régionales plutôt que de dépendre du dollar en tant que "monnaie universelle". Ces dernières années, la Chine est devenue l'un des plus grands producteurs de véhicules électriques. Cela a entraîné une augmentation de la demande de cobalt, de lithium, de cuivre et d'autres métaux de terres rares. La plupart de ces ressources sont abondantes en Amérique latine. »

opprimé, au moment même où elle tente d'étendre à tout prix ses propres sphères d'influence par des exportations de capitaux et de troupes.

Le rapport veut présenter ce combat souverainiste mondial comme un combat de valeurs : « *En termes de valeurs, la Russie se concentre sur la promotion du renforcement des institutions étatiques et la libération des États de la dépendance néocoloniale ; le respect de l'identité socioculturelle de tous les pays et peuples ; la protection des valeurs humaines, consacrées par toutes les religions, cultures et civilisations du monde, contre les valeurs anti-humaines promues par l'Occident et les idées de « transhumanisme » ; le maintien fondamental de la diversité et du pluralisme idéologique et éthique.* » Quand un anti-colonialisme ne repose plus que sur une guerre de « valeurs » culturelles c'est que son programme socio-économique ne consiste pas à rompre avec l'ordre des choses capitaliste, ni même à rivaliser¹. C'est en fait un anticolonialisme de pacotille, qui ne touche en rien aux racines de la domination par le capital. Pensons aux pays rentiers du Golfe parfaitement intégrés à cet ordre économique portant aussi l'étendard de « valeurs » anti-occidentales. Mais, ironiquement, la lutte conservatrice contre les idées « décadentes » du progressisme est devenu un mantra ...jusque dans la bouche de la direction américaine ! (Serait-elle alors anti-occidentale ?).

Ne proposant pas la perspective d'un autre monde débarrassé de l'exploitation et de la barbarie capitaliste, le rapport présente le but de la politique étrangère russe comme celui d'une civilisation qui vise « l'équilibre ». « *La politique étrangère russe, selon le Concept actuel de la politique étrangère de la Fédération de Russie (ci-après dénommé « le Concept »), procède de l'autodétermination culturelle et civilisationnelle de la Russie en tant que « pays-civilisation unique, vaste puissance eurasiatique et euro-pacifique », accomplissant une « mission historique unique qui consiste à maintenir l'équilibre global des puissances » au sens large de ce concept.* » La Russie est donc un Etat à vocation mondiale chargé d'une mission civilisatrice. Il s'agit des éléments essentiels du discours du chauvinisme grand -russe, tant combattu par les Bolchéviks.

Que penser de la position promue officiellement par la Russie ? Il correspond à un fantasme. L'affirmation de l'indépendance par les BRICS ne relève pas d'un conflit de civilisation contre le « milliard doré ». Il existe dans les centres d'affaires de New-York, du Golfe ou de Singapour autant de nationalités non-occidentales que l'on en trouve dans le prolétariat mondial. Cela ne signifie pas que les divisions entre centres impérialistes et pays dominés ne subsistent pas mais que cette division structurante suit aussi la ligne de la division de la société en classes. La Russie actuelle est un pays capitaliste, démographiquement en déclin, à l'économie fragile (exportateurs de ressources énergétiques et importateur de produits finis et semi-finis) et de plus en plus dépendante de la Chine, qui bénéficie de son statut de successeur de l'Union soviétique, et qui ne peut présenter aucun projet d'alternative réel à ce qu'est l'ordre du monde actuel.

La signification réactionnaire du multipolarisme

Au final, la théorie du multipolarisme remplace la lutte des classes et la lutte pour le socialisme, seules alternatives à l'impérialisme compris comme un stade du capitalisme, par la promotion de la politique de certaines fractions de la bourgeoisie, au motif que leurs intérêts ne coïncident pas avec

ceux des fractions dominantes de l'impérialisme mondial. Elle repose sur l'idée qu'il pourrait exister un développement capitaliste sain, pacifique qui pourrait avantageusement remplacer la domination pluriséculaire des européens et de leur avatar américain. L'opposition à la domination de la Communauté Internationale des Impérialistes européens et américains peut bien sûr exister et existe nécessairement sans qu'elle soit dirigée par le combat pour le socialisme. Mais seul ce combat s'en prend réellement aux racines de l'impérialisme. Les partisans du multipolarisme défendent une trêve et une paix entre les « blocs », nous défendons la perspective de nouvelles révolutions prolétariennes. Le monde multipolaire ne signifie pas le monde sans impérialisme.

Il est certain que le développement même des contradictions entre les groupes impérialistes portent à la fois de grands dangers pour la vie et la survie des masses les plus opprimées (« quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre » dit le proverbe africain) mais qu'il ouvre aussi des périodes d'instabilité et de division chez l'ennemi de classe qui sont des opportunités au sein de situation révolutionnaire en gestation. Nous avançons dans une période de confusion et de désillusion dans laquelle n'existe pas de centre révolutionnaire clairement identifié malgré les luttes héroïques de révolutionnaires dans le monde, en particulier en Asie (Inde, Philippines, Turquie, Palestine). Les partisans du multipolarisme ont dès lors de grandes facilités à se présenter comme la « seule voie possible » en l'absence de processus révolutionnaires identifiés par un programme et des percées historiques significatives. Pourtant, la guerre entre puissances capitalistes prépare les conditions d'un renversement des classes dominantes. La guerre entre impérialistes n'engendre pas spontanément la révolution sans qu'un grand courant révolutionnaire ne se soit structuré, ait rallié les masses à sa cause et puisse partir à « l'assaut du ciel ». La lutte contre la guerre et l'économie de guerre doit contribuer avant toute chose à la constitution de ses forces subjectives de la révolution et non à la promotion de ceux qui enterrent cette perspective.

S.J.



¹ La Chine qui vient de créer DeepSeek (un équivalent de ChatGPT) ne s'oppose pas à la Silicon Valley par une guerre culturelle mais par un dépassement sur le terrain même de la technologie et de l'IA. La Russie, à l'inverse, incapable de produire une industrie technologique de pointe, s'occupe de capitaliser sur les peurs des élucubrations futuristes de la Silicon Valley alors que dans les années 1960 la concurrence technologique et spatiale était en faveur de l'URSS. L'effet Sputnik est passé du côté de la Chine.

Israël, l'aberration nécessaire de l'impérialisme dans un monde postcolonial

Going Against the Tide (USA), goingagainsthethetide.org

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le constat était clair. Le « colonialisme supérieur », la forme par laquelle les puissances impérialistes européennes avaient divisé l'Afrique et l'Asie en colonies placées sous leur contrôle direct, touchait à sa fin. Les puissances européennes qui avaient découpé le monde en colonies au cours du XIX^e siècle ne possédaient plus la puissance militaire, le pouvoir politique ou la capacité économique nécessaires pour conserver leurs colonies. Ironiquement, c'est la guerre mondiale qu'elles se sont livrée pour le redécoupage de ces colonies qui a réduit à néant leur capacité à conserver les colonies pour lesquelles elles se battaient.

Les espoirs que les puissances impérialistes européennes avaient de retrouver leur force ont été anéantis par trois facteurs. Les masses opprimées dans les colonies se sont révoltées, cherchant à se débarrasser du joug colonial et à établir l'indépendance, c'est-à-dire la souveraineté politique sur leur territoire. Après la Seconde Guerre mondiale, un important camp socialiste s'est constitué, avec l'Union soviétique, rejointe par plusieurs pays d'Europe de l'Est, puis par la Chine. Le camp socialiste faisait office de rempart contre la domination impérialiste et soutenait directement les révoltes anticoloniales. Une nouvelle puissance impérialiste, les États-Unis, supplanta la Grande-Bretagne au sommet de l'ordre impérialiste, et choisit généralement, de mettre en œuvre de nouvelles formes de domination étrangère qu'ils avaient expérimentées en Amérique latine au cours du siècle précédent.

Le colonialisme supérieur s'est donc effondré, mais la division du monde entre les puissances impérialistes et les nations opprimées s'est poursuivie dans les formes postcoloniales de l'impérialisme.

Le processus de décolonisation qui a mis fin au colonialisme supérieur a eu des résultats très divers et a suivi des voies différentes en fonction des forces qui luttaient pour se débarrasser du colonialisme et de la mesure dans laquelle les puissances européennes tentaient de s'accrocher à leurs colonies. Là où la décolonisation a été menée par de véritables communistes, dont la Chine maoïste est l'exemple le plus marquant, il s'est agi d'une révolution en profondeur non seulement contre la forme coloniale (ou semi-coloniale) de la domination, mais aussi contre l'ensemble de la production et des relations sociales sur lesquelles reposait la domination capitaliste-impérialiste.

Lorsqu'elles étaient dirigées par des forces issues de la bourgeoisie nationale, les anciennes colonies nouvellement indépendantes ont cherché à se développer sur une base capitaliste et se sont retrouvées sous la domination impérialiste sous une nouvelle forme. Une image plus détaillée de ce processus sera donnée dans la deuxième partie.

En ce qui concerne le rôle des puissances européennes dans le processus de décolonisation (ou dans sa résistance), la Grande-Bretagne était plus disposée que d'autres à renoncer à ses colonies parce que son alliance étroite avec les États-Unis lui assurait un statut privilégié dans le nouvel accord impérialiste. La France a employé la méthode britannique de sortie « polie » dans certains endroits, mais elle a également mené des guerres brutales pour conserver son contrôle colonial sur l'Algérie et le Viêt Nam.

Le Portugal, qui avait très tôt entrepris de dominer le monde avant de voir sa position se réduire à celle d'un impérialiste de second rang bien avant le XX^e siècle, s'est désespérément accroché à ses positions coloniales, avec toutes les conséquences sanglantes que cela a entraîné pour ses sujets coloniaux en Guinée-Bissau, au Mozambique et en Angola. En Afrique australe, où la fusion du colonialisme supérieur et du colonialisme de peuplement a créé une base sociale importante et réactionnaire pour s'accrocher à l'ordre ancien, les États d'apartheid du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud ont perduré jusqu'à la fin du XX^e siècle. Mais quelle que soit la résistance opposée par les puissances coloniales et quelle que soit la voie empruntée par les anciennes colonies nouvellement indépendantes, l'ancien ordre colonial a été mis sur la voie de l'extinction après la Seconde Guerre mondiale.

Parce que les anciennes formes coloniales ont été abandonnées du fait que, dans la plupart des cas, elles ne servaient plus l'accumulation de capital par la ou les puissances impérialistes dominantes, et non pas en raison d'un quelconque principe moral, elles sont restées en réserve, loin des vitrines, utilisées sous des étiquettes actualisées lorsque la situation l'exigeait. Quelques « territoires d'outre-mer » relativement peu nombreux, comme Porto Rico, sont restés des colonies, formellement privées de souveraineté et officiellement dominées par une puissance impérialiste. Cependant, dans un cas, l'impérialisme a repris les anciennes formes, les a dépoussiérées et les a reconditionnées. C'est ainsi qu'est né Israël.

Israël était, et est toujours, l'aberration nécessaire de l'impérialisme dans un monde postcolonial. Sans contrôle colonial direct, les puissances impérialistes devaient développer de nouvelles formes pour s'assurer que l'accumulation de capital – la logique économique du capitalisme – l'impérialisme – se poursuive, et se poursuive dans la direction des puissances impérialistes. Dans la péninsule arabique, l'impérialisme ne pouvait rien laisser au hasard. Stratégiquement positionnée comme point de passage des routes commerciales mondiales depuis des siècles, la stabilité de la région est cruciale pour assurer le flux régulier de marchandises nécessaire à l'accumulation du capital. Le canal de Suez est aujourd'hui l'une des voies de passage les plus importantes pour les navires qui produisent le flux de marchandises susmentionné. Si le fait d'être l'un des centres des routes commerciales mondiales n'était pas suffisant pour mériter l'attention particulière de l'impérialisme, la péninsule arabique est également centrale pour une autre raison : le pétrole. Sous les sables se trouve la plus grande quantité du liquide vital de la production capitaliste, auquel les puissances impérialistes doivent avoir accès pour maintenir leur position.

Ainsi, lorsque la Grande-Bretagne et la France ont abandonné leurs « mandats », c'est-à-dire leurs colonies, dans la péninsule arabique, le capitalisme-impérialisme a dû s'assurer un accès continu au pétrole qui se trouvait sous la surface et aux voies maritimes qui l'entouraient. L'accueil d'une nouvelle classe bourgeoise – les rentiers du pétrole – en tant que bénéficiaires subalternes de l'accumulation du capital, faisait partie de cette délicate solution.

Au-delà des causes économiques et politiques, l'anxiété impérialiste avait également une source idéologique plus ancienne. Attirant l'attention sur la façon dont la péninsule arabique et ses environs étaient considérés comme l'Orient dans la vision impérialiste européenne du monde, Edward Said a expliqué que :

“L'Orient n'est pas seulement adjacent à l'Europe ; c'est aussi le lieu des colonies les plus importantes, les plus riches et les plus anciennes de l'Europe, la source de ses civilisations et de ses langues, son concurrent culturel et l'une de ses images les plus profondes et les plus récurrentes de l'Autre. En outre, l'Orient a contribué à définir l'Europe (ou l'Occident) comme son image, son idée, sa personnalité, son expérience contrastée.”¹

C'est en gardant à l'esprit ces angoisses historiques et contemporaines après la Seconde Guerre mondiale que l'impérialisme s'est doté d'une police d'assurance pour assurer sa domination dans la péninsule arabique dans un monde postcolonial : la création d'Israël, tête de pont de l'impérialisme occidental pour tenir en échec les alliés peu fiables et comme force de frappe à réaction rapide à déployer contre les adversaires en cas de besoin (comme le souligne l'exemple de l'Égypte en 1956). Pour créer Israël, les impérialistes ont fait appel aux vieilles méthodes coloniales : s'emparer d'un territoire, étendre la

domination territoriale par le déploiement de colons, déposséder la population autochtone, expulser une grande partie de la population autochtone de ses terres et soumettre ceux qui sont restés à l'occupation et à l'apartheid.

Pour assurer la survie d'Israël, l'impérialisme l'a doté de l'armement et de la technologie les plus avancés, combinant ainsi les outils les plus modernes de violence vicieuse avec les anciennes formes de domination étrangère. Très opportunément, Israël a également apporté une solution réactionnaire à la question juive en Europe, mettant fin à des siècles d'antisémitisme européen officiel et aux pogroms successifs qui ont conduit au génocide de six millions de Juifs par les nazis, en installant les colons juifs, soutenus par les impérialismes américain et européen, en tant qu'opresseurs et exterminateurs des Palestiniens.

Israël a bien servi l'impérialisme, en menant la guerre contre ses voisins lorsqu'ils sortaient du rang et en procédant à des sabotages et à des assassinats contre les gouvernements et les forces politiques qui ne cadraient pas avec l'ordre impérialiste établi, tout en démontrant la volonté de l'impérialisme de réprimer les véritables luttes de libération nationale. Israël prouve également que l'impérialisme n'est pas invincible, car le peuple palestinien a refusé de céder, résistant courageusement à la force d'occupation la mieux armée de l'histoire de l'humanité. En outre, le rôle d'Israël démontre que les puissances impérialistes ne sont pas de simples marionnettistes, mais qu'elles doivent s'appuyer sur un certain nombre de partenaires de second rang qui ont leurs propres intérêts, lesquels recoupent ceux des grandes puissances impérialistes, sans pour autant leur être identiques.

Dans le cas d'Israël, sa fondation et son utilisation continue des anciennes formes de colonialisme territorial et de colonisation signifient qu'il va souvent plus loin dans la brutalité que ce à quoi la bourgeoisie américaine aspirerait (en raison du potentiel de cette brutalité à provoquer une déstabilisation dans la région, et non en raison d'une quelconque préoccupation morale), mais sans conséquence en raison de la nécessité de cette brutalité pour l'ordre impérialiste. Alors que la domination de l'impérialisme américain sur la péninsule arabique s'est affaiblie au cours des deux dernières décennies, Israël a augmenté la brutalité dans le cadre d'une tentative de maintenir l'hégémonie impérialiste (américaine) dans la région – d'où l'intensification des incursions de colons en Cisjordanie et la guerre contre Gaza qui a débuté en octobre 2023, au cours de laquelle des hôpitaux, des mosquées et des églises, des camps de réfugiés et des journalistes ont tous été la cible d'attentats à la bombe.

Comprendre le rôle d'Israël dans le système impérialiste mondial nous oblige à reconnaître que si la bourgeoisie, en tant que classe, est mue par l'accumulation du capital, elle doit aussi réfléchir stratégiquement à la meilleure façon de maintenir les conditions d'une accumulation continue du capital. C'est pourquoi la bourgeoisie a des gouvernements et des forces armées. Le pouvoir étatique bourgeois n'existe pas pour servir étroitement les motivations de profit de tel ou tel membre de la classe bourgeoise, mais pour servir les intérêts de classe de la

¹ Edward Said, *L'Orientalisme*. Bien que cette citation tirée des premières pages du livre résume brillamment l'un des principaux arguments de Said, ne suivez pas la pratique postmoderniste des étudiants diplômés qui consiste à ne lire que l'introduction d'*Orientalism* – Said mérite beaucoup plus de notre part sur le plan intellectuel que cela.

bourgeoisie dans son ensemble. Dans le cas d'Israël, garantir les conditions, dans la région de la péninsule arabe, de la poursuite de l'accumulation de capital par la ou les puissances impérialistes dominantes a nécessité l'emploi de méthodes et de formes associées au colonialisme de peuplement et au colonialisme supérieur sur des terres qui appartiennent légitimement aux Palestiniens, et les Palestiniens se sont vus refuser la souveraineté nationale en raison de cette situation. Le principal motif du maintien d'Israël n'est pas l'exploitation de la main-d'œuvre palestinienne ou du pétrole potentiel sur les terres palestiniennes, bien que ces deux éléments fassent partie du tableau, mais les préoccupations géostratégiques plus larges de la bourgeoisie impérialiste dans la région - comment maintenir les conditions optimales pour l'accumulation du capital.

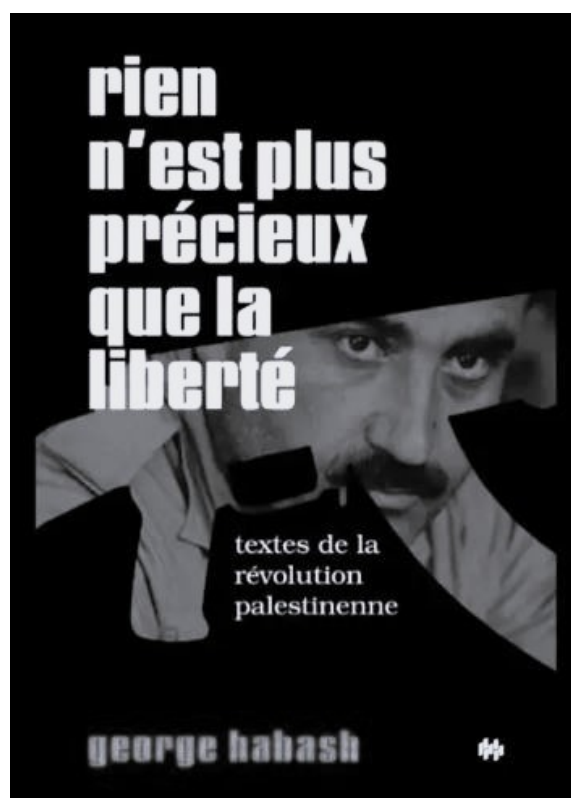
L'assujettissement brutal de la Palestine par Israël est un cas de colonialisme actuel, et partout dans le monde où le colonialisme en tant que forme de domination existe encore, la lutte pour la souveraineté politique sur le territoire - la lutte anticoloniale - reste à l'ordre du jour. Mais dans la majeure partie du monde, les formes de domination qui servent le mieux la bourgeoisie impérialiste ne relèvent pas du colonialisme. La division du monde entre les puissances impérialistes et les nations opprimées prend aujourd'hui principalement la forme d'une souveraineté formelle pour les nations opprimées, qui sont accablées de dettes, soumises à la domination économique sous la forme de régimes de libre-échange, transformées en zones de production industrielle et agricole et d'extraction de ressources au profit de l'impérialisme étranger, et/ou mises à l'écart du processus mondial d'accumulation du capital et laissées à l'abandon lorsque leurs terres et leurs populations ne peuvent être exploitées de manière rentable, ces conditions étant renforcées par les bases militaires américaines qui parsèment la planète et les navires de guerre américains qui sillonnent les mers. La division du monde entre les puissances impérialistes et les nations opprimées s'est elle-même complexifiée au cours des dernières décennies, avec diverses nations subalternes soutenues par les puissances impérialistes, mais toujours subordonnées à celles-ci, et de nouvelles puissances impérialistes qui s'élèvent et cherchent à défier l'hégémonie américaine existante. Aujourd'hui, les forces - les révolutionnaires communistes et les masses révolutionnaires conscientes de leur classe - capables de renverser tout cet ordre et d'entamer la transition socialiste vers le communisme sont largement absentes de ce paysage (ou de ce désordre).

Une des raisons de cette absence est que beaucoup de ceux qui veulent, ou prétendent vouloir, renverser l'ordre existant se battent contre des fantômes ou poursuivent des fantasmes. Au cours de la dernière décennie, la gauche, certainement aux États-Unis mais aussi dans de nombreuses autres parties du monde, sous l'influence du postmodernisme (ou intoxiquée par lui), a choisi d'analyser la réalité contemporaine à travers le prisme du colonialisme, une forme qui, à quelques exceptions importantes près, a disparu du paysage. Occupés à combattre les fantômes - même si ces fantômes constituent un poids mort du passé sur le présent - des colons et du colonialisme, ils ne parviennent pas à

répondre au défi de renverser les monstres contemporains du capitalisme et de l'impérialisme. Simultanément, certains, qui ont l'intelligence de savoir mieux que les autres, ont décidé de placer leurs espoirs dans une voie imaginaire de développement échappant aux diktats de l'impérialisme américain mais toujours soumis à la logique de l'accumulation du capital, le monde soi-disant désormais multipolaire créant le paysage de rêve de ce fantasme. Qu'il s'agisse de combattre des fantômes ou de poursuivre des fantasmes, le fil conducteur est la capitulation, dans ce cas en refusant d'affronter la réalité contemporaine telle qu'elle est afin d'échapper à la réalité qu'implique le fait de faire la révolution.

La capitulation est une question idéologique, mais peut-être pouvons-nous lever l'obscurité qui l'entoure si nous nous débarrassons des fantômes et chassons le brouillard des fantasmes par une analyse du passé et du présent du capitalisme-impérialisme. L'objectif d'une telle analyse est de démontrer qu'à travers différentes formes et processus historiques, la logique de l'accumulation du capital a été la force motrice qui nous a apporté les monstruosité de la brutalité coloniale et de la domination impérialiste postcoloniale d'aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'autres logiques en jeu, et nous devons donc montrer en quoi ces logiques sont liées à la logique centrale de l'accumulation du capital. La fin à laquelle nous travaillons est que si nous voulons mettre un terme à ces monstruosité, nous devons abolir la logique de l'accumulation du capital, et non pas faire une fixation sur les formes antérieures qu'elle a prises ou chercher une forme plus conviviale à celle-ci. Notre priorité, si nous prenons la révolution au sérieux, doit être de comprendre les conditions actuelles de l'accumulation du capital que nous devons renverser.

Kenny Lake 2024, USA



Sankara et la révolution burkinabé

Connaître la révolution burkinabé

La célébrité de Thomas Sankara a éclipsé le processus révolutionnaire dont il a pris la tête au Burkina Faso de 1983 à 1987. Beaucoup connaissent son nom et son assassinat dans des conditions troubles, le 15 octobre 1987 ; peu connaissent la trajectoire historique de la révolution burkinabé. Aujourd'hui, à l'heure d'un net recul de la domination française en Afrique de l'Ouest et dans tout le Sahel et à l'heure d'un renouveau des aspirations anti-impérialistes des peuples africains, il peut être utile de retracer les grandes lignes cette expérience historique. En 2025, le sankarisme est revendiqué de toutes parts dans toute la « Sous-région ». Son héritage est l'objet d'une concurrence entre plusieurs forces politiques¹. Ce qui est un signe indéniable que les mouvements révolutionnaires peuvent renaître de leurs cendres, dans des conditions qui paraissent souvent peu favorables. Les expériences historiques sont les trésors de la théorie révolutionnaires car, en tant que conception scientifique, elle se nourrit de la synthèse de tout ce qui met en mouvement des millions d'humains. Mais il faut lever une équivoque, surtout si l'on associe les termes de révolution avec Thomas Sankara. Ces expériences ne sont pas produites par le charisme et l'intégrité de « grands hommes » mais c'est inversement, la situation historique et la configuration déterminée des forces sociales qui créent les opportunités que sauront saisir des figures et des organisations capables de canaliser les profondes aspirations des masses populaires les plus opprimés et les plus exploitées. Les masses populaires créent leurs propres leaders. Les forces subjectives de la révolution n'existent et ne se développent que par leur capacité à comprendre le cours de choses et à s'implanter durablement dans les masses populaires. Ce qui peut alors nous intéresser au plus au point c'est précisément l'analyse du processus révolutionnaire lui-même, son programme, sa ligne politique, ses réalisations et ses limites nées de contradictions non surmontées. Ainsi, pour tous ceux qui pensent que le capitalisme ne saura pas l'horizon indépassable de l'humanité et qui aspirent à une société débarrassée de l'exploitation de l'humanité par elle-même, ce que nous apporte un bilan politique d'une expérience historique de rupture, même partielle, avec l'ordre impérialiste dominant transcende, et de loin, l'éclat d'une figure aussi lumineuse fut-elle.

La révolution du 4 août 1983 et le programme du DOP

Le 4 août 1983, la fraction démocratique et anti-impérialiste de l'armée prend le pouvoir et porte à sa tête le capitaine Sankara, ancien premier ministre, alors arrêté,

¹ La référence à Sankara est bien sûr le socle de légitimation du régime actuel du Burkina Faso, dirigé depuis le coup d'Etat de septembre 2022 par le capitaine Ibrahim Traoré. Sa raison d'être réside dans le défi sécuritaire, face aux immenses difficultés à faire reculer l'insurrection djihadiste, essentiellement au Nord du Burkina Faso. A cette fin, un changement des alliances militaires a eu lieu, en fait, le soutien russe en lieu et place des forces armées de l'ancienne puissance coloniale française. Le régime de transition a aussi passé un accord avec la Russie afin de construire une centrale nucléaire. Seul 25% de la population ayant accès à l'électricité. L'Agence fédérale russe de l'énergie atomique (ROSATOM) pilote le projet burkinabé depuis juin 2024. Mais le projet, s'il aboutit, durera entre 10 à 15 ans. Sur les 400 centrales réparties dans le monde, une seule centrale nucléaire est située sur le continent, en Afrique du Sud. Idéologiquement, la junte au pouvoir se présente comme « patriote anti-impérialiste » et héritière de Sankara. Mais, on doit noter qu'elle évite soigneusement de reprendre à son compte les conceptions de Sankara concernant la lutte des classes, louant au contraire les « chefferies traditionnelles » alors que la révolution de 1983 avait explicitement pour objectif d'éradiquer les structures de la « féodalité ».

emprisonné puis placé en résidence surveillée. La principale force de mobilisation politique pour appuyer cette prise de pouvoir par les armes est constituée, en dehors des cercles militaires (OMR, Organisation Militaire Révolutionnaire), par le PAI (Parti Africain de l'indépendance) et l'ULC-R (Union de lutte communiste-reconstruite), deux partis qui se réclament du marxisme. Le pouvoir central est constitué du CNR (Conseil National de la Révolution) et la base de masse est celle des CDR (Comités de Défense de la Révolution). Le programme de la révolution est énoncé dans le Discours d'Orientation Politique (le DOP) présenté à la radio le 2 octobre 1983 et présenté jusqu'en 1987 comme la ligne directrice de la révolution burkinabé. Ce document est essentiellement rédigé par Valère Somé, membre de l'ULC-R. L'appellation même qui s'est imposée pour désigner le processus de changement est la « Révolution Démocratique et Populaire » (RDP). Il est probable que le concept de RDP ait émergé au sein de la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France), un catalyseur important des luttes anticoloniales et de la lutte anti-impérialiste entre 1950 et les années 1970. Le concept met en avant l'idée que la Révolution en Haute-Volta (ancien nom du Burkina Faso) ne peut pas encore être socialiste mais doit permettre l'arrivée au pouvoir d'une bourgeoisie nationale patriote afin de soutenir une politique d'industrialisation nationale. Selon ce schéma, la classe ouvrière ne pouvant diriger la révolution conclut une alliance stratégique avec des éléments progressistes pour la gestion de l'Etat, dans un front populaire². Ce concept est définitivement théorisé par Le Discours d'Orientation Politique (DOP).

Le DOP va s'imposer, en tant que la parole politique institutionnelle, comme la référence principale. Le texte débute en inscrivant la prise de pouvoir du 4 août 1983 dans l'histoire des soulèvements populaires récents et anciens dans le pays depuis 1966. Ce texte caractérise ensuite la Haute-Volta (future Burkina Faso, « pays des hommes intègres ») comme un pays pauvre, essentiellement rural, et dominé par le néo-colonialisme, dépourvu de développement industriel et de souveraineté réelle, en proie au détournement de « l'aide internationale » par une caste bureaucratique et militaire corrompue. Il insiste sur la continuité de la domination coloniale et de la domination néo-coloniale, celle qui voit une petite couche bourgeoisie burkinabé profiter du pillage des ressources du pays sous couvert d'indépendance. « Dans leur essence, la société néo-coloniale et la société coloniale ne diffèrent en rien. Ainsi, à l'administration coloniale on a vu se substituer une administration néocoloniale identique sous tous les rapports à la première. A l'armée coloniale se substitue une armée néo-coloniale avec les mêmes attributs, les mêmes fonctions et le même rôle de gardien des intérêts de l'impérialisme et de ceux de ses alliés nationaux ». Le DOP désigne la bourgeoisie *comprador* et bureaucratique comme l'ennemi de tout progrès social : « Des nationaux voltaïques entreprennent, avec l'appui et la bénédiction de l'impérialisme, d'organiser le pillage systématique de notre pays. Des miettes de ce pillage qui leur retombent, ils se transforment petit à petit en une bourgeoisie véritablement parasitaire, ne sachant plus retenir leurs appétits voraces. Mus

² Cette théorie s'éloigne donc sur des points cruciaux de la révolution de Nouvelle Démocratie, avancée par le maoïsme, pour laquelle, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le Parti Communiste, centre de commandement de la classe ouvrière, doit diriger le processus révolutionnaire en éradiquant le féodalisme, la mainmise impérialiste et la bourgeoisie bureaucratique et *compradore* qui lui est subordonnée, avant de passer à la phase socialiste.

par leurs seuls intérêts égoïstes, ils ne reculeront désormais plus devant les moyens les plus malhonnêtes, développant à grande échelle la corruption, le détournement des deniers et de la chose publics, les trafics d'influence et la spéculation immobilière, pratiquant le favoritisme et le népotisme. » (p.8). Le DOP décrit de façon très concrète la situation catastrophique de la paysannerie voltaïque, spoliée et exploitée à outrance. Le document insiste particulièrement sur l'absence d'auto-suffisance alimentaire dans un pays pourtant rural. La situation globale de dépendance est mise en exergue : « Les investissements privés en provenance de l'extérieur sont non seulement insuffisants, mais en outre exercent des ponctions énormes sur l'économie du pays et ne contribuent donc pas à renforcer sa capacité d'accumulation. Une part importante de la richesse créée à l'aide des investissements étrangers est drainée vers l'extérieur au lieu d'être réinvestie pour accroître la capacité productive du pays. Dans la période 1973-1979, on estime les sorties des devises comme revenus des Conseil National de la Révolution, DOP, Mercredi 2 octobre 1983. Haute-Volta 12 investissements directs étrangers à 1,7 milliard de francs CFA par an, alors que les investissements nouveaux ne se chiffrent qu'à 1,3 milliard de francs CFA par an en moyenne. ». Le taux de scolarisation est alors de 16% et l'analphabétisme de 92%. La révolution dont le CNR prend la tête sera donc une lutte féroce, consciente et organisée contre les classes parasites pour qui le néo-colonialisme est un Eldorado. Et c'est là un point crucial de tout processus révolutionnaire. Quelles que soient les difficultés et l'échec final de la révolution burkinabé qui a suscité espoir et désillusions la question cruciale est celle d'un programme et d'une politisation des masses qui assume la lutte des classes. Le DOP, à la différence des lignes politiques de nombre de « socialismes africains »¹ du passé et des lignes « souverainistes » actuelles, affirme qu'il ne peut y avoir de changement révolutionnaire sans lutte des classes. Le DOP propose une analyse marxiste de l'espace social en fonction de l'appartenance au peuple ou aux ennemis du peuple et de la conscience politique supposée. Le DOP précise ainsi qui sont les ennemis du peuple burkinabé² : la bourgeoisie d'Etat, la

¹ Le premier président de la Guinée (Conakry), Ahmed Sékou Touré affirmait que la division en classes et la lutte des classes était un concept inopérant en Afrique et qu'il fallait parler d'un « peuple classe » unanimement soumis à la domination coloniale puis impérialiste. Cela n'a pas été le cas des courants politiques révolutionnaires qui ont nourri des expériences et des pensées émancipatrices en Afrique, comme ce fut le cas du dernier Kwame Nkrumah (Les luttes de classes en Afrique), Amílcar Cabral (L'arme de la théorie), de Pierre Mulele en RDC, ou encore du riche héritage du courant communiste en Afrique du Sud.

² « Ces ennemis du peuple, qui sont-ils ? Ils se sont démasqués aux yeux du peuple lors des événements du 17 mai dans leur hargne contre les forces révolutionnaires. Ces ennemis du peuple, le peuple les a identifiés dans le feu de l'action révolutionnaire. Ce sont : 1°) La bourgeoisie voltaïque, qui se distingue, de par la fonction que les uns et les autres accomplissent, en bourgeoisie d'Etat, bourgeoisie compradore et bourgeoisie moyenne. – La bourgeoisie d'Etat : C'est cette fraction qui est connue sous l'appellation de bourgeoisie politico bureaucratique. C'est une bourgeoisie qu'une situation de monopole politique a enrichie de façon illicite et crapuleuse. Elle s'est servie de l'appareil d'Etat tout comme le capitaliste industriel se sert de ses moyens de production pour accumuler les plus-values tirées de l'exploitation de la force de travail des ouvriers. Cette fraction de la bourgeoisie ne renoncera jamais de plein gré à ses anciens avantages pour assister, passive, aux transformations révolutionnaires en cours. – La bourgeoisie commerçante : Cette fraction, de par ses activités mêmes, est attachée à l'impérialisme par de multiples liens. La suppression de la domination impérialiste signifie pour elle la mort de « la poule aux oeufs d'or ». C'est pourquoi elle s'opposera de toutes ses forces à la présente révolution. C'est dans cette catégorie que se recrutent par exemple les commerçants véreux qui cherchent à affamer le peuple en retirant de la circulation les vivres à des fins de spéculation et de sabotage économique. – La bourgeoisie moyenne : Cette fraction de la bourgeoisie voltaïque, bien qu'ayant des liens avec l'impérialisme, rivalise avec celui-ci pour le contrôle du marché. Mais comme elle est plus faible économiquement, elle se fait évincer par l'impérialisme. Elle a donc des griefs contre l'impérialisme, mais a aussi peur du peuple et cette peur peut l'amener à faire front avec Conseil National de la Révolution, DOP, mercredi 2 octobre 1983. Haute-Volta 15 l'impérialisme. Toutefois, du fait que la domination impérialiste sur notre pays l'empêche de jouer son rôle véritable de bourgeoisie nationale, quelques-uns de ses éléments, sous certains rapports, pourraient être favorables à la révolution qui les situerait objectivement dans le camp du peuple. Cependant, entre ces éléments qui viennent à la révolution et le peuple, il faut développer une méfiance révolutionnaire. Car, sous ce couvert accourent à la révolution des opportunistes de toutes sortes. 2°) Les forces rétrogrades qui tirent

bourgeoisie compradore, la bourgeoisie moyenne et les chefferies traditionnelles dites « féodales ». Le DOP montre ainsi l'héritage de débat politiques dans la gauche révolutionnaire. En effet, déjà en 1971, lors de son Vème congrès, l'Union Générale des Etudiants Voltaïques (UGVE) stipulait que sont potentiellement révolutionnaires la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie, les intellectuels patriotes et appartiennent au camp de la réaction la bourgeoisie politico-bureaucratique, la bourgeoisie *comprador* et les forces féodales. Cette analyse fondamentale et les initiatives politiques qui vont en découler doivent être diffusées en profondeur dans les masses populaires, selon Sankara et les cadres de la révolution burkinabé. Sur cette question, Sankara fait cependant preuve d'une grande lucidité ; Dans son dernier discours, Sankara félicite ceux qui ont participé à la traduction du DOP en fulfuldé, dioula et mooré, un travail « qui a certainement demandé beaucoup d'effort, beaucoup de travail, beaucoup de réflexion pour adapter, traduire des concepts parfois nouveaux » mais qui « n'aura aucun intérêt si les paysans ne savent pas le lire, parce qu'ils n'ont pas appris à lire. » De fait, avec une population à 95% analphabète, il est certain que la diffusion du DOP a été réduite, toutefois, il faut noter l'importance symbolique de traduction de ce texte en langue nationale et Sankara de continuer : « Offrir le DOP non traduit en langues nationales à un analphabète, c'est insulter un aveugle en lui donnant une lampe torche. L'aveugle a d'abord besoin de voir, ensuite de lampe torche pour mieux voir. Donnons à tous les analphabètes la capacité de lire, ensuite nous leur donnerons de la lecture saine et de la lecture utile comme le DOP traduit en langues nationales. ». Les changements proposés par l'expérience sankariste ne proviennent donc pas du seul enthousiasme révolutionnaire dont Sankara était évidemment animé. Ils sont portés par un front d'organisation de la gauche radicale (à l'exception notable du PCR-V-Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque-) et par le choix de structurer des organisations à la base (les CDR) qui ont explicitement pour but « la destruction de la machine d'Etat néo-coloniale ». Ils sont dotés de pouvoirs importants tels que l'établissement des cartes d'identité, le recensement, la collecte d'impôts, la nomination du juges pour les Tribunaux Populaires. La révolution burkinabé veut être une expérience de sortie de l'assujettissement à l'ordre impérialiste et une tentative de développement agricole et industriel du pays en comptant sur ses propres forces, en organisant la mobilisation populaire dans des structures d'auto-organisation. Elle se réalise dans un pays enclavé et isolé à un moment historique de reflux des initiatives révolutionnaires à l'échelle mondiale; il s'agit alors de sortir de la soumission financière, politique et militaire à l'impérialisme et de sortir les campagnes de leur arriération. Elle reste cependant dans le cadre des rapports sociaux bourgeois. Ces caractéristiques permettent de juger de façon objective ce qui a été réalisé au cours de l'expérience sankariste : on ne peut pas reprocher au sankarisme des limites qu'il ne s'est pas lui-même proposer de franchir.

J.S.

ps: La deuxième partie de l'article sera publiée dans le numéro 9 de Supernova

leur puissance des structures traditionnelles de type féodal de notre société. Ces forces, dans leur majorité, ont su opposer une résistance ferme à l'impérialisme colonialiste français. Mais depuis l'accession de notre pays à la souveraineté nationale, elles ont fait corps avec la bourgeoisie réactionnaire pour opprimer le peuple voltaïque. Ces forces ont tenu les masses paysannes en une situation de réservoir à partir duquel elles se livraient à des surenchères électoralistes. Pour préserver leurs intérêts qui sont communs à ceux de l'impérialisme et opposés à ceux du peuple, ces forces réactionnaires ont le plus souvent recours aux valeurs décadentes de notre culture traditionnelle qui sont encore vivaces dans les milieux ruraux. Dans la mesure où notre révolution vise à démocratiser les rapports sociaux dans nos campagnes, à responsabiliser les paysans, à mettre à leur portée plus d'instruction et plus de savoir pour leur propre émancipation économique et culturelle, ces forces rétrogrades s'y opposeront. Ce sont là les ennemis du peuple dans la présente révolution »

Lettre de Mikhaïl et Alexandre Kononovitch (Ukraine)

Secours Rouge Marseille

Publié par la revue Workers World (Usa) en décembre 2024, traduit par le Secours Rouge-Marseille. C'est une lettre de deux frères du Parti Communiste ukrainien qui ont été arrêtés et torturés. Au début de l'année 2025, nous avons assisté à une nouvelle campagne de criminalisation des militants communistes. Les autorités ukrainiennes accusent le communiste non seulement d'appeler à la désertion, mais aussi d'avoir une « littérature marxiste », interdite en Ukraine dans le cadre de la « décommunisation ». Le groupe s'appelait « Front ouvrier ukrainien » et c'était un groupe marxiste-léniniste d'ouvriers et d'étudiants, qui seraient passés à la clandestinité en 2022

Chers camarades,

Nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que nous, communistes et antifascistes, les frères Mikhaïl et Alexandre Kononovitch, avons été arrêtés pour nos nombreuses années d'actions pour la paix au sein du « Komsomol » (Ligue de la jeunesse communiste), que nous avons menées dans toutes les villes d'Ukraine depuis 2014.

La dernière de ces actions a eu lieu deux semaines avant le début de la guerre à grande échelle de 2022, devant la Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien), sous le slogan : « Non à l'OTAN – Paix pour le Donbass ! ».

Seuls les communistes antifascistes défendaient la paix en Ukraine, et nous avons tout fait pour prévenir une « Troisième Guerre mondiale ». Aujourd'hui, être communiste et antifasciste en Ukraine est considéré comme un crime.

Depuis notre arrestation le 2 mars 2022, nous avons passé huit mois dans les geôles du SBU (Service de sécurité ukrainien), où nous avons subi des coups, des tortures, des abus, et avons été privés de sommeil et isolés dans des conditions inhumaines, comparables à celles de Guantanamo.

Nous sommes désormais assignés à résidence équipés de bracelets électroniques. Le régime de Zelensky nous a privés de tout moyen de subsistance, de toute source de revenu : notre état d'arrestation nous prive de la possibilité de travailler, ils cherchent à nous enfoncer dans la pauvreté extrême pour essayer de nous briser, pour que nous capitulions.

Battu comme George Floyd

Nous avons été arrêtés sans procès ni enquête, sans avocat. Kidnappés, nous avons été battus jusqu'à l'état animal lors de l'arrestation, étranglés jusqu'à perdre connaissance (comme George Floyd). Emmenés dans les sous-sols du SBU, nous y avons subi quatre jours de tortures, du 2 au 6 mars 2022.

Menottés toutes les deux heures, battus à coups de crosses de fusils et de pied, ils nous ont cassé les côtes, brisé les dents, fracturé le nez, et même arraché le nez d'Alexandre. Camarades, que peut être la chose la plus terrible à infliger à un être humain, à un homme ? C'est la torture de sa famille et de ses enfants ! Le SBU a également menacé de violer la fille de Mikhaïl, âgée de 13 ans, devant ses yeux, s'il ne cédait pas, s'il refusait de se

soumettre à leurs exigences. Leurs actes ont dépassé toutes les limites de l'inhumanité. Lorsque nous avons été présentés pour la première fois à un interrogatoire, après plusieurs jours de torture, nous étions mutilés, incapables de marcher ou de nous asseoir seuls. Ils ont dû nous porter. Nous ne nous sommes même pas reconnus, bien que nous soyons frères jumeaux et avons vécu ensemble toute notre vie. Au lieu de mon frère, c'était un tas de chair défiguré par les coups, couvert de plaies.

L'objectif des services spéciaux était de discréditer le Parti Communiste et le Comité antifasciste d'Ukraine. En tant que leaders du mouvement de gauche en Ukraine, le régime exigeait que nous nous calomnions, ainsi que nos camarades.

Selon le régime de Kiev, être communiste et antifasciste signifie forcément travailler pour la Russie, mais c'est faux !

Nous savions que la vie de centaines de communistes et d'antifascistes en Ukraine dépendait de notre résistance. Nous avons refusés de commettre cet acte de trahison malgré les menaces de mort : mieux vaut mourir que trahir !

C'est précisément à de tels abus et tortures que le citoyen américain Gonzalo Lira enfermé dans une prison ukrainienne n'a pas survécu, mourant à la suite des blessures lui ayant été infligées.

Après les déclarations massives et décisives de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, des militants de gauche et des antifascistes, le régime a été contraint d'annoncer que nous étions vivants et détenus : nous avons survécu grâce à la pression des camarades communistes et antifascistes du monde entier. Puis nous avons été transférés dans des prisons, sans soins médicaux et pratiquement sans nourriture, comme beaucoup d'autres personnes sont enfermées en Ukraine.

Au début, le centre de détention provisoire de Kiev a refusé de nous accueillir et de nous traiter, craignant que nous mourions et que la prison soit tenue responsable de notre mort, et non le SBU. Sur nos cartes de prison, nous avions une terrible mention « criminels particulièrement dangereux », et nous étions donc traités comme des terroristes. Nous étions maintenus en prison sans décision de justice, car nous étions tellement battus et mutilés qu'ils ne pouvaient nous montrer à personne.

Pendant que le régime attendait depuis deux mois que les traces de torture et de coups cicatrisent, nous étions allongés sur le sol en béton de la cellule de prison comme des animaux, sans soins médicaux et sans espoir de vie.

Pour la première fois en mai 2022 nous avons été emmenés au tribunal et avons vu notre avocat. A ce moment là, ils ont essayés de nous forcer à admettre des crimes inventés, non existants contre le régime de Zelensky. Comme nous avons refusés, nous avons été jetés dans une cellule surpeuplée avec des nazis et des meurtriers.

Nous n'oublierons jamais ce jour. Sur un mur de la cellule était accroché un drapeau de l'Allemagne nazie, et le livre "Mein Kampf" de Hitler trainait sur un banc. Le but du régime était toujours de nous détruire, de nous briser. Il a échoué avec la

torture et l'isolement, donc il a essayé en nous mettant nous, communistes, avec les nazis et les racistes violents et condamnés.

La cellule n'était pas large, faites pour 12 personnes mais nous étions 20 à l'intérieur. Nous n'avions pas suffisamment de lits donc nous y dormions à tour de rôle. Alexander était enfermé dans les mêmes conditions mais dans un bâtiment différent. Nous étions sans cesse attaqués, affamés et privés de sommeil. Mais nous sommes communistes et ne pouvions pas céder face au régime d'Ukraine.

"Nous ne capitulerons pas"

Nous avons refusé de capituler. En toute circonstance, nous résisterons. C'est ce que nous avons décidé dans les geôles du SBU. Peu importe ce qu'ils nous font, nous ne céderons pas et préférons mourir que d'avouer les fausses déclarations nous incriminant nous, le Parti communiste et le Comité antifasciste d'Ukraine.

En conséquence, nous avons été officiellement condamnés par l'article 109, parties 1 et 2 du Code Pénal d'Ukraine (rébellion armée et tentative de prendre le pouvoir). Apparemment nous deux, armes en main, voulions tenter un coup d'état contre Zelensky et prendre le pouvoir en Ukraine!

La Russie combat en Ukraine depuis 3 ans et ne peut pas faire ça mais nous, deux communistes et antifascistes, les frères Kononovich, pensions y arriver seuls.

Il n'y a jamais eu accusation plus stupide dans l'histoire de l'humanité!

Sous la pression de camarades communistes et d'actions à l'internationale en notre soutien, - #FreeKononovich - , et grâce à l'aide sans précédent des antifascistes en Europe, nous avons été relâchés, assignés à résidence avec bracelet électronique. Maintenant, il y a des procès d'affaires criminelles fabriquées contre nous, les frères Kononovich. Le gouvernement veut nous mettre pour 10 ans en prison avec confiscation de propriété juste parce que nous sommes communistes et antifascistes. Regardez, camarades américains, la "démocratie" que les Etats Unis, l'Europe et l'Otan nous imposent en Ukraine ! Les droits humains n'existent pas en Ukraine aujourd'hui. Les gens sont privés de leurs droits comme du bétail. Les ukrainiens veulent la paix, contrairement au gouvernement corrompu. Nous voudrions attirer l'attention des communistes et antifascistes américains sur la répression en Ukraine de centaines de milliers de militants politique, sur les dizaines de milliers en prisons, dont des milliers de communistes et d'antifascistes d'Ukraine, tout ceux qui luttent pour la paix.

Nous pouvons citer plusieurs camarades précis, ceux qui comme nous, n'ont rien à perdre ou à craindre. Nous sommes tous poursuivis par la justice ou avons déjà subi une condamnation justifiée exclusivement par les articles de répression politique. Il y a le Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste d'Ukraine, la tête du Comité Anti-Fasciste d'Ukraine, Georgy Buiko, accusé par l'article criminel 110, risquant 10 ans de prison avec confiscation de propriété pour "atteinte à l'intégrité territoriale". Ce dossier est fabriqué, monté de toutes pièces dans le seul but de se débarrasser de toute critique politique.

Le membre du Komsomol Sergei Novikov a été condamné à 5 ans de prison, selon l'article 436, pour avoir soi-disant "reconnu l'OTAN coupable du déclenchement de la guerre en Ukraine". Ce dossier est fabriqué, monté de toutes pièces.

Le membre du Comité Central du Parti Communiste Yuri Petrovsky a été condamné à 15 ans de prison ferme avec

confiscation de propriété, par l'article 111, pour "activité subversive", pour avoir plaidé pour la paix. Ce dossier est fabriqué, monté de toutes pièces.

Le membre du Comité anti-fasciste et communiste Anatoly Miruta, handicapé (maladie cardiaque), a été condamné à 10 ans de prison avec confiscation de propriété, par l'article 111, "activité subversive", pour avoir plaidé pour la paix. Pour quelqu'un souffrant de maladie cardiaque, c'est une peine lourde et sévère. Ce dossier est fabriqué, monté de toutes pièces.

Si nous devons lister tous les condamnés, membres du Komsomol, communistes et antifascistes réprimés, cela prendrait des mois. Tous nos camarades n'ont pas eu la chance de survivre à ce conflit, comme notre ami, l'anti-fasciste Vladimir Novikov, qui n'a pas supporté la torture et les abus en prison. Il s'est pendu dans sa cellule avec un drap aux barreaux de la fenêtre. Il a mis fin à ses jours comme un vrai anti-fasciste, sans céder face aux fascistes et sans trahir ses camarades et ses idées ! Commémorons la mémoire des héros anti-fascistes tombés au combat !

Le Parti communiste banni

Nous, communistes antifascistes d'Ukraine, sommes traités en hors la loi pour la première fois dans l'Europe de l'après-guerre. Le Parti Communiste d'Ukraine est officiellement interdit, comme dans l'Allemagne nazie d'Hitler. Nous sommes physiquement exterminés et détruits sous les applaudissements du monde occidental.

Aujourd'hui, l'Ukraine est un laboratoire pour la mise en œuvre de politiques coloniales modernes. Les prochaines victimes de ces politiques pourraient être vous, camarades des États-Unis. Nous, communistes et antifascistes d'Ukraine, vous appelons à agir et à lutter, à être actifs et forts. Vous n'avez d'autre choix que notre extermination physique et la répétition du sort des communistes ukrainiens.

Camarade, vous êtes plus fort que vous le pensez ! Grâce à vous et votre soutien, nous, les communistes Mikhail et Alexander Kononovich, avons survécu. Sans chercher à créer du pathos ou à exagérer, nous vous devons, camarades communistes et antifascistes d'Europe, de l'Amérique du sud et du nord, nos vies. Camarades communistes et antifascistes américains, nous voulons attirer votre attention sur le fait que nous avons besoin d'aide et de votre soutien. Nos vies et celles de nos camarades en dépendent. Nous appelons tous les communistes et antifascistes à agir et à lutter, et à lancer des actions pour nous soutenir #FreeKononovich devant les ambassades et consulats ukrainiens. Votre soutien est crucial.

P.S.

Mikhaïl et Alexandre Kononovitch : Nous sommes communistes, nous ne pouvons pas perdre ! Et si nous perdons, alors nous ne sommes pas communistes !



Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires-Detroit

Entretien avec d'anciens militants de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires (League of Revolutionary Black Workers-Detroit. La League of Revolutionary Black Workers (LRBW), créée en 1969 à Detroit, a été dissoute en 1971. Bien qu'éphémère, elle a été l'une des expériences les plus intéressantes du mouvement radical afro-américain. Publié par Cosmonaut (cosmonautmag.com, USA) en 2024, et traduit par les rédacteurs de Supernova¹.

-Isaac : Je suis Isaac. Je suis un activist syndical et militant communiste à Brooklyn. Je suis ici avec Ira.

-Ira : Bonjour à tous. Je vis également à New York. Je suis aussi un communiste impliqué dans beaucoup d'organisations syndicales, membre fondateur d'Amazonians United New York city et je suis très heureux d'être ici.

-Isaac : Notre invité principal est Jerome Scott, membre fondateur de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires et membre fondateur de la Ligue des révolutionnaires pour une nouvelle Amérique.

Nous sommes ici pour parler de l'incroyable vie d'organisateur qu'il a eue et simplement pour parler de cette histoire et lui donner une sorte de perspective de première main qui, je pense, est essentielle pour comprendre comment faire et pratiquer la politique et le marxisme dans ce pays. Je passe la parole à Jerome pour qu'il se présente.

-Jerome Scott : Oui, je suis Jerome Scott. Je suis originaire de Detroit, Michigan, mais je vis maintenant à Atlanta, en Géorgie. Je crois que je suis devenu révolutionnaire au cours de notre travail avec la League of Revolutionary Black Workers et je le suis toujours.

-Ira : Jerome, pourriez-vous commencer par nous dire comment vous avez grandi à Detroit ?

-Jerome Scott : Oui, j'ai grandi à Detroit, dans un quartier où vivent la plupart des Noirs pauvres. Et j'ai grandi sans savoir à quel point j'étais pauvre. C'est toujours intéressant quand les gens me demandent ce que ça fait d'être pauvre. À Detroit, je répondais que tous les membres de ma communauté étaient pauvres. Nous pensions donc que le monde était ainsi fait.

Je n'ai donc pas été marqué par le fait que j'étais pauvre et que les autres ne l'étaient pas. Mais je connais les décisions que j'ai dû prendre, comme celle de m'engager dans l'armée à l'âge de 17 ans. Je me suis dit que la seule façon de sauver ma vie était de m'engager dans l'armée parce que je n'étais pas prêt à aller à l'université. Je venais d'obtenir mon diplôme de fin d'études secondaires. Mon frère était un criminel et il m'entraînait dans cette criminalité. J'ai dit à ma mère que si je ne sortais pas d'ici, je serais en prison ou mort. Elle m'a immédiatement dit de signer les papiers pour que je m'engage dans l'armée. C'est donc dans ce genre de vie que j'ai grandi.

-Ira : Jerome, je me souviens d'une chose que vous avez dite auparavant et qui m'a vraiment frappé, car elle montre que des gens de tous horizons peuvent s'approprier le marxisme et se

transformer grâce à lui. Pourquoi ne pas me dire à quoi ressemblait votre bibliothèque quand vous étiez enfant ?

-Jerome Scott : Rires. Je ne pense même pas que nous ayons eu une bibliothèque ! Il y avait une Bible à la maison, mais c'était le seul livre de la maison. Je ne pense pas avoir lu un livre, pas même au lycée, pas d'un bout à l'autre en tout cas ? Au lycée, je lisais tout ce que je devais lire pour être sûr de réussir l'examen, mais c'est tout. Je n'ai pas lu de livre jusqu'à ce que je fasse partie de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires à Détroit, lorsque nous avons commencé à vraiment étudier. Oui, les livres ne faisaient pas partie de mon éducation.

-Ira : Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le moment où vous vous êtes engagés dans l'armée et j'ai cru comprendre que vous aviez également passé un certain temps au Vietnam. Quel impact cela a-t-il eu sur votre parcours politique ?

-Jerome Scott : Tout d'abord, je ne savais même pas qu'il y avait une guerre en cours lorsque je me suis engagé dans l'armée. Je n'avais aucune idée de ce qui se passait au Vietnam. Je me suis engagé dans l'armée, comme je l'ai déjà dit, parce que je voulais quitter mon quartier. Je savais que je n'y arriverais pas si je restais là. Une fois que je me suis engagé et que j'ai commencé l'entraînement de base, les gens ont commencé à parler du Vietnam, j'ai commencé à demander ce qu'était le Vietnam.

Ils m'ont regardé comme si j'étais fou et m'ont dit, mec, tu es dans l'armée et tu ne sais pas, qu'est-ce qui se passe au Vietnam ? J'ai répondu que non, je ne le savais pas. Et ils m'ont dit que je ferais mieux d'espérer ne pas être envoyé là-bas. J'ai donc tout de suite été un peu nerveux à l'idée de cette aventure militaire. J'ai fini par être envoyé au Viêt Nam, comme la plupart de ceux qui s'étaient engagés dans l'armée au début des années 60. Quand j'y repense, je me dis que c'est la pire et la meilleure chose qui aurait pu m'arriver.

J'étais stationné à Dong Ha, à huit kilomètres de la zone démilitarisée qui séparait le Nord du Sud du Viêt Nam. Notre site était donc bombardé en permanence. Nous vivions essentiellement dans des bunkers souterrains que nous avions creusés nous-mêmes. C'est la première chose que nous avons dû faire en arrivant au Vietnam : creuser un bunker pour avoir un endroit où dormir la nuit, parce qu'ils bombardaient le site pratiquement tous les soirs. C'était donc le pire.

Le meilleur, c'est que j'ai commencé à réfléchir pour la première fois de ma vie. J'ai commencé à me demander ce que je faisais ici. Je pourrais perdre la vie sans savoir pourquoi. L'une des tâches de chacun sur le site consistait à aller chercher de l'eau à la rivière. Un jour, nous sommes descendus et nous avons trouvé des tracts sur le sol. Le tract disait : « Soldat noir, comment se fait-il qu'au Vietnam, vous soyez toujours en première ligne, mais qu'à la maison, vous soyez à la fin de la ligne? »

Et ce qu'ils voulaient dire par là, c'est que si vous partiez en mission de recherche et de destruction, vous aviez un point d'appui. Cette personne avait 80 % de chances d'être tuée ou blessée. C'était donc le poste le plus dangereux que l'on pouvait occuper dans l'armée en zone de guerre.

¹ Pour une analyse et une histoire des expériences raciales et de classe en France, vous pouvez lire : "Pour un bilan politique des luttes des cités ouvrières de l'immigration" n.3 Supernova, 2023

Et quelque 75 % de tous les pointeurs étaient noirs, ce qui leur permettait d'insister sur le nombre de soldats noirs tués au Viêt Nam, en première ligne. Et quand vous rentrez chez vous, vous ne pouvez pas aller au bout de la file d'attente pour obtenir quoi que ce soit. On est toujours à la fin de la file.

Ce dépliant m'a fait réfléchir à ce que je faisais au Viêt Nam. Comment y suis-je arrivé ? Et comment se fait-il que je n'en sache rien ? Je me suis alors promis de ne plus jamais aller nulle part sans savoir pourquoi j'y suis, ce que je veux y faire.

Le Viêt Nam m'a fait réfléchir à des choses auxquelles je n'avais jamais vraiment pensé auparavant. C'est ce qui m'a poussé à devenir un révolutionnaire. Une fois que j'ai quitté le Viêt Nam, j'ai commencé à chercher,

J'ai besoin d'apprendre des choses sur la façon dont ce monde fonctionne.

Je veux savoir pourquoi on envoie des gens à la guerre sans les informer de ce qui se passe et de la raison pour laquelle ils sont là.

C'est ce qui m'a poussé à devenir un révolutionnaire jusqu'à aujourd'hui. C'était donc à la fois la pire et la meilleure période de ma vie au Vietnam.

-Ira : Puis-je vous demander d'où venaient ces tracts ?

-Jerome Scott : Je ne sais pas si les gens s'en rendent compte, mais le gouvernement embauchait des Vietnamiens pour travailler sur le site. Ils ont engagé un garçon de tente pour venir faire nos lits et nettoyer la tente. J'ai été très étonné de voir que le gouvernement mettait des domestiques au service de ces GI qui se trouvaient sur la ligne de front, prêts à être tués.

Mais ils sont loin de se douter qu'un grand nombre des personnes engagées finissent par faire partie du Viêt-cong, l'armée révolutionnaire du peuple vietnamien. J'imagine donc que les tracts provenaient de Vietnamiens qui soutenaient la révolution que vivait le peuple vietnamien et qui essayaient d'informer les GI de ce qu'ils voyaient.

Isaac : Je parlais à quelqu'un qui a eu une expérience un peu similaire le week-end dernier, lors d'une marche à New York, et il m'a dit qu'il était parti pour se battre contre Ho Chi Minh et qu'il était revenu du Vietnam prêt à se battre pour Ho Chi Minh.

-Jerome Scott : Oui, en effet, c'est aussi mon expérience.

-Isaac : Vous êtes donc revenu du Vietnam en cherchant des réponses ?

-Jerome Scott : D'accord, je reviens du Vietnam en 1967 et je pense que je vais aller à l'université. Mais un jour, je traîne dans le quartier, et je suis le seul à avoir une voiture, et l'un de mes voisins m'a demandé de l'emmener à l'usine pour postuler à un emploi. Nous sommes donc allés là-bas, je me suis assis dans le bureau en l'attendant et l'un des enquêteurs m'a dit : « Vous ne voulez pas un emploi vous aussi ? J'ai répondu que non. Je pense aller à l'université dès que possible. Et il m'a dit, qui sait, vous pourriez obtenir un emploi et faire vos études en cours d'emploi. Pourquoi ne pas passer le test et voir ce qui se passe ? Alors j'ai dit, d'accord. J'ai passé le test.

Ils nous ont embauchés tous les deux tout de suite : « Vous pouvez commencer demain », m'ont-ils dit. J'ai donc commencé à travailler chez Chrysler Corporation, l'usine Ford de Detroit.

C'est en 1967, à Dodge, dans le Maine, qu'a eu lieu l'une des toutes premières grèves Wildcat. Il s'agissait d'une grève des travailleurs arabes de Dodge, dans le Maine, qui protestaient contre la guerre en Palestine : la guerre israélienne de 1967 qui s'emparait des terres palestiniennes. Ils protestaient contre les obligations gouvernementales qui étaient vendues pour soutenir Israël. C'était donc la première grève sauvage à Dodge Maine et nous avons commencé à en entendre parler à Detroit Ford et un certain nombre d'entre nous ont commencé

à en parler, c'était donc le premier type de conversation sur l'organisation.

Cette grève n'a pas duré très longtemps, mais elle a attiré l'attention des travailleurs noirs dans l'ensemble de Chrysler, simplement parce qu'elle portait sur l'oppression et l'assassinat d'un autre peuple, le peuple palestinien.

C'est ainsi qu'en 1968, la deuxième grève principale de Dodge a eu lieu, ce qui a entraîné la création de DRUM. Après cette grève, un groupe d'entre nous à l'usine est allé parler aux personnes qui travaillaient à Dodge, dans le Maine, et qui avaient organisé la grève Wildcat là-bas, et leur a demandé ce que nous pouvions faire pour soutenir la grève.

Ils nous ont répondu que nous devions retourner à l'usine et faire de l'organisation. Développez une base dans notre usine avec un certain nombre de travailleurs qui sont prêts à faire de l'organisation au jour le jour, puis de retourner les voir.

"Nous pouvons vous aider, mais la seule façon de nous soutenir, c'est d'organiser dans votre usine." C'est ainsi que nous avons commencé à nous parler et à élargir notre conversation à d'autres travailleurs. L'une des choses que j'ai faites lorsque j'ai été embauché, et qui a permis à beaucoup de gens de savoir qui j'étais, c'est que j'ai demandé un contrat. Cela venait de mes années vietnamiennes où je ne voulais pas être dans un endroit où je ne connaissais pas les règles ou ce que je faisais.

J'ai donc demandé un contrat au contremaître, qui m'a pris pour un fou ! « Votre première semaine de travail et on vous demande un contrat ?! », et la rumeur s'est répandue que ce nouveau venu dans l'usine demandait déjà un contrat.

Beaucoup de gens voulaient savoir pourquoi je faisais ça. Nous avons donc commencé à parler de mon passé de militaire et du Vietnam, et de mon désir de ne pas me retrouver dans un endroit où je ne comprendrais pas les règles et où tout le monde devrait les connaître.

J'avais donc déjà un certain nombre de personnes dans l'usine à qui j'avais parlé. Lorsque nous avons commencé à parler aux gens de l'organisation, nous avons parlé de tout. Nous avons parlé du mouvement des droits civiques, qui était très important à Détroit à l'époque, et de son impact sur le travail.

Nous avons parlé des choses qui se passaient dans notre usine et qui rendaient les gens très nerveux. Il s'agissait principalement de questions de santé et de sécurité. Le fait que les gens se blessent constamment sur la chaîne de production, et chaque fois que quelqu'un se blesse, la chaîne de production peut s'arrêter pendant un petit moment, mais leur principal objectif est de la remettre en marche. Ce n'était pas de s'assurer que tout le monde était en sécurité. Alors oui, ces conversations ont commencé à se développer régulièrement à partir du moment où la grève de Dodge s'est produite en 1968.

En 1967, il y a eu une grande rébellion à Détroit, il y a eu un couvre-feu. Personne ne pouvait être dans la rue, du crépuscule à l'aube. Sauf que si vous travailliez pour l'industrie automobile, vous n'aviez pas à respecter le couvre-feu. En fait, s'il le fallait, ils envoyaient l'armée chez vous pour vous escorter jusqu'à l'usine si vous en aviez besoin.

Les gens de Dodge Main ont donc examiné la situation et se sont dit qu'il se passait quelque chose. Comment se fait-il que seuls les employés de l'usine puissent franchir ces lignes militaires et policières pour se rendre au travail, alors que nous ne pouvons pas sortir pour aller chercher de la nourriture à l'épicerie ?

Ils en ont conclu qu'il y avait quelque chose de spécial dans le fait de travailler dans ces usines. S'il était si important que nous puissions travailler au milieu d'une rébellion, au milieu d'un couvre-feu, cela signifiait que nous avions un certain pouvoir que nous n'exercions pas. Et si nous pouvions

organiser le point de production et prendre le contrôle d'une partie vitale de l'usine, qui était importante non seulement pour la planète entière mais aussi pour l'ensemble de l'industrie, alors nous pouvions avoir un certain pouvoir.

La rébellion a donc jeté les bases de la stratégie de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires, qui consistait à s'organiser sur le lieu de production, parce que c'était une position de pouvoir.

En 1967, la grève des Arabes d'abord, la Wildcat Strike et la rébellion de Détroit ont permis aux travailleurs de comprendre qu'il fallait s'organiser sur le lieu de production. Et puis en 68, il y a eu la grève de Drum.

Ira : Drum, c'est le mouvement Dodge Revolutionary Union, n'est-ce pas ? C'était le précurseur du Revolutionary Black Workers.

J'adore cette histoire parce qu'il y a des choses qui ne changent jamais. Lorsque nous nous sommes rencontrés, c'était au début de la pandémie de COVID, tout était fermé à New York. Vous ne pouviez pas quitter notre appartement à moins d'avoir un permis de travail essentiel. Je cherchais Amazon à l'époque et j'étais dans le Queens, l'épicentre de la pandémie. Et puis il y a eu les soulèvements de George Floyd, c'était donc très similaire. À la suite de ces soulèvements, la police de New York a été déployée en masse pour mettre en place un système de fermeture. Mais si vous étiez déclaré travailleur essentiel, vous receviez une carte à montrer à la police pour pouvoir aller travailler après les heures de travail. Mais pour beaucoup de mes collègues noirs, la police ne les laissait parfois même pas sortir leur carte.

Quand tu m'as raconté cette histoire, j'ai vu que je vivais quelque chose de similaire, mais dans un contexte différent, à une autre époque.

-Isaac : Pouvez-vous nous expliquer l'évolution de ces luttes individuelles, à quel moment elles ont commencé à se rejoindre ? Y a-t-il des développements politiques qui se produisent en même temps ?

-Jerome Scott : En 68, le mouvement syndical révolutionnaire de Dodge est né de la grève principale de Dodge. Cette grève sauvage a duré environ cinq jours, ce qui est long pour une grève sauvage. Elle a vraiment mobilisé les travailleurs de toute la ville, parce que tout le monde voulait savoir comment cela avait pu se produire ? Comment les travailleurs noirs de cette usine ont-ils pu la fermer ? C'est cette réverbération qui a déclenché la création de nombreux RUMS (revolutionary union movement apparatus), non seulement dans l'industrie automobile, mais aussi dans les secteurs de l'acier, du caoutchouc et de UPS.

Ainsi, lorsque nous avons décidé de retourner dans notre propre usine pour commencer à nous organiser, il s'est avéré que beaucoup d'autres avaient fait le même voyage.

Ils avaient établi un bureau dans le garage de la maison du général Baker. Nous y allions donc pour parler et faire nos tracts. Ils avaient installé une petite imprimerie avec une Gestetner et une presse à imprimer.

Les gens continuaient à venir : d'Eldon, de Ford Rouge, de Detroit Forge... et la grève de Dodge Main a été l'élément qui a vraiment déclenché cette rivière qui a commencé à couler dans tout Detroit.

Parallèlement, le Black United Front a commencé à se développer dans différents lycées de Détroit, et ils sont entrés en contact avec DRUM, et à la même époque, le mouvement des droits civiques commençait à battre son plein à Détroit. Une grande manifestation a eu lieu la même année. Dans la ville, dans la communauté, les choses commencent à s'envenimer. Entre 1968 et 1969, il y a eu au moins 12 à 14 sections dans différentes usines du pays.

Il y avait un grand appareil communautaire qui s'était développé cette année-là, et il y avait un grand appareil dans les écoles secondaires. Ce sont ces éléments qui se sont réunis pour former la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires en 1969.

Si nous revenons à la question de savoir quel rôle a joué le mouvement des droits civiques dans ce processus, nous verrons qu'il a joué un rôle gigantesque. Il a joué un rôle gigantesque. Nous pensions que nous allions porter le mouvement des droits civiques sur le lieu de production, et parce que la suprématie blanche dans l'usine était enragée, la première plainte des travailleurs concernait la santé et la sécurité. La deuxième plainte des travailleurs était le manque de respect, ces contremaîtres ne respectaient pas du tout les travailleurs noirs, ils essayaient de nous traiter comme de la merde tous les jours, et donc le mouvement des droits civiques était dans nos esprits tout le temps. Nous nous considérions donc comme une branche militante du mouvement des droits civiques dans les usines de Detroit.

Pour nous défendre, nous devions d'abord nous adresser au syndicat. Mais le syndicat n'était pas vraiment intéressé lorsque nous évoquions le manque de respect et la suprématie blanche.

Nous avons donc fini par comprendre que si nous voulions améliorer nos moyens de subsistance en ce qui concerne la façon dont nous étions traités et considérés en tant que travailleurs noirs dans l'usine, nous devions faire quelque chose non seulement pour défier l'entreprise, mais aussi le syndicat.

La bataille s'est donc déroulée sur deux fronts : nous allions nous battre bec et ongles contre l'entreprise, mais nous allions aussi essayer de faire en sorte que ce syndicat fasse ce qu'il était censé faire, à savoir représenter les travailleurs. Et cela consistait à représenter les travailleurs.

Nous n'avons jamais connu de tensions antisyndicales. Détroit était une ville syndiquée. Tout le monde voulait être membre d'un syndicat, parce qu'ils savaient que si vous étiez membre d'un syndicat, vos salaires seraient plus élevés, vous auriez votre mot à dire sur la façon dont vous pourriez évoluer.

Mais quand on abordait la question en tant que travailleur noir, toutes ces choses étaient reléguées au second plan, et il était donc très clair pour nous, dès le début, que nous devions nous battre pour que le syndicat soit un syndicat.

-Isaac : D'après mon expérience, il y a un fossé énorme entre les syndicats qui font du lobbying pour la législation fédérale et ceux qui se battent réellement dans l'atelier, qui interviennent sur le lieu de production.

-Jerome Scott : Dans le cadre de notre processus éducatif, nous avons fait quelques recherches sur l'UAW et les syndicats en général. Nous avons découvert qu'historiquement, dans les années 30 et 40, les syndicats étaient davantage des syndicats de lutte des classes. Ils se battaient non seulement pour leurs membres, mais aussi pour la classe ouvrière.

Mais dans les années 1950, à l'époque de McCarthy, avec la lutte pour tenter de briser les syndicats et de les mettre au pas, nous avons réalisé que ce qui s'était passé avec les syndicats, c'est qu'ils s'étaient transformés en syndicats pour leurs membres uniquement. Ils n'allaient plus se battre pour la classe ouvrière, ce qui signifiait qu'ils n'allaient pas se battre contre la suprématie blanche, ni contre quoi que ce soit d'autre concernant nos vies ou ce qui se passait dans la société dans son ensemble. Ils n'allaient se battre que pour les salaires.

Une fois que nous avons découvert cela, nous avons su que la lutte entre le syndicat et l'entreprise allait être permanente, parce que la relation entre l'entreprise et le syndicat s'était de plus en plus consolidée.

Nous avons également vu ce que les grèves sauvages signifiaient pour le syndicat. Aujourd'hui, beaucoup de gens ne savent pas ce qu'est une grève sauvage. Une grève sauvage est une grève que les travailleurs entreprennent eux-mêmes. Lors d'une grève syndicale, le syndicat négocie avec l'entreprise. Il annonce à l'entreprise qu'il va faire grève dans les 90 jours. L'entreprise se prépare alors à cette grève en stockant les voitures et le matériel dont elle a besoin. Ainsi, lorsque la grève se produit, elle est préparée.

Une grève Wildcat est une grève où l'on se dit, d'accord, demain on va fermer cet endroit ! Et nous fermons tout de suite. Le syndicat est donc dans la merde parce qu'il ne s'y attendait pas. Les seules personnes préparées à cette grève étaient les travailleurs qui l'avaient déclenchée, ce qui est devenu la principale tactique de la League of Revolutionary Black Workers (Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires).

Lors de ces grèves sauvages, nous avions des membres de la communauté et des étudiants. Les étudiants venaient nous voir et nous disaient : « Très bien, vous vous faites virer pour avoir distribué des tracts devant l'usine. Pourquoi ne pas les distribuer ? Et la communauté venait aussi sur les piquets de grève pour les soutenir. »

Peut-être qu'on ne s'en est pas rendu compte à l'époque, mais quand on y repense, on essayait d'exprimer à l'entreprise et au syndicat, la façon dont ils devraient combattre la classe dans son ensemble, et pas seulement les travailleurs de cette usine.

-Isaac : Est-ce que je peux juste demander, sans avoir de téléphone portable et sans envoyer de SMS à un groupe de personnes qui feront la grève demain ? Comment faire passer le mot d'une grève sauvage sans perdre l'effet de surprise ?

-Jerome Scott : Nous faisons un prospectus chaque semaine qui traitait de toutes sortes de choses, et une fois que nous avions ces prospectus à l'intérieur, la distribution à l'intérieur se faisait par l'intermédiaire de tous les travailleurs qui se les passaient. Et le bouche-à-oreille aussi

Je vais vous donner l'exemple de la piste des Wildcats à laquelle j'ai participé. Pour commencer, un travailleur s'est blessé. En l'occurrence, il s'agissait d'un ouvrier qualifié qui s'était littéralement fait arracher les doigts de la main à cause d'un dysfonctionnement de la grue pendant qu'il la chargeait. Nous sommes immédiatement allés parler aux ouvriers qualifiés. La nouvelle a commencé à se répandre dans toute l'usine que cela s'était produit et que les grues n'allaient pas fermer l'usine. Lorsque nous avons décidé d'organiser une grève sauvage, à la fin du quart de travail, tout le monde dans l'usine était déjà au courant. Les contremaîtres le savaient, les superviseurs aussi, mais... que peuvent-ils faire en une journée ?

Et puis il y avait le pouvoir du piquet de grève, une fois que vous aviez mis en place un piquet de grève dans une usine de Détroit, noire à l'époque, personne n'allait franchir ces piquets de grève ! Il fallait donc combiner le bouche-à-oreille, s'assurer qu'il y avait suffisamment de personnes pour mettre en place le piquet de grève et la surprise : hier, il s'est passé ceci, aujourd'hui, nous sommes en grève.

Le syndicat et l'entreprise conspiraient souvent, nous, ils se réunissaient et disaient d'accord, qui sont les leaders de cette grève sauvage ? Et ils licenciaient immédiatement les gens.

Dans mon cas, ils ont licencié 15 travailleurs, huit d'entre nous étaient des ouvriers qualifiés, sept d'entre nous étaient des ouvriers de production. Le syndicat s'est ensuite réuni avec l'entreprise pour décider qui pourrait reprendre le travail moyennant des mesures disciplinaires et qui, selon le syndicat, devait rester à l'écart.

Le syndicat et l'entreprise ont décidé ensemble qu'ils voulaient que nous restions à l'écart de l'usine : deux ouvriers de

production, un ouvrier qualifié, deux ouvriers noirs, un ouvrier blanc, et donc le syndicat.

Notre grève a duré 7 jours et notre piquet de grève a fonctionné 24 heures sur 24, sans interruption.

C'est donc le syndicat qui a fini par mobiliser ce groupe que nous appellerions l'Escadron volant, organisé dans les années 1930 pour se rendre dans différentes usines afin d'aider à mettre en place des piquets de grève et à faire respecter les grèves en cours. Dans ce cas, ils ont mobilisé l'escadron volant pour venir briser la grève.

-Ira : Jerome, comment cela vous a-t-il conduit au marxisme ? Est-ce que ça s'est fait de manière organique ou est-ce que tu as été un peu guidé en cours de route ? Avez-vous encore des livres sur votre étagère ?

-Jerome Scott : (rires) J'ai tellement de livres sur mon étagère maintenant !

Ce qui s'est passé, c'est qu'avec la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires, nous avons commencé à évaluer l'ampleur des victoires que nous remportions avec les grèves Wildcat. Nous avons réussi à faire embaucher des gens, à faire élire des délégués syndicaux noirs et des membres de comités. Nous avons obtenu l'embauche de superviseurs noirs et la présence de Noirs au conseil d'administration, au conseil national de l'UAW, et nous nous sommes rendu compte que nos vies n'avaient pas changé, que le lieu de travail n'avait pas changé, même si nous faisons ces progrès.

Nous avons donc commencé à nous demander si notre programme était vraiment celui qu'il nous fallait, et comment développer un programme qui changerait nos vies, notre lieu de travail et notre communauté. C'est donc ce désir d'être plus efficaces qui nous a conduits à ce que nous avons appelé une retraite éducative, au cours de laquelle nous avons commencé à étudier les différents penseurs politiques du monde, en particulier les chercheurs africains et les chercheurs marxistes du monde entier.

Nous avons commencé à nous rendre compte que le marxisme avait été écrit pour les travailleurs, que le marxisme était la science de la société qui analysait réellement le rôle joué par les travailleurs dans la construction et le développement de la société et le rôle joué par la classe dirigeante dans le contrôle de la croissance et du développement de cette société.

La retraite d'étude a duré environ 18 mois, nous nous réunissions tous les jours, entre 4 et 5 heures par jour pour étudier ensemble, et nous étions environ 60 à suivre cette étude.

Nous avons fini par découvrir que le marxisme était la théorie qui nous convenait le mieux

Si nous pouvions organiser les travailleurs et les unir autour d'une stratégie globale, nous savions comment faire face à la société capitaliste dans son ensemble et pas seulement sur notre lieu de travail. Cela nous a permis de comprendre le rôle que le lieu de travail jouait dans la capacité de la société capitaliste à continuer à fonctionner et à faire des profits.

C'est ainsi que nous avons découvert le marxisme. Nous avons réalisé que le marxisme était la théorie écrite pour les travailleurs et que si nous pouvions comprendre le marxisme, pas seulement le comprendre de manière abstraite, mais le comprendre en tant que science appliquée, comment appliquer le marxisme à notre lieu de travail, à notre organisation, à notre compréhension du fonctionnement du monde, alors nous pourrions vraiment développer un cadre de travailleurs qui pourraient jouer un rôle dans la transformation de la société. C'est ainsi que le marxisme est devenu la science sur laquelle nous nous sommes appuyés et sur laquelle nous continuons à nous appuyer jusqu'à aujourd'hui.

-Ira : Cela m'amène à la question du mentorat. Nous avons eu quelques épisodes sur Cosmopod à propos du mentorat

révolutionnaire ou communiste. Jerome, vous êtes un mentor très proche de moi. Et c'est en fait ma relation avec toi qui m'a fait réaliser à quel point ce lien intergénérationnel est essentiel, et à quel point nous sommes désavantagés par le fait que nous n'avons pas de parti qui puisse nous fournir cela de manière continue.

Lorsque vous avez parlé du rôle du mentorat révolutionnaire, vous avez dit que vous n'aviez pas de relations avec l'ancien parti communiste, car il était largement devenu un révisionniste. Un squelette de ce qu'il était auparavant. Comment avez-vous cherché un mentor ?

-Jerome Scott : Oui. Au sein de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires, il y en avait quelques-uns, comme Jimmy et Grace Boggs, qui vivaient juste en bas de la rue, près du bureau de la Ligue. Jimmy était le mentor de beaucoup, surtout des plus jeunes, et ils avaient une bibliothèque qu'aucun d'entre nous n'avait jamais vue auparavant, il y avait tout dedans ! Elle a donc servi d'inspiration pour la bibliothèque que nous avons construite au bureau de la ligue.

Le mentorat a donc joué un rôle important ; par exemple, on ne peut pas simplement s'orienter vers le marxisme, il faut que quelqu'un vous parle du marxisme.

Quelqu'un doit vous dire : « Si vous cherchez quelque chose qui puisse guider votre travail révolutionnaire, vous devriez peut-être vous intéresser à Lénine ou à Staline, ou encore à d'autres personnes qui ont développé des théories autour de cette question ». C'est ce que les mentors ont fait pour nous. Lorsque nous avons commencé à vouloir nous former, certains d'entre nous se trouvaient sur la côte ouest et cherchaient quelqu'un pour les aider à étudier. Ils sont donc tombés sur ce qui s'appelait alors la Ligue communiste californienne et un certain Bob Williams s'est porté volontaire pour venir à Détroit, pour nous aider à développer cette étude. C'était un excellent mentor. C'était l'un de ces types qui avaient étudié beaucoup de marxisme, beaucoup de choses, et il avait une mémoire photographique, alors il disait des choses comme « regardez la page 22 de Fondation du léninisme, paragraphe 5 » et puis il commençait à citer ce que ce paragraphe disait. Et c'était exactement ce qu'il avait dit !

Et ce type était un ouvrier. Il était conducteur de tramway dans la région de la baie. C'était donc un ouvrier lui aussi, et il avait étudié le marxisme et avait atteint un niveau de compréhension tel qu'il se souvenait de toutes ces choses. Cela nous a aidés à nous consacrer à la compréhension du marxisme. Il nous a inspirés, car s'il pouvait comprendre le marxisme de cette manière, cela signifiait que nous le pouvions aussi. Cela nous a aidés à comprendre que le marxisme n'était pas une théorie abstraite que personne ne pouvait comprendre (comme les gens en parlaient de manière abstraite) mais que c'était une théorie que l'on pouvait comprendre et que l'on pouvait appliquer à l'organisation quotidienne que l'on faisait.

Et puis, au bout d'un certain temps. Nous avons commencé à avoir des relations avec la Ligue communiste de Californie et Nelson Perry, qui était intéressant parce qu'il avait été dans le PC, il avait été l'un des travailleurs intellectuels noirs.

Il avait été purgé du PC en relation avec la rébellion de Watts, parce que le PC leur avait dit de se tenir à l'écart de la rébellion. Et ils ont dit, non, nous ne pouvons pas faire ça. Nous vivons au milieu de Watts. Watts brûle et vous nous dites de ne pas nous en mêler ?

Nous avons donc un lien avec l'ancien CP, et la chose que Nelson nous a vraiment inculquée, c'est que pour pouvoir comprendre ce monde, il était en constante évolution. Il fallait avoir une compréhension théorique du fonctionnement de ce monde et une vision philosophique de la manière dont on unissait la classe ouvrière et dont on était solidaire des autres

classes ouvrières dans le monde. Il mettait vraiment l'accent sur l'éducation politique, une éducation capable d'élever la conscience des travailleurs afin qu'ils sachent pourquoi ils sont révolutionnaires et ce que cela signifie en termes de transformation de ce monde.

Je pense donc que le mentorat est d'une importance cruciale, car on ne devient pas automatiquement un révolutionnaire en grandissant. Vous pouvez vous considérer comme un révolutionnaire, mais êtes-vous un révolutionnaire efficace ? Je pense que vous avez besoin de mentors pour vous guider, pour vous présenter de nouvelles idées qui leur ont été présentées il y a de nombreuses années. Je pense donc qu'il s'agit d'un processus essentiel.

-Isaac : Tout à fait. Et je pense que c'est aussi, c'est juste un produit de la peur rouge, n'est-ce pas ?

C'est que ce genre de liens est si important et qu'une grande partie du rôle de l'anti-communisme dans la société américaine est d'effacer cette histoire et d'effacer ces liens générationnels.

-Jerome Scott : Beaucoup de gens ne s'en rendent pas compte, mais l'époque de McCarthy, dans les années 50, visait en partie à rompre ce lien historique. Ils voulaient rompre les relations entre les travailleurs et les intellectuels, afin d'isoler la classe ouvrière et de briser la possibilité de rassemblement de la classe ouvrière, ce qui était l'un des principaux objectifs de l'ère McCarthy.

Nous avons donc dû creuser profondément pour faire le lien entre ce qui se passait dans les années 30 avec les syndicats et ce qui se passait dans les années 60 et 70.

-Ira : Qu'est-ce qui s'est passé après la retraite d'études, puisque vous avez été licencié et expulsé du syndicat ?

-Jerome Scott : L'un des ouvriers qualifiés qui avait été licencié avec nous était en train d'acheter un bar juste avant la grève, et le bar se trouvait à l'angle de la rue, à côté de l'usine. Il a donc embauché les trois travailleurs licenciés comme barmans.

Pendant les deux années qui ont suivi, j'ai été barman en face non seulement de l'usine où j'avais été licencié, mais aussi de sept autres usines. Les gens ont commencé à venir nous parler, et c'est devenu un véritable lieu d'organisation, si bien que, d'une certaine manière, j'étais en meilleure position qu'auparavant pour organiser.

La Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires s'est donc scindée en 1971. L'une des choses qui s'était produite, c'est que nous avions établi des liens avec le SNCC, en particulier avec James Foreman, qui a commencé à travailler en étroite collaboration avec les dirigeants de la ligue. Et dans le cadre de cette relation, nous avons commencé à envisager de nous étendre de Détroit à d'autres endroits du pays. Nous avons entamé ce processus de création de ce que l'on appelait le Black Workers Congress. Et c'est ce processus de construction du Black Workers Congress qui a jeté les bases de la scission de la ligue, parce que je ne pense pas que nous étions une organisation suffisamment mûre pour consolider nos différentes bases à Détroit, et pour commencer à porter notre attention sur d'autres villes.

Cela a commencé à drainer les ressources de notre travail à Détroit et finalement les gens de l'usine ont commencé à ne plus pouvoir accéder aux machines d'impression, à ne plus avoir l'équipement ou les ressources dont nous avons besoin pour distribuer nos tracts. Nous avions du mal à organiser les réunions dont nous avons besoin.

Les gens ont donc commencé à s'empêtrer de plus en plus dans ce débat interne sur la question de savoir si c'était une bonne chose d'essayer de devenir national alors que nous n'avions pas encore consolidé notre base de Détroit.

C'est ainsi que cette division s'est développée. En y repensant après plusieurs années, je pense que si nous avions été une organisation plus mûre, nous aurions pu trouver un moyen de faire les deux. Je ne pense pas qu'il soit nécessairement mauvais d'essayer de s'étendre, parce que ce qui se passait à Détroit était assez facile pour la classe dirigeante de nous isoler. Les usines commençaient à se délocaliser. Elles fermaient et déplaçaient certaines des usines les plus critiques qui avaient de très bons mouvements syndicaux révolutionnaires.

C'est donc après la scission que nous avons fait notre retraite éducative pour déterminer exactement ce que nous allions faire. Ceux d'entre nous qui étaient restés après la scission étaient [00:39:00] tous les travailleurs et la plupart des bases étudiantes. Nous sommes donc passés par la retraite éducative et nous avons fini par rejoindre le parti communiste du travail, en nous joignant à un certain nombre d'organisations qui se sont rassemblées en 1972.

J'ai pensé que j'étais un révolutionnaire après avoir quitté le Vietnam et compris que je ne savais pas pourquoi j'étais là et que je ne me retrouverais plus dans cette situation. Mais je ne savais pas vraiment ce qu'était un révolutionnaire jusqu'à ce que nous participions à cette retraite éducative. Et à l'issue de cette retraite, je pense que nous nous sommes consolidés en tant que révolutionnaires et communistes conscients.

-Ira : Parlez-nous de votre livre.

-Jerome Scott : L'idée de ce livre était de présenter les leçons que nous avons apprises en tant que militants. Le titre est « Motown, the making of working class revolutionaries » (Motown, la formation des révolutionnaires de la classe ouvrière). Il suit le parcours de la League of Revolutionary Black Workers (Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires) au Communist Labor Party (Parti communiste du travail), et l'un des principaux thèmes abordés est la question de la compréhension du monde. Il ne suffit pas d'étudier le marxisme de manière abstraite. La leçon que nous avons tirée est qu'il faut apprendre à l'appliquer, parce que le monde change tous les jours. On ne peut pas regarder le monde des années 60 et 70 et se dire qu'on peut le reproduire, parce que les choses ont changé radicalement et que l'étude du marxisme, l'éducation politique est un processus qui dure toute la vie. C'est la leçon ; nous devons continuer à étudier et à analyser. Nous devons continuer à étudier et à analyser nos efforts d'organisation pour voir s'ils sont vraiment efficaces.

La deuxième chose que nous avons apprise, c'est qu'il faut vraiment se concentrer sur le développement de la conscience de la classe ouvrière. Il faut que la classe ouvrière soit de plus en plus consciente de tout ce qui se passe dans le monde et de la façon dont cela nous affecte. C'est en développant la conscience de la classe ouvrière que l'on peut créer une section de la classe ouvrière qui s'unira autour d'une stratégie, quelle qu'elle soit, pour une période donnée.

C'est une chose de pouvoir s'unir pour s'opposer à quelque chose d'immédiat. Par exemple, si des accidents se produisent à l'usine, on organise une grève des chats sauvages. Mais une grève des chats sauvages ne vous unit que pour ce moment là. Ce qui vous unit par la suite, c'est de savoir si vous comprenez ou non le lien entre cette lutte tactique spécifique et les objectifs stratégiques de la lutte. Sur le plan stratégique, nous nous sommes unis autour de la nécessité de transformer cette société capitaliste en une société socialiste.

Et si vous pouviez unir une partie de la classe ouvrière autour de la stratégie selon laquelle il existe une voie vers le socialisme dans ce monde et dans ce pays. Et si nous pouvons nous unir sur cette voie commune, alors il faudra que vous étudiiez ensemble, que vous vous battiez, que vous luttiez. Ce n'est pas quelque chose que quelqu'un peut vous transmettre

en vous disant « voilà la stratégie ». C'est quelque chose que vous devez comprendre vous-même pour pouvoir y contribuer. C'est une autre leçon que nous avons tirée : nous devons nous assurer que chacun a un rôle à jouer dans ce processus, car nous en avons tous un, que nous le sachions ou non, mais nous en avons tous un. Si nous ne jouons pas un rôle dans ce processus révolutionnaire, nous irons à la dérive.

Et puis la dernière leçon que je dirai, c'est toute cette question de la théorie et de la pratique. Le marxisme ne vous dit pas quoi faire, il vous donne juste un cadre pour mieux comprendre comment ce monde fonctionne et pourquoi cette société est une société de classe, et comment elle fonctionne pour servir le capitalisme.

Ce que vous devez comprendre, c'est comment appliquer le marxisme à cette situation changeante afin de savoir comment s'organiser, comment développer les tactiques qui seront efficaces pour lutter contre la classe dirigeante dans son ensemble. Je pense que nous avons un chemin vers la victoire parce que le capitalisme lui-même est en train de changer et de s'affaiblir avec le développement de la technologie.

Par exemple, la base du capitalisme est la relation entre le travail et le capital. Mais si l'on peut commencer à créer des marchandises avec de moins en moins de travail humain au cours du processus, on sape la relation du capitalisme lui-même, car seul le travail humain crée de la valeur. Et le capitalisme repose sur la création de nouvelles valeurs. Par conséquent, si vous créez des produits sans travail humain, vous créez des produits avec peu ou pas de valeur, ce qui affaiblit le système capitaliste. C'est pourquoi je dis que c'est une opportunité que nous avons parce que la classe dirigeante commence à se battre avec elle-même, commence à avoir des fissures parce qu'il y a une partie de la classe dirigeante qui est encore solidement basée dans l'industrie et une autre partie de la classe dirigeante qui est clairement basée sur la technologie avancée et la numérisation de tout et la financiarisation de tout.

Ces deux groupes commencent à se battre pour savoir qui va prendre le contrôle. C'est au cours de ces luttes que la classe ouvrière peut se rassembler et s'unir. Nous avons la possibilité de briser le pouvoir que la classe dirigeante exerce sur cette société. Ce sont là quelques-unes des leçons et quelques-unes des réflexions qui expliquent pourquoi nous pouvons gagner si, si nous nous ressaisissons et si nous profitons de ce moment de l'histoire.



« Quand ceux qui luttent contre
l'injustice sont vaincus
L'injustice passera-t-elle pour justice ?
Nos défaites, voyez-vous,
Ne prouvent rien, sinon
Que nous sommes trop peu nombreux
À lutter contre l'infamie,
Et nous attendons de ceux qui regardent
Qu'ils éprouvent au moins quelque honte. »
Bertolt Brecht, 1934



3 euros